

M2 78361

Z F

1 C.

650 *A propos de Seneegal*

**ELITES ET CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX
DANS UNE PERSPECTIVE AFRICAINE**

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE O.R.S.T.O.M. DE DAKAR.

1975



F00941

Gilles Blanchet

économiste

Dakar, 1975

ELITES ET CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX
DANS UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

ELITES ET CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX
DANS UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

SOMMAIRE :

I - LA NOTION D'ELITE	P. 4
II - Rappel historique	P. 6
I2 - Elite et classe	P. 14
I3 - Critères et fondements de l'élite	P. 18
I4 - Unité ou pluralité des élites	P. 22
I41 - l'unité des élites	P. 22
I42 - la pluralité des élites	P. 24
I5 - La mobilité des élites	P. 28
I6 - Elite et masse	P. 32
I7 - Super élites ou contre élites	P. 36
2 - ELITES ET THEORIES DU CHANGEMENT RELATIVES AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT	P. 40
2I - L'approche classique	P. 42
2I1 - le courant évolutionniste	P. 42
2I2 - le courant diffusionniste	P. 47
2I3 - le courant psychologique	P. 50
22 - L'approche radicale	P. 55
3 - ELITES AFRICAINES ET CHANGEMENTS ECONOMIQUE ET SOCIAUX : UN BILAN DES TRAVAUX	P. 60
3I - Rappel historique	P. 61
32 - Situation actuelle	P. 65
33 - L'approche élitiste	P. 74

331 - élites et classes sociales	P. 74
332 - unité ou pluralité des élites	P. 78
333 - la mobilité des élites	P. 82
334 - élites et masses	P. 85
34 - Formes et perspectives d'évolution	P. 89
4 - CONCLUSION	P. 93
5 - NOTE DE SYNTHÈSE	P. 98
6 - INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	P. 105

I - LA NOTION D'ELITE

En dépit de son caractère usuel, la notion d'élite échappe à toute définition précise.

La littérature spécialisée, qui s'est attachée à en mieux préciser les contours, est loin de dissiper une ambiguïté qui semble liée à de multiples facteurs.

Employé au singulier ou au pluriel, avec ou sans qualificatifs, le mot élite désigne des individus, des groupes ou des entités abstraites ; il est utilisé dans des sens différents selon que l'on se réfère à son étymologie, au langage courant ou aux connotations particulières que lui ont conférés les représentants de la pensée contemporaine.

Opposé ou confondu avec d'autres notions soucieuses d'exprimer la stratification sociale, il est associé aux controverses que soulèvent les problèmes de l'inégalité, du pouvoir, des rapports entre individus et groupes. Il revêt une signification idéologique, politique, philosophique, voire mythologique s'il s'insère dans une vision prophétique de la société et de son devenir.

Comme tout concept, il constitue un instrument d'analyse et un rassemblement de connaissances concrètes en constante évolution, difficilement dissociable des jugements ou des options qui le sous-tendent et de la pratique qu'il fonde.

La mise en évidence de ses caractères fondamentaux doit tenir compte du contexte de son développement.

Sans reconstituer à travers un résumé tronqué et inexact une histoire des théories de l'élite, un rapide survol permet peut-être d'apprécier la manière dont cette notion se trouve associée à la réalité contemporaine, en particulier dans les pays en voie de développement.

Dans la mesure où il est possible de faire abstraction de sa charge émotionnelle et idéologique, on peut aussi se demander si elle est applicable aux sociétés réelles comme élément explicatif des changements qui s'y opèrent, de ceux qui s'avèrent nécessaires, par exemple, dans le cadre de la modernisation à laquelle se sont attelés nombre de gouvernements africains.

La référence à une société concrète est alors nécessaire. Elle peut éviter le double écueil d'une généralisation aboutissant à abstraire la réalité de catégories concrètes et d'un nominalisme conférant une réalité illusoire à des catégories abstraites.

II - Rappel historique

Forme substantivée du verbe élire, le terme élite reflète à la fois un choix et la qualité de ce choix. D'abord appliqué à des choses et marchandises, son emploi s'est déplacé à partir du XIXème siècle vers les individus et, de nos jours, il est surtout utilisé dans ce sens.

Selon une définition récente du dictionnaire des sciences sociales, l'élite désigne les individus les meilleurs ou les plus remarquables et constitue "une expression couramment employée, non sans confusion, pour désigner les hommes qui s'élèvent au dessus de la masse et qui jouent ou qui sont aptes à jouer un rôle prééminent". (I)

Y correspondent dans le langage familier ou argotique les expressions de "fleur", "crème" ou "gratin".

Une telle définition est vague, générale et de faible valeur opératoire. Quelques auteurs y voient une sorte de sténogramme commode ; d'autres ont voulu le préciser en le rapportant à la société qu'ils étudiaient, au risque d'en évacuer le pouvoir explicatif par une parcellisation excessive ou un découpage peu satisfaisant de la réalité sociale.

Les grands courants théoriques qui ont approfondi la notion d'élite se situent en deçà de ces positions et s'attachent à reconnaître l'existence de minorités influentes comme l'une des constantes fondamentales de toute société organisée.

La stratification sociale étant au centre des réflexions sur la vie en société, le problème de l'élite est soulevé dès l'antiquité par les penseurs grecs qui l'abordent dans une optique aristocratique et ethnocentrique et ne se soucient que du citoyen opposé au métèque ou à l'étranger (le barbare) à vocation d'esclave. Platon prône le gouvernement des meilleurs, des sages. Aristote, plus réaliste, fait l'apologie d'un gouvernement issu de la couche moyenne des citoyens.

Avec le déclin des cités grecques, apparaît l'homme en tant qu'individu, avec le développement du modèle de civilisation chrétienne, se propage une vision dualiste de sa destinée faisant de la sphère temporelle un élément du monde surnaturel.

De façon schématique, jusqu'à la fin du moyen-âge, l'hétérogénéité sociale est interprétée comme le fruit de la volonté divine et comme normale dans une société stable.

Un quatrain anglais médiéval illustre cette situation :

" The rich man in his castle
The poor man at his gate
God made them high or lowly
and ordered their estate"

Jalonné par des étapes telles que la révolution française et la déclaration universelle des droits de l'homme, le passage de l'ancien régime à la société moderne conduit à une perspective plus scientifique de la stratification et au développement des idées démocratiques.

La croissance du capitalisme industriel renverse les anciennes barrières pour en créer de nouvelles. Elle suscite l'éclosion d'un mouvement de critique sociale qui se développe à partir d'écoles philosophiques et débouche sur le socialisme.

Il est illustré avec le plus de force par Karl Marx qui fait des classes et de leur antagonisme la clé de l'analyse de la société et de son évolution.

III - En réaction contre l'analyse marxiste et s'appuyant, de façon similaire, sur l'opposition entre dirigeants et dirigés, Vilfredo Pareto et Gaetano Mosca sont les premiers théoriciens à utiliser, de manière systématique, la notion d'élite dans un contexte politique.

Pareto distingue au sein de la population d'une société deux fractions déterminées : une couche inférieure, la masse et une couche supérieure, l'élite qui se subdivise elle-même en une élite gouvernementale et une élite non-gouvernementale. (2)

note : G.Mosca, qui a probablement influencé V.Pareto, écrit : "Dans toutes les sociétés, depuis les plus médiocrement développées, celles qui sont à peine arrivées aux rudiments de la civilisation, jusqu'aux plus cultivées et aux plus puissantes, il existe deux classes d'individus : les gouvernants et les gouvernés. La première classe, qui est toujours la moins nombreuse, remplit toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et jouit des avantages qui s'y rattachent ; la seconde, plus nombreuse, est dirigée et contrôlée par la première d'une manière plus ou moins légale, plus ou moins arbitraire et violente". (3)

Cette conception doit beaucoup au contexte politique qui lui a donné naissance. De l'aveu de Pareto et de Mosca, il s'agit de faire pièce au marxisme et, de façon plus générale, au socialisme, l'idéal démocratique ambiant leur apparaissant comme à d'autres penseurs de la fin du XIXème siècle comme une utopie dangereuse.

A la notion d'égalité sous-jacente à l'idée démocratique est opposée celle d'une inégalité fondée sur une supériorité intrinsèque ou de fait.

A la notion marxiste d'une classe dirigeante déterminée en dernière instance par l'économique est opposée celle d'une élite dirigeante (classe politique au sens de Mosca) caractérisée par son pouvoir politique lui-même lié à la supériorité ou à l'organisation de ses membres.

A la perspective de l'avènement d'une société égalitaire sans classes par la suppression de l'exploitation est opposée celle de la perpétuation de cette exploitation du fait que dans toute société seule une minorité détient le pouvoir.

Depuis plus d'un siècle, l'affrontement se poursuit entre représentants du courant marxiste et du courant issu de Pareto et Mosca (couramment qualifié de néo-machiavélien).

Ces deux approches, bien que systématiques, ont une double utilité :

- Sur le plan pratique, elles démasquent l'une l'existence d'une inégalité sociale à partir des rapports de production, l'autre celle d'une inégalité politique entre la minorité dirigeante et la majorité.

- Sur le plan théorique, elles montrent les insuffisances de la théorie de la démocratie formelle qui escamote le problème de l'inégalité derrière la formule du "gouvernement pour tous" et de la méritocratie qui esquivent le problème du pouvoir par une explication fonctionnelle. (4)

Elles ressortissent toutes deux à une conception critique de la société axée sur l'inégalité et le conflit à cette différence près que la première, débouchant sur une perspective optimiste, s'efforce de réduire l'inégalité existante et que la seconde, affichant une vision blasée de la nature humaine, s'accommode d'un certain laissez-faire.

Elle souscrivent enfin à une même vision dichotomique de la réalité sociale et si cette conception simplifiée, généralement en conflit avec l'expérience quotidienne, prévaut si largement, cela ressort autant de la stratégie que des lois de la perspective sociale qui portent à privilégier certains aspects de la réalité au détriment des autres.

Dans un effort de synthèse, des théoriciens contemporains se sont efforcés de jeter un pont entre le courant néo-

machiavélien et le marxisme. Ils se fondent généralement sur une vision déformée du marxisme qui assimile classe économiquement dominante et classe politiquement dominante et ne voit dans l'Etat qu'un outil de cette domination.

Dans "l'ère des organisateurs", James Burnham reconnaît la validité au XIXème siècle de l'hypothèse d'une classe dirigeante formée par une bourgeoisie capitaliste essentiellement composée de propriétaires individuels de moyens de production.

Il estime qu'aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, les organisateurs (managers) se sont substitués aux propriétaires en tant que classe dirigeante et qu'ils dominent également les partis politiques et les syndicats. (5)

A partir de prémisses différentes, C.W.Mills insiste sur le développement et la centralisation croissants des ordres économique, politique et militaire, sur les interrelations de plus en plus nombreuses voire l'interchangeabilité des élites qui sont à leur tête. (6)

Plus récemment a été mis en relief le rôle de la technocratie, organisation dirigeante que secrèterait la technologie moderne et qui réaliserait avec le gouvernement en place une sorte de symbiose interbureaucratique. John Kenneth Galbraith a dégagé ce concept en 1967 dans "le nouvel Etat industriel".

Il l'a rappelé, il y a peu de temps, devant les membres du club de l'Observateur, considérant que les buts de la technocratie, qu'il assimile à "l'Establishment", tendent à s'identifier avec ceux de la communauté nationale et à se confondre avec la politique de l'Etat. (7)

Ces idées se sont répandues au point d'acquiescer des résonances mythiques et d'occulter les véritables problèmes. Leur propos est d'asseoir la domination politique sur une base qui ne soit plus exclusivement économique ou politique. Mettant en exergue le rôle d'une élite unifiée, le pouvoir propre d'une bureaucratie contrôlant l'Etat ou celui d'une nouvelle classe technobureaucratique, elles n'apportent aucun éclaircissement sur le fondement du pouvoir politique.

III.2. - La tradition démocratique se renouvelle parallèlement à ces théories. Elle est utilisée, en dehors du marxisme et contre lui, par la plupart des théoriciens fonctionnalistes qui

considèrent que la bonne marche d'une société nécessite une différenciation sociale liée à la division du travail et aux valeurs centrales qui la caractérisent.

Le système social étant supposé en équilibre, l'accent est mis sur la notion d'intégration plutôt que sur celle de pouvoir et de conflit et l'inégalité est considérée comme un état de fait inéluctable sinon justifié.

Ce point de vue était déjà celui d'Emile Durkheim qui affirmait que "l'inégalité sociale est le moyen par lequel la société obtient que les positions les plus importantes soient effectivement détenues par les personnes les plus qualifiées".

Un découpage de la société en strates se substitue à celui des classes, les réduit à un quasi-groupe défini par des intérêts prétendument objectifs ou les dissout dans un ensemble d'institutions d'où est évacuée l'idée de lutte et de rapports de force conflictuels.

D'abord associé à Durkheim, le courant fonctionnaliste a trouvé un terrain d'élection dans la pensée sociologique américaine (K. Davis, R.K. Merton, D. Moore, T. Parsons, L. Warner...)

Il a le mérite de substituer une approche empirique fondée sur la multidimensionnalité de la vie sociale à une définition théorique à priori du groupe dirigeant d'une société.

Mais vouloir expliquer la différenciation sociale par ses modalités d'exercice est tautologique.

Vouloir, dans une optique fixiste et statique, entériner l'inégalité existante est peu satisfaisant et il n'est nullement évident qu'elle soit un préalable à une société stable.

Enfin, les systèmes de valeurs liés à la stratification sociale reflètent davantage les besoins de la couche dominante que ceux de l'ensemble de la société.

III - L'opposition tranchée entre la position néo-machiavélique ou marxiste centrée sur le conflit et la position fonctionnaliste qui se préoccupe d'en gommer les effets perturbateurs a conduit certains auteurs à s'efforcer de dépasser une bipolarisation qui leur semble abusive.

Essayant, souvent à partir d'études empiriques, de parvenir à une vision syncrétique de la réalité sociale, leurs travaux sont largement influencés par l'oeuvre de Max Weber.

Si, à l'instar de Karl Marx, Max Weber s'appuie sur les notions de pouvoir et de classe, il leur confère une signification différente.

Soumises sur le marché à des situations économiques similaires, les classes ne se définissent pas seulement en fonction de la propriété mais aussi par l'éducation, la compétence ou les chances d'accès à ce marché.

La propriété des moyens de production, facteur essentiel, à ses yeux, de la domination de classe chez Marx, ne saurait constituer l'élément-clé du pouvoir alors qu'à côté du pouvoir économique existent un pouvoir politique et un pouvoir social qui s'expriment en termes de statut et de prestige. Dans les sociétés modernes, en outre, le pouvoir serait de plus en plus lié au développement de larges bureaucraties hiérarchisées contrôlant l'Etat et occultant la lutte des classes. (8)

Se fondant sur cette approche, Ralf Dahrendorf tente de la concilier avec le marxisme pour expliquer les changements structurels qui se font jour dans les sociétés industrielles modernes.

Leur évolution conduit, selon lui, à la séparation de la propriété et du contrôle des moyens de production et à l'émergence d'une société bureaucratique.

Sans minimiser les divisions et les conflits de classes, il les juge désormais moins liés à la possession des moyens de production qu'à une distribution différentielle d'autorité et, par là, de pouvoir et de prestige ce qui le rapproche du fonctionnalisme. (9)

A partir d'une argumentation différente, Gehrard Lenski poursuit un objectif analogue.

Il lui semble indispensable de tenir compte des deux aspects complémentaires de la réalité sociale qui se présente comme un système ordonné caractérisé par un modèle de stratification établi et comme un système dynamique mettant en jeu des oppositions et des stratégies.

Reconnaissant que, dans la plupart des cas, les intérêts d'une minorité se trouvent abusivement assimilés à ceux de la société globale, il centre son analyse sur le rôle du pouvoir.

Il en réduit la portée en admettant la multiplicité fonctionnelle des hiérarchies sociales et en se bornant à des définitions vagues de la classe et de l'élite. (10)

S'inspirant de Max Weber, ces auteurs (ainsi d'ailleurs que J. Burnham, M. Djilas ou J. Schumpeter) distinguent une situation de classe et une fonction de classe et y articulent l'opposition entre statique et dynamique, synchronie et diachronie. Ce faisant, ils s'éloignent du marxisme qui voit dans les agents de production non des créateurs mais des supports de structures dont l'origine se situe dans les rapports de production.

A la différence des contempteurs de la technocratie, les chantres de la société post-industrielle se sont eux-mêmes attachés à mettre en relief le développement de l'intégration sociale.

Le progrès technique diminuerait les antagonismes et accroîtrait le consensus grâce à l'élévation du niveau culturel et du niveau de vie. Une solidarité accrue résulterait d'une division du travail plus rationnelle et de la multiplication des réseaux de communication.

Simultanément se développerait l'intégration politique, le progrès technique rendant de plus en plus complexe la division en classes.

Le pouvoir ne saurait, de la sorte, demeurer le privilège d'une classe ou d'un groupe particulier mais serait réparti entre plusieurs catégories elles-mêmes soumises à la nécessité de composer avec la majorité.

Il est permis de s'interroger sur la convergence de ces diverses formes d'intégration comme sur la réalité qu'elles recouvrent.

Si le pouvoir joue un rôle croissant dans l'intégration sociale, celle-ci reste, dans une large mesure, illusoire.

Il serait plus juste de considérer que c'est la forme de la domination qui se transforme. Il n'est pas pour autant nécessaire, comme le suggère Alain Touraine, de substituer au terme d'exploitation économique celui d'aliénation caractérisée comme "la réduction du conflit social par le moyen d'une participation dépendante". (II)

Les théoriciens de l'élite ont en commun leur opposition au marxisme qui considère que les rapports significatifs au sein d'une société sont des rapports de classes antagonistes directement liés aux rapports de production.

Soutenant le fait oligarchique, ils divergent dans son interprétation :

- Ils s'accordent initialement pour mettre l'accent sur le conflit et la domination d'une élite dirigeante à laquelle est assujettie la masse.

Abordée sous un angle exclusivement politique, leur analyse doit tenir compte des mutations contemporaines et pour cela prendre en considération l'importance des phénomènes économiques et sociaux.

Refusant une analyse économique mettant au premier plan les rapports de production, leur argumentation se déplace alors des facteurs de domination de l'élite à l'homogénéité de sa domination.

- Ce changement d'orientation est imputable au souci de se démarquer du marxisme envisagé dans une optique économiste et à l'influence du courant fonctionnaliste qui évite de mettre l'accent sur le conflit et insiste sur

la différenciation des rôles d'autorité.

Qu'elles s'inspirent du néo-machiavélisme ou du fonctionnalisme, qu'elles soient teintées de marxisme, la plupart des théories envisagées cèdent à un formalisme excessif.

Dominées par des considérations idéologiques, elles s'efforcent moins de rendre compte des changements que d'en tirer argument pour admettre ou justifier l'ordre établi.

I2 - Elite et classe

Sécrétion bourgeoise en même temps que liée au courant aristocratique (Sorel, Nietzsche...) axé sur le rôle d'une oligarchie d'élus, la notion d'élite se présente à l'origine sous une optique qualitative et nominative.

Il lui est difficile de rallier les suffrages des spécialistes des sciences sociales attachés à améliorer le sort de la collectivité et à combattre ses excès individuels.

Ce n'est toutefois qu'au prix d'une simplification abusive que l'on peut prétendre que Marx aurait été un adversaire déclaré de l'élite. S'il lui opposait l'idéal démocratique, "cela ne l'empêchait pas de voir que, dans l'histoire de la société divisée en classes, une telle démocratie n'existait pas et qu'il existait toujours une minorité qui régnait". (12)

Avant son emploi systématique par Marx, la notion de classe a fait l'objet d'emplois variés chez des auteurs comme Quesnay, Smith, Ricardo ou Tocqueville.

Sur le plan terminologique, Pareto comme Mosca assimilent l'élite et la classe dirigeante et Mosca emploie couramment à propos de l'élite le terme de classe politique.

Le vocabulaire demeure aujourd'hui incertain et cette confusion ne se limite pas aux vocables utilisés.

Tout un flux de la pensée américaine d'orientation psycho-sociale dissout la notion de classe en l'assimilant à celle de stratification et en universalise la signification.

Le terme de classe désigne alors un conglomérat d'individus qui, au sein d'une société, possèdent approximativement le même statut (défini sur une base psycho-sociologique) ou exercent des fonctions analogues.

Dans cette optique, élites et classes supérieures se confondent comme associées à un prestige élevé. Elles risquent de s'évanouir en tant que

groupements réels au profit de catégories commodes du type de celles que propose W.Lloyd Warner dans "Democracy in Jonesville" lorsqu'il découpe la société en classes supérieure, moyenne et inférieure et chacune d'elle en couches supérieure et inférieure. (13)

En leur attribuant des sens distincts, des auteurs contemporains se sont efforcés sans grand succès de légitimer l'emploi simultané des termes d'élite et de classe.

Raymond Aron envisage l'élite dans un sens extensif pour désigner "tous ceux qui, dans diverses activités, sont au sommet de la hiérarchie, qui occupent d'importantes positions privilégiées que ce soit en termes de richesse ou de prestige".

Il réserve l'expression de classe politique à la minorité beaucoup plus étroite qui exerce les fonctions politiques de gouvernement.

La classe dirigeante serait située entre l'élite et la classe politique et comprendrait les personnes privilégiées qui, sans exercer présentement de fonctions politiques, ont un rôle influent.

Ce n'est pas sans réticences qu'il emploie le mot élite en raison de ses implications équivoques et d'un usage qui tend essentiellement "à rappeler la loi d'airain de l'oligarchie et l'inégalité du talent et du succès".(14)

La même suspicion à l'égard des résonances idéologiques du terme de classe le conduira ultérieurement à substituer le concept de personnel politique à celui de classe politique et le concept de catégories dirigeantes à celui de classe dirigeante, ces concepts désignant dans son esprit plutôt des fonctions que des groupes sociaux.

Faisant grief à Marx d'avoir étudié les sociétés modernes en termes d'ancien régime, il ne se contente pas de relativiser l'emploi de la notion de classe mais conclut à la désagrégation de l'image qu'en a léguée le XIXème siècle.

Les sociétés industrielles avancées se caractériseraient beaucoup plus par des différenciations hiérarchisées et complexes où les détenteurs de moyens de production ne sont pas en tant que tels les détenteurs du

pouvoir. (x)

R.Aron exprime un point de vue fonctionnaliste largement répandu chez les théoriciens de la société post-industrielle.

Alain Touraine, lui-même, conclut "à la dissolution des classes comme "être" sociaux, comme milieux sociaux et culturels réels, et à l'extension des rapports de classes comme principe d'analyse des conflits sociaux". (15)

Tout en reconnaissant l'existence d'élites et de classes, C.W.Mills introduit la notion nouvelle "d'élite du pouvoir" qu'il définit à partir des sommets des hiérarchies économique, politique et militaire et qu'il s'efforce de distinguer d'une classe dominante. Conférant à la classe un contenu économique et à la domination une signification politique, il récuse l'idée qu'une classe économique puisse être politiquement dominante et lui substitue celle d'un triple déterminisme économique, politique et militaire dont permet précisément de rendre compte l'expression élite du pouvoir. (16)

Le politologue marxiste Nicos Poulantzas s'est attaché à réfuter cette position en établissant d'une part que "le concept de classe ne recouvre nullement le seul rapport des agents aux rapports de production mais indique les effets de l'ensemble de la structure dans le champ des rapports sociaux" d'autre part que le concept de domination ne se limite pas aux structures politiques mais englobe les pratiques économiques et idéologiques de classe. (17)

Outre le sur-déterminisme économique de l'élite du pouvoir (les "Corporate Rich"), il lui reproche une conception fonctionnaliste en termes de "somme-zéro" selon laquelle il existerait un montant déterminé de pouvoir dont un gain par les uns serait synonyme de perte pour les autres.

(x) "La classe n'est groupe, c'est à dire praxis unifiée, que dans et par l'action, mais elle n'atteint cette unité qu'aux instants d'effervescence. Dès lors, il devient malaisé de découvrir dans les sociétés modernes la minorité cohérente en soi et pour soi qui dominerait le reste de la société et qui exercerait en même temps les fonctions directrices technico-administratives de l'économie et de l'Etat.

La séparation des rôles publics et privés, politiques et techniques est un fait, l'unité des acteurs une représentation de l'observateur c'est à dire une hypothèse plus ou moins fondée.

La représentation de la classe, totalité objective que le sociologue trouverait toute faite, est un mythe et elle devient de plus en plus mythique au fur et à mesure que la société se modernise ou se développe.

Des théoriciens éloignés du marxisme déplorent, au contraire, chez C.W.Mills une fâcheuse parenté entre son élite du pouvoir et la notion de classe dominante et estiment, en tout état de cause, que sa cohésion est hypothétique et nullement vérifiée.

En dépit de tentatives partielles ou isolées, le fossé initial entre les notions d'élite et de classe semble difficile à résorber.

Les partisans de l'élite tendent à évacuer de la notion de classe son contenu véritable en lui conférant une signification exclusivement économique, en la réduisant à un quasi-groupe ou en l'étendant à une multiplicité de groupes.

Les tenants marxistes de la notion de classe s'attachent souvent à une vision étroite de l'élite figée dans sa signification première, partisane et conservatrice lorsqu'ils ne se livrent pas à une critique radicale de la conception des rapports sociaux comme rapports intersubjectifs.

Le caractère complémentaire des deux concepts dans l'interprétation de la réalité sociale n'émerge guère, en définitive, de la gangue que constituent leurs implications ou résonances idéologiques.

I3- Critères et fondements de l'élite

L'insuffisance d'une définition nécessairement succincte à cerner la complexité du phénomène de l'élite a conduit à mettre en relief les critères et les fondements qui permettraient de le caractériser.

Les démarches adoptées par C.W.Mills et Urs Jaeggi peuvent illustrer ces tentatives.

I3I - C.W.Mills distingue quatre conceptions recourant à des critères spécifiques pour déterminer l'appartenance à l'élite.

"La première conception définit l'élite selon les critères de la sociologie des positions institutionnelles et de la structure sociale formée par ces institutions, la deuxième en fonction des statistiques de valeurs choisies, la troisième en fonction de l'appartenance à un groupe d'hommes comparables à une clique et la quatrième en fonction de la moralité de certains types de personnalités. Ou, résumé en style télégraphique, ce qu'ils dirigent, ce qu'ils possèdent, ce dont ils font partie, ce qu'ils sont vraiment". (18)

- Il privilégie, pour sa part, la première définition qui lui semble englober les trois autres sans préjuger de ce que sont les élites.

- Il caractérise la seconde par "les hommes qui ont le plus de ce qu'il faut avoir". Lui empruntant ses propres termes, il se réfère à Harold D.Lasswell dont la démarche est marquée par le souci de déterminer et recenser les voies d'accès à l'élite ainsi que les avantages qui en découlent. Sur la base de critères psycho-sociaux, elle aboutit à distinguer autant d'élites qu'il y a de valeurs dans une société que ce soit sur le plan de la politique, de la richesse, du savoir ou du prestige et établit une échelle statistique de classement selon le degré de possession de chacune de ces valeurs. (19)

Cette position s'apparente à celle qu'avait initialement adoptée Paret. (x) Elle aboutit moins à une détermination de l'élite qu'à une sélection quelconque d'individus en fonction du nombre de variables retenues.

- La troisième définition, selon Mills, désignerait le noyau des classes supérieures impliquées dans un ensemble de "bandes" et de "cliques" unies entre elles par des liens compliqués.

(x) "Faisons donc une classe d'hommes qui ont les indices les plus élevés dans leur branche d'activité et, à cette classe, donnons le nom d'élite."

Cette élite s'apparente à la fois à un groupe de statut et à une classe dominante dotée d'une conscience de classe et d'un monopole de la richesse du pouvoir et du prestige.

- Reste enfin la définition de l'élite en termes psychologiques et moraux. C'est la thèse d'Ortega y Gasset qui oppose une frange d'individus hors du commun, énergiques et ascétiques à une masse amorphe et veule. (x) C.W.Mills lui oppose l'élite plus prosaïque et commune, sorte de produit synthétique, conditionné, préemballé et à usage symbolique que représentent le monde des célébrités ("la Chérie de l'Amérique") ou celui des PDG, courtiers bien équilibrés d'idées bien équilibrées prises par des groupes bien équilibrés.

On peut en effet se demander si une conception individuelle de l'élite, outre le fait qu'elle ne résout pas le problème du pouvoir, ne la vide pas de son contenu social.

Séduisante par sa simplicité et sa rigueur morale, elle a été couramment utilisée dans un souci conservateur tant par la généralisation d'une éthique aristocratique vague que comme idéologie lénifiante à l'usage des défavorisés.

Elle dégenère facilement en mysticisme. Comme le fait remarquer Tom Bottomore, s'il est indiscutable que la civilisation a grandement bénéficié du travail d'hommes exceptionnels, il est tout aussi certain qu'elle a été considérablement retardée par les activités d'autres hommes exceptionnels. (22)

La portée des leçons des "professeurs d'énergie" tels que Rudyard Kipling, Maurice Barrès, Gabriele d'Annunzio ou Frédéric Nietzsche a été considérablement réduite sur le terrain des faits par des expériences comme le nazisme.

(x) "... A mesure que l'on avance dans l'existence, on se rend compte, jusqu'à en être excédé, que la plupart des hommes et des femmes sont incapables de tout autre effort que de celui qui leur est strictement imposé pour réagir contre une nécessité qui leur est extérieure. Aussi les quelques rares êtres que nous avons connus, capables d'un effort spontané et gratuit se détachent-ils encore mieux dans notre mépris, comme des monuments isolés. Eux seuls sont les hommes d'élite, les nobles, les hommes d'action et non seulement réactifs, ceux pour lesquels la vie est une perpétuelle tension, un incessant entraînement". (21)

par G.W.Mills s'attache à dégager quelques règles essentielles grâce auxquelles il serait possible de reconnaître les élites dans ce qui les caractérise, les manifeste ou les différencie du reste de la société.

Urs Jaeggi aborde le problème de leur fondement, de ce qui les constitue en tant que telles, lorsqu'il élabore leur typologie à partir de trois grandes représentations que l'on peut se faire de la société. (23)

- A une représentation conflictuelle ou politique, il fait correspondre les théories de l'élite basées sur la notion de pouvoir (Machteliten Theorien). Dynamiques, elles sont centrées sur l'idée de lutte.

- A une représentation intégrationniste et technique, il rattache les théories axées sur la notion de fonction (Eliten Funktions Theorien).

Statiques et conciliatrices, elles se fondent sur l'hypothèse de groupes sociaux différenciés au sein d'un système en équilibre.

- Dans une représentation individualiste ou culturelle, il regroupe celles qui s'articulent autour de la notion de valeur (Werteliten Theorien).

Cette notion est malheureusement floue et les théories qui s'y réfèrent, lorsqu'elles n'extrapolent pas celles que partagent leurs auteurs, sont obscurcies par des présupposés d'ordre philosophique ou moral.

S'attacher aux valeurs statistiquement dominantes dans une société ne permet pas non plus de les juger en tant que telles et conduit à les réduire à de simples normes à moins de conférer aux élites, à la suite de Karl Mannheim, un rôle pilote de créateur de valeurs incarnant et orientant la société elle-même.

En dépit de son intérêt, la classification d'Urs Jaeggi est excessivement simplificatrice du triple point de vue des conceptions de la société, des théories consacrées aux élites et de leur mise en relations réciproques.

Comme le remarque Pierre Hassner, pouvoir, fonctions et valeurs, tour à tour privilégiés selon les courants de pensée, se chevauchent dans la réalité comme en théorie et il est difficile de les dissocier sans arbitraire :

- Dans l'optique marxiste, le critère de pouvoir est lié à un critère fonctionnel car il dépend à la fois de l'emprise sur les moyens de production et du développement des forces productives.

Il est aussi associé à celui des valeurs, Marx ayant, à plusieurs reprises, mis en évidence la façon dont l'idéologie, les valeurs et les modèles de conduite interviennent dans le maintien de l'ordre social existant.

- Chez les néomachiavéliens, le pouvoir ne peut être détaché des valeurs

qui définissent l'élite, Pareto l'assimilant, par exemple, à une aristocratie, au sens étymologique du terme.

- La notion de fonction privilégiée par les fonctionnalistes suppose acquises les valeurs comme le pouvoir nécessaires à son exercice même.

Conscients de la réalité des changements et des conflits, plutôt que de s'attacher à ce qui ébranle le système de stratification, ils s'efforcent de mettre en relief ce qui l'explique et lui permet de persister.

A côté du parti pris d'écarter la notion de pouvoir transparait le critère de valeur.

Ainsi, parallèlement à une élite "d'intégration" composée de leaders politiques ou d'organiseurs, K. Mannheim distingue une élite "de sublimation" faite de personnalités morales, religieuses, intellectuelles ou artistiques dont le rôle, à la différence de la précédente, n'est pas d'intégrer les volontés individuelles mais de sublimer l'énergie psychique de la population. (24)

S'attachant à montrer ce qui caractérise ou différencie les élites des non-élites, les schémas de classification s'efforcent de définir qui sont les élites, comment elles se manifestent et ce qui les constitue en tant que telles sans définir leur position dans l'activité de production. Indépendamment du pouvoir ou de l'influence qu'elles détiennent, des fonctions qu'elles occupent ou des valeurs qu'elles représentent, les raisons mêmes de leur genèse demeurent obscures et la justification de leur rôle malaisée.

I4 - Unité ou pluralité des élites

Une des lignes de partage entre les théories consacrées aux élites se raccorde au problème de leur homogénéité. Cette question met en jeu la conception que l'on peut se faire de la société. Elle se pose, en dernière analyse, en termes politiques car, comme le soulignait déjà Aristote, il est impossible de définir séparément le groupe dirigeant d'une société de son régime politique.

I41 - L'unité des élites

On fait généralement remonter la thèse de l'unité des élites à Pareto et Mosca qui ont été parmi les premiers à y voir un groupe social cohérent. Pareto reconnaît cependant la présence à côté de l'élite gouvernementale d'une élite qui ne l'est pas et Mosca voit dans ce qu'il appelle la nouvelle bourgeoisie une sous-élite qui sert de courroie de transmission entre l'élite et le reste de la société. (25)

Mais tous deux mettent l'accent essentiel sur l'élite qui exerce le pouvoir proprement dit.

Alors que Marx fait découler la cohérence de la classe dominante de la maîtrise des moyens de production et des avantages qui lui sont liés, Mosca et Pareto se contentent de postuler celle de l'élite dirigeante en l'identifiant à ceux qui occupent les sommets de la hiérarchie sociale et n'explicitent pas sur quoi, à partir d'une supériorité réelle présumée, se fonde cette suprématie.

A leur suite, de nombreux théoriciens ont soutenu l'existence d'une élite unifiée, esquissant des synthèses variées des interprétations marxistes (x) néo-machiavéliennes ou wébériennes applicables à la réalité présente.

C'est le cas de Roberto Michels qui considère que, dans les sociétés complexes, le bon fonctionnement des organisations politiques ou professionnelles exige d'en déléguer les pouvoirs à des représentants.

Ceux-ci, s'arrogeant les positions dominantes, finissent par en assurer la direction réelle. Ils se constituent en une élite dominant la société en tant que telle et tendent à se perpétuer par des processus de cooptation que ne font que sanctionner les élections.

(x) La plupart de ces théoriciens essaient de dépasser une conception économiste de la classe dirigeante qui résulte chez eux d'une double confusion entre les rapports de production et la propriété des moyens de production, entre les structures et rapports de classe.

Cette minorité, soucieuse de maintenir et étendre ses privilèges et pouvoirs au détriment des masses, est voisine de la classe dominante de Marx.

R. Michels s'inspire d'ailleurs de la conception matérialiste d'une histoire dominée par les luttes de classes mais il la prolonge par l'idée que ces luttes aboutissent de façon inéluctable à la création de nouvelles oligarchies et non à une société sans classes.

Il est possible de rattacher à cette ligne de pensée la thèse de Milovan Djilas qui diagnostique, au sein du régime socialiste yougoslave, l'émergence d'une nouvelle classe "faite de tous ceux qui jouissent de privilèges spéciaux et d'avantages économiques en raison du monopole administratif qu'ils détiennent". (26)

Cette classe, issue de l'appareil du parti (apparatchiks), disposerait d'un pouvoir totalitaire. Elle joindrait à son emprise administrative un monopole de l'idéologie et le contrôle de la propriété sociale collective. Dissident du marxisme, James Burnham estime que les sociétés industrielles modernes se caractérisent par la dissociation entre la propriété et le contrôle des moyens de production et qu'y correspond un transfert du pouvoir des propriétaires à une nouvelle classe dirigeante de "managers". Cette conception n'est pas sans analogie avec celle précédemment soutenue par Thorstein Veblen à propos des ingénieurs. (27)

Marx, lui-même, avait noté cette transformation du capitalisme et décelé l'apparition de simples propriétaires du capital et de simples dirigeants. Mais l'objectif primordial des hommes d'affaires, propriétaires ou dirigeants, étant de réaliser les profits les plus substantiels, la dichotomie établie entre eux est excessive et démentie par les faits. Elle déduit arbitrairement d'une modification de la répartition des tâches celle des rapports de production.

Elle érige en mythe le pouvoir des "managers" alors que rien ne permet de penser qu'ils forment un groupe cohérent capable d'imposer sa loi aux propriétaires des moyens de production comme de décider des orientations majeures de la société.

Elle élude, en outre, le problème de leur origine et le fondement réel de leur pouvoir.

Estimant la notion de classe dominante impropre à refléter la réalité complexe des sociétés modernes, C.W. Mills ou J.K. Galbraith n'en affirment pas moins la cohérence d'une minorité dirigeante dans le cadre d'un double mouvement qui accentue la différenciation des rôles et renforce la tendance vers une centralisation d'ordre technobureaucratique.

Proche des néo-machiavéliens, C.W.Mills ne justifie pas cependant la domination de l'élite par ses qualités éminentes. Il l'estime arbitraire car fondée sur la corruption, l'immoralité, l'âpreté au gain et l'irresponsabilité.

Refusant de souscrire à l'idée d'un renversement révolutionnaire de cette situation, il aboutit à une vision pessimiste de la société américaine où les institutions démocratiques ne sont plus que le paravent d'une inégalité croissante et où les conflits s'estompent derrière une sorte de dictature de l'élite au pouvoir.

Les partis politiques eux-mêmes sont le support des manoeuvres de cliques, du conservatisme des intellectuels et de l'inertie des masses manipulées. A l'inverse, l'optimisme propre au fonctionnalisme prévaut chez J.K.Galbraith qui lie au développement de la technostructure celui d'un pouvoir compensateur et discerne dans l'avènement de la société d'abondance un réducteur progressif des inégalités.

Mais est-il justifié de déduire l'évolution sociale contemporaine de l'évolution technique et scientifique ?

Le poids des contraintes actuelles ne découle-t-il pas plutôt de l'inscription des rapports sociaux dominants dans l'appareil de production et dans le savoir qu'il suppose ?

Il est d'autant plus légitime de s'interroger sur ce point que Galbraith distingue les propriétaires du capital des membres de la technostructure de façon aussi arbitraire que James Burnham les séparait des "managers".

I42 - La pluralité des élites

En réaction ou non contre les théories précédentes, les défenseurs de la pluralité des élites s'appuient sur une conception différente de la société et, en tout état de cause, se soucient davantage de la façon dont elle fonctionne que de son fondement.

Alors que les théories unitaires de l'élite identifient souvent les concepts de société et d'Etat au bénéfice de ce dernier, les théories pluralistes adoptent une démarche inverse (x) et ne considèrent la politique que comme une activité sociale particulière.

(x) La conception individualiste et libérale du pouvoir s'accompagnait d'une séparation tranchée de la société et de l'Etat ; les théories pluralistes contemporaines tendent à abandonner cette distinction devant la généralisation de l'intervention de l'Etat. L'extension de son rôle leur semble cependant moins un signe de son renforcement qu'un témoin de son intégration dans la société.

A la différence des sociétés de l'ancien régime où les hiérarchies sociales traduisaient, une réalité aussi bien politique qu'économique et sociale, les sociétés modernes se caractériseraient par une plus grande différenciation de fonctions.

Pouvoir, richesse et prestige n'étant plus nécessairement associés, l'éventail des hiérarchies sociales se complique et rend aléatoire l'identification d'un groupe dirigeant.

Une telle attitude exagère la spécificité fonctionnelle des structures modernes à l'intérieur desquelles jouent encore, de façon non négligeable, des structures diffuses.

L'accent sur la multidimensionnalité de la vie sociale et sur la décentralisation du pouvoir, qui en paraît la conséquence logique, n'en est pas moins caractéristique de la démarche fonctionnaliste.

Raymond Aron oppose à la classe dirigeante, qui n'est pour lui qu'une hypothèse, la réalité immédiate que constituent les catégories dirigeantes. Les analysant, il distingue les titulaires d'un pouvoir temporel auxquels il rattache le personnel politique, les grands fonctionnaires, les gestionnaires du travail collectif et les meneurs de masse et ceux dont le pouvoir est spirituel, les intellectuels, au sens large. (28)

Au demeurant, ces catégories ne sont pour lui que des instruments d'analyse commodes désignant des fonctions aux frontières fluctuantes plutôt que des groupes sociaux déterminés.

Le danger de formation d'une classe dirigeante technobureaucratique lui semble exagéré alors qu'en France, tout au moins, les technobureaucrates "ne sont rassemblés en une unité d'action ni par un système de valeurs communes ni par un objectif défini".

Du concept de catégories dirigeantes peut être rapproché celui "d'élites stratégiques" développé aux Etats-Unis par Suzanne Keller.

Elle considère que le noyau (Core Group) des sociétés industrielles avancées est formé d'élites fonctionnelles à la fois représentatives de groupes spécifiques et de la société globale dont elles constituent un symbole actif.

Ambitionnant de fournir un modèle théorique de portée générale, susceptible d'exprimer les interconnexions entre les élites et leurs fonctions, elle

s'inspire du modèle de système social élaboré par Talcott Parsons (x). On peut douter de l'utilité de ce cadre d'analyse qui substitue à la réalité un exercice académique abstrait.

Une appréhension des élites à partir de la multiplicité de leurs rôles, fonctions et modes d'organisation reste statique et ne tient pas compte des facteurs dynamiques de changement dont elles peuvent être porteuses.

Le récent développement aux Etats-Unis de théories fondées sur la notion d'influence, envisageant l'interaction sociale comme échange en même temps que comme facteur de cohésion, vise à remédier à ces lacunes.

Inspiré de l'étude des groupes primaires effectuée par Lazarsfeld, ce courant, plutôt que de s'appesantir sur les notions de pouvoir et d'autorité comme sources de conflits et de contraintes, se propose d'étudier la souplesse et la diversité des relations qui se créent par l'entremise de l'influence.

Souvent fondé sur des enquêtes qui s'efforcent de serrer la réalité au niveau local, il tend à dégager une évolution historique qui s'exercerait moins dans le sens d'une concentration du pouvoir au sein d'une classe dirigeante que dans celui de son partage entre leaders de groupes rivaux. Se basant sur une étude du pouvoir à Newhaven, le politologue Robert Dahl discerne au sein de la société américaine une pluralité de groupes, de centres de décision indépendants, de coalitions rivales dont la libre compétition finit toujours par déboucher sur un consensus global.

(x) Au quatre grands sous-systèmes que distingue Parsons dans toute société, elle fait correspondre quatre catégories d'élites :

- les élites orientées vers la réalisation de fins collectives que forment les élites politiques.
- les élites d'adaptation regroupant les élites économiques, militaires, diplomatiques et scientifiques.
- les élites d'intégration associées aux élites morales détentrices de valeurs exemplaires.
- les élites maintenant les modèles fondamentaux de la société identifiées aux célébrités.

De même que Parsons regroupe ses sous-systèmes en deux grands types orientés vers des problèmes internes ou externes, elle suggère la possibilité de distinguer au sein des élites celles qui sont intellectuelles, morales, esthétiques ou religieuses et celles à caractère politique, économique, militaire ou scientifique. (29)

Il en résulterait une sorte de polyarchie, forme approchée de l'idéal démocratique. (30)

De façon voisine, David Riesman diagnostique une dispersion croissante du pouvoir entre une multitude de groupes d'intérêts concurrents.

Bien qu'envisageant avec inquiétude cette évolution, il incline à penser que leurs rivalités n'excluent pas la possibilité d'un équilibre précaire. Il voit surtout dans ces groupes ("veto groups") une sorte de pouvoir compensateur face au pouvoir institué à l'égard duquel il éprouve la méfiance caractéristique de la pensée individualiste et libérale. (31)

Héritières et porte-parole de la tradition démocratique, les théories pluralistes contemporaines se sont efforcées de l'adapter au contexte actuel.

Elles optent pour une méthode d'approche ponctuelle plutôt que globale, situationnelle autant qu'institutionnelle ce qui favorise leur démonstration et les renforce dans leur optique.

Découvrant dans la réalité sociale ce qu'elles se proposent d'y trouver, elles associent habituellement à leur vision pluraliste des élites celle de leur mobilité qui l'épaule et la renforce.

15 - La mobilité des élites

151 - Le problème de la mobilité des élites a été étudié par Pareto sous le vocable de circulation des élites à la fois comme un phénomène permanent et comme une condition indispensable au bon fonctionnement de la société envisagée comme un système en équilibre.

Cette circulation s'effectue par la montée de nouvelles élites issues de la masse qui s'intègrent à la classe gouvernante et par la dégénérescence parallèle d'élites au pouvoir qui leur cèdent la place.

Tout retard dans ce mouvement quasi-pendulaire menace l'équilibre social. Cette hypothèse extrême mise à part, la circulation des élites reste un phénomène individuel lié à la détention de qualités supérieures qui, n'étant pas plus innées qu'héritaires, sont susceptibles de s'altérer.

Pareto fait dépendre la montée ou le déclin des élites de modifications psychologiques qu'il associe à la notion vague et fluctuante de "résidus". La dégénérescence de l'élite gouvernante résulte d'un déséquilibre entre deux de ces résidus, l'instinct des combinaisons et l'instinct de persistance des agrégats.

Un excès du premier peut la rendre trop spéculatrice et lui faire manipuler la masse par la ruse.

La prédominance du second peut l'amener à maintenir sa position par la force lorsqu'elle n'a plus les qualités suffisantes pour la justifier et aboutir au favoritisme ou au recrutement d'hommes médiocres pour assurer son soutien.

Mais cette dégénérescence même suscite l'apparition d'une contre-élite qui saura mieux allier habileté, force, idéalisme et sens du bien commun et se substituera à elle.

"C'est le sort de tous les renards d'être renversés par des lions et celui des lions de devenir des renards". (32)

Pareto a eu le mérite d'attirer l'attention sur la circulation des élites ; l'analyse qu'il en fait reste arbitraire et souffre de limites évidentes en raison d'une orientation psychologique, individualiste et statique.

A sa différence, G. Mosca prend en considération les facteurs sociaux qui influent sur la mobilité des élites. Il la lie à l'acquisition de compétences chez les individus exclus du pouvoir et à l'accroissement de la distance sociale qui, à la longue, isole les dirigeants et leur fait privilégier la tradition au détriment de la réalité présente.

J.H.Meisel souligne la parenté entre ces forces sociales et l'analyse des classes de Marx. (33)

Mosca considère cependant que l'accroissement de la mobilité des sociétés modernes permet une intégration des diverses couches sociales. (x)

La plupart des théoriciens, qui reconnaissent dans les sociétés modernes une pluralité d'élites liée à la différenciation des rôles et des fonctions, mettent, de façon analogue, l'accent sur une mobilité sociale accrue.

T.Parsons remarque que la compétition, qui se déroule au sein de l'élite politique pour l'obtention d'un soutien général ou spécifique, offre à ceux qui se trouvent à l'extérieur de la structure d'autorité un accès au pouvoir politique.

S.M.Lipset se rallie à cette approche et conclut que les hommes épris de liberté doivent s'attacher à la sauvegarde de cette facilité d'accès. Divers sociologues, tel le français Guy Rocher influencé par la pensée américaine, font de la prolifération des élites une caractéristique du monde moderne et un des facteurs de l'accélération de l'histoire.

Les théoriciens de l'unité des élites diagnostiquent une évolution inverse. L'élite du pouvoir de Mills procède d'une tendance restrictive de mobilité. Caractérisée par une coïncidence d'intérêts, une similarité d'origine et de comportements, elle se replie de plus en plus sur elle-même dans une conscience de classe aigue.

Le développement corrélatif d'une société de masse entraîne le déclin des élites intermédiaires issues de couches moyennes de la population et les dirigeants des organisations de masse eux-mêmes rallient l'élite du pouvoir.

I52 - La mobilité des élites pose également le problème de l'évolution de l'importance relative des élites dont l'appréciation est encore plus aléatoire.

S'y rattachent, d'une certaine manière, les théories cycliques de l'histoire développées par Arnold Toynbee ou Pitirim Sorokin qui se réfèrent à une récurrence régulière de certains types de leaders dans l'histoire des sociétés.

(x) "La transformation de l'ancien état absolutiste en état représentatif moderne a permis à presque toutes les valeurs sociales de participer à la direction politique de la société". (34)

Se fondant sur des critères psychologiques, A. Toynbee fait correspondre une minorité créatrice aux périodes d'essor de la civilisation et une minorité dominante aux phases de déclin. (35)

D'autres auteurs, s'appuyant sur des argumentations différentes, décèlent des évolutions variées :

Henri Pirenne distingue une série de périodes dans l'histoire du capitalisme, chacune faisant appel à un type original de capitaliste capable de s'adapter "aux conditions qu'exigent des besoins jusqu'alors inconnus et requerrant des méthodes inemployées". (36)

Sans vouloir prophétiser l'avènement du socialisme, J. Schumpeter constate le déclin du capitalisme et le relie au phénomène de concentration et d'organisation qui, joint à l'action dissolvante des intellectuels, dévitalise la notion de propriété privée et réduit le pouvoir et le rôle de l'entrepreneur (crépuscule de la fonction d'entrepreneur). (37).

À partir de constatations analogues sur la disparition de l'entreprise individuelle et le développement des fonctions d'organisation, J. Burnham, on le sait, tire des conclusions différentes et discerne la substitution aux postes-clés des organisateurs aux détenteurs des moyens de production. Beaucoup enfin voient tour à tour dans le progrès technique un facteur de différenciation et de meilleure intégration sociale ou la cause d'un processus technocratique de standardisation, d'aliénation et de nivellement à la base.

Il est indéniable, par delà toute conceptualisation normative, que, selon les modalités de son utilisation, le progrès recèle simultanément un pouvoir de domination et de participation et il est tentant de résoudre l'ambivalence qui en résulte par son inscription dans un quelconque déterminisme.

De façon concrète, un grand nombre d'études ont été consacrées au problème de la mobilité sociale.

Elle peuvent être illustrées par les recherches récentes menées aux Etats-Unis par S.M. Lipset et R. Bendix en milieu industriel, par celles effectuées en France par Alain Girard sur la réussite sociale, par F. Bon et M. M.A. Burnier sur les nouveaux intellectuels, Mattéi Dogan, Alain Lancelot, Jean et Monica Charlot sur le personnel politique... (38)

Mettant en évidence les facteurs psychologiques et sociaux qui conditionnent la mobilité, elles permettent de retracer certains chenaux par lesquels elle se manifeste.

Elles révèlent aussi ceux qui lui font obstacle du fait des mécanismes de maintien de l'ordre existant.

P. Bourdieu et J.C. Passeron viennent, par exemple, de souligner la fonction de reproduction du système d'enseignement français et les processus d'assimilation et d'élimination qui en découlent.

Ces recherches connaissent aujourd'hui un développement considérable. Elles restent confrontées aux difficultés de collecte de données suffisamment homogènes, de comparaison dans le temps et dans l'espace, de dissociation des phénomènes de mobilité individuelle ou collective, ascendante ou descendante.

Il leur est enfin malaisé d'apprécier les contraintes structurelles qui en déterminent l'amplitude et le domaine d'intervention.

I6 * Elite et masse

La notion d'élite ne se conçoit sans celle de masse qui lui est opposée, une corrélation étant généralement établie entre la structure unitaire ou pluraliste des élites et celle des non-élites.

La plupart des théoriciens s'ingénient, en outre, à exagérer le contraste entre une élite conçue comme un groupe réel, cohérent et structuré et une masse considérée comme un vaste conglomerat informe, sans correspondance concrète.

Cette dichotomie s'inscrit, sous son aspect politique, dans le cadre de la distinction communément établie entre gouvernants et gouvernés.

A ce titre, elle peut être rattachée à la notion de démocratie et aux significations successives accordées à ce concept.

I5I. - Les premières théories consacrées aux élites se fondent sur un rejet de ce qu'à la suite de Joseph Schumpeter on appelle couramment la théorie classique de la démocratie et qu'illustre la formule lapidaire d'Abraham Lincoln "Le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple".

Cette conception héritée des principes de 1789 et de la philosophie de Rousseau célèbre un individu abstrait, le citoyen, qui s'aliène dans la volonté générale ou celle de la nation.

Elle débouche chez Hegel sur une célébration de l'Etat tirant sa force immanente de la mise en accord de l'intérêt particulier avec l'universel. (39)
Y voyant un discours idéologique récupérateur, Marx en effectue le retournement critique et fait de l'Etat un appareil de médiation au service de la classe dominante.

Pareto et Mosca la rejettent pareillement et en dénoncent le caractère mythique, controuvé par les faits et par l'histoire.

Mais ils lui opposent la domination inéluctable d'une minorité sur une majorité considérée comme une masse inorganisée.

De l'avis de Pareto, les démocraties parlementaires ne sauraient échapper à la règle et le gouvernement populaire n'est qu'une hypocrisie qui masque une double domination, du peuple par ses représentants, de ces derniers par les détenteurs de richesses (ploutocratie).

Le développement concomitant de la doctrine classique de la démocratie et d'un libéralisme économique fondé sur la notion de libre concurrence, outre ses implications idéologiques évidentes, masque la réalité, le public,

conçu comme "le métier à tisser de la démocratie", se limitant à une frange étroite d'hommes instruits.

En dénonçant cette mystification et en faisant découler l'impossibilité d'un régime démocratique du fossé existant entre l'élite et la masse, la théorie néo-machiavélienne a eu une influence et un retentissement durables.

La développant dans une optique individualiste et sceptique, Ortega y Gasset décèle des signes de décadence de la civilisation occidentale dans l'omnipotence croissante d'une masse inerte qui se laisse entraîner comme des "bouées à la dérive". (x)

L'impuissance des "masses souveraines" est aussi patente pour R. Michels qui attribue leur incapacité à synchroniser leurs activités et à prendre les décisions indispensables au grand nombre de leurs membres.

La délégation de leurs responsabilités à des représentants ne fait que renforcer la tendance oligarchique et le conduit, en définitive, à prôner un gouvernement élitiste sous la direction d'un leader charismatique.

162 - La concentration du pouvoir et le rôle accru de l'Etat ont progressivement conduit à une conciliation du fait démocratique et de la vision élitiste de la structure sociale dans une approche qualifiée depuis Schumpeter de théorie élitiste de la démocratie.

Elle a été explicitée par Alexis de Tocqueville qui préconise le gouvernement des meilleurs issu d'un choix clairvoyant des masses préalablement éduquées et par Max Weber qui considère qu'un régime démocratique doit se prémunir de la passivité de l'électorat par la constitution d'une élite politique.

(x) "La destruction des structures sociales traditionnelles et des groupes intermédiaires accroît à la fois le rôle des masses déracinées et leur impuissance : leur action est purement négative : plus elles détruisent, plus elles dépendent de leaders qui, à leur tour, s'appuient sur elles pour détruire toute opposition". (40)

Un point de vue similaire a été soutenu par J. Schumpeter. (x)

Le glissement contemporain d'une démocratie politique à une démocratie sociale, et, pour employer les termes de Georges Burdeau, d'une démocratie gouvernée à une démocratie gouvernante, n'a pas vraiment altéré cette conception si elle lui a fait déborder le champ spécifique du politique. S'y raccorde le courant fonctionnaliste qui voit dans la compétition des élites un substitut au consensus populaire en même temps qu'un garde-fou contre la constitution d'une classe dirigeante.

R. Aron, par exemple, a, à plusieurs reprises, exprimé cette manière de voir. T. Parsons l'a formalisée dans son modèle de système social dont il définit le sous-système politique par la poursuite de fins collectives et comme la source d'un leadership général.

Les insuffisances de la théorie élitiste ont été synthétisées par Jack L. Walker qui lui reproche de substituer au concept de citoyen actif, informé et démocrate, considéré comme utopique et irréaliste, le concept, lui-même basé sur un postulat, d'un homme ordinaire apathique, apolitique, uniquement soucieux de sa vie privée et de ses intérêts personnels. (42)

De ce fait, l'accord sur les valeurs démocratiques n'est plus demandé aux électeurs mais aux élites considérées comme seules capables de légitimer la véritable démocratie.

La théorie élitiste, en raison de l'approche fonctionnaliste qui la caractérise, postule un système social bien intégré dont le bon fonctionnement est lié à la stabilité et à l'efficacité.

Elle néglige, en conséquence, de mettre l'accent sur la participation, la satisfaction des besoins ou la réduction des inégalités, toutes choses que doit assurer automatiquement le système en tant que tel.

(x) "Le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental... La démocratie signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner".

Les conditions de son succès impliquent une bureaucratie efficace et surtout "l'existence d'une strate sociale elle-même formée par un processus de sélection sévère et dont les éléments s'orientent tout naturellement vers la politique". (41)

Jack L. Walker lui reproche aussi (son grief vise particulièrement Seymour Martin Lipset) d'avoir une vision étroite et antagoniste des mouvements sociaux considérés comme des manifestations d'extrémisme politique et comme des menaces pour la démocratie.

La théorie élitiste, en définitive, reste liée à une attitude conservatrice qui se satisfait de la distribution de statuts prévalents dans la société et la considère non seulement compatible avec la liberté politique mais comme son expression même.

A l'instar de la théorie classique de la démocratie, elle se raccorde à un idéal d'équilibre automatique des pouvoirs résultant du libre jeu d'une série de freins et contrepoids (Checks and Balances).

Cet optimisme a été battu en brèche par une série d'auteurs dont C.W. Mills ou D. Riesman paraissent les porte-parole, le premier influencé par Marx et le second par Freud.

S'attachant à l'étude de la société américaine contemporaine, ils la caractérisent par une masse impuissante de gens inorganisés et dénoncent, l'un la concentration accrue du pouvoir et son accaparement par une minorité, l'autre sa dispersion toujours plus grande au sein d'une pluralité d'intérêts.

L'indétermination du pouvoir résulte pour David Riesman de sa parcellisation au sein d'un grand nombre de groupements de défense davantage préoccupés de la sauvegarde de leurs intérêts que de formuler une politique générale ou d'assurer un leadership.

Le danger, qui en est consécutif, est également évoqué par les fonctionnalistes pour faire pièce au marxisme.

R. Aron constate : "A l'heure actuelle, les régimes occidentaux sont moins menacés par le pouvoir absolu des monopolistes que par la désintégration du consensus social, par la rivalité au sein des principaux groupes au pouvoir". (43)

Qu'elles l'admettent ou le déplorent, les théories précitées s'accordent à ne voir dans les non-élites qu'une masse de manoeuvre amorphe, passive entre les mains des élites sinon leur dupe. La propagation des idées démocratiques -à défaut des réalités correspondantes- rend cette situation de plus en plus difficile à cautionner. Elle conduit à privilégier les acteurs susceptibles de remédier à cet état de choses ou de renverser cette domination.

17 - Super élites ou contre élites

En dépit de leurs divergences, un grand nombre de théoriciens sont enclins à privilégier une catégorie particulière d'élites dans laquelle ils croient discerner un élément déterminant de l'évolution du système social.

Une tendance répandue attribue ce rôle aux intellectuels considérés comme des catalyseurs capables de s'opposer ou de remédier à une situation insatisfaisante comme de promouvoir une orientation jugée souhaitable.

La justification de leur influence a été esquissée par des théoriciens marxistes et par des défenseurs patentés de la notion d'élite.

Elle se fonde sur des considérations diverses d'où émergent leur ampleur et hauteur de vues ainsi que le prestige associé à leurs connaissances.

Un bref panorama peut en être ébauché :

G. Mosca célèbre leurs qualités éminentes : "S'il existe une classe sociale disposée, ne fut-ce qu'un instant, à oublier tout intérêt privé et capable de percevoir le bien commun avec le détachement voulu, c'est certainement celle qui doit à sa formation intellectuelle de posséder tout ce qui peut tenir lieu de noblesse de caractère, de largeur de vues et de facultés épanouies". (44)

A côté des qualités qui leur appartiennent en propre, d'autres commentateurs se basent sur l'indépendance qui résulte de la situation particulière des intellectuels au sein de la structure sociale.

Ce sont les "hommes généraux" de Saint Simon, "l'intelligentsia sans attaches sociales" de Karl Mannheim...

Dans le contexte spécifique des sociétés pré-révolutionnaires, Crane Brinton voit le principal signe précurseur d'une situation révolutionnaire dans la désertion des élites qu'il fait correspondre au refus d'allégeance des intellectuels à l'autorité en place.

Ils sapent alors les fondements du pouvoir en même temps qu'ils définissent une idéologie de remplacement. (45)

Selon des analystes des sociétés industrielles avancées, il appartient de nos jours aux intellectuels de faire bloc contre les excès d'une technologie envahissante et anonyme, de réagir contre "le déchaînement ubuesque de l'outrecuidance technocratique".

Dans "l'imagination sociologique", C.W.Mills voyait déjà en eux une antidote à l'emprise de l'élite du pouvoir. (46)

J.K. Galbraith remarque que pour rester à l'avant-garde des innovations technologiques et scientifiques, la technostrucure devient de plus en plus tributaire du corps des éducateurs et des spécialistes de la recherche.

scientifique dont l'importance va croissante au sein de l'appareil gouvernemental.

Il fonde ses espoirs sur le pouvoir compensateur que pourrait exercer ce corps par l'inflexion et la réduction du monopole de la technocratie. A. Touraine formule un point de vue analogue sur les technobureaucrates de la société programmée qu'il apparente à une classe dominante. (47) La lutte contre une aliénation et une subordination croissantes doit être assumée par des élites d'opposition alliant une marge d'indépendance à une participation de premier plan au fonctionnement du système.

Répondent à de telles exigences les intellectuels : membres de l'enseignement et de la santé publique face aux technocrates, experts face aux bureaucrates. (48)

Plus circonspects dans leurs projections sur l'avenir, F. Bon et M. A. Burnier insistent sur la révolution scientifique et technique qui s'accomplit aujourd'hui et s'accompagne de la formation d'une nouvelle couche sociale d'intellectuels.

Ils établissent une distinction essentielle entre les technocrates liés à la bourgeoisie en place et les techniciens aliénés chez qui ils décèlent l'amorce d'une classe antagonique aux premiers. (49)

De son côté, non sans un soupçon d'utopie, François Perroux voit le remède à l'aliénation dans les élites créatrices suscitées par les nouvelles classes moyennes et ouvrières.

Ces élites, intervenant comme des "inventeurs de sens", doivent assurer la médiation indispensable entre les élites techniciennes et les masses en vue d'un projet collectif qu'il leur appartient de définir au préalable. (50)

Suivant l'exemple de J. Schumpeter, R. Aron exprime un point de vue restrictif sur les mérites que possèderaient en propre les intellectuels. Reconnaisant leur rôle prédominant dans la formulation des idéologies comme dans la conduite des mouvements révolutionnaires, il les juge encombrés de préjugés, prisonniers de leurs attaches sociales, optimistes dans le rêve, pessimistes dans le réel.

Echouant à remplir leur mission de défense des valeurs intemporelles, de la vérité et de la justice, ils tendraient de plus en plus à devenir des experts à la solde de leurs employeurs. (51)

La défiance généralement marquée par les théoriciens marxistes à l'égard du terme d'élite n'exclue pas une certaine méfiance à l'égard des masses sujettes par elles-mêmes à se laisser guider

par leurs penchants petits-bourgeois sous l'influence de l'idéologie dominante. Lénine considère les intellectuels comme les idéologues de la classe ouvrière et leur assigne un rôle de premier plan.

Il n'en estime pas moins que, s'il est possible et souhaitable d'utiliser leur apport, ils ne peuvent en aucun cas constituer un point d'appui.

Antonio Gramsci exprime un point de vue différent.

Définissant de façon très large les intellectuels comme les agents de la superstructure politico-idéologique, il leur confère un rôle essentiel à la charnière de la structure et de la superstructure. (52)

Plus abstraite, la position présente d'un théoricien comme Louis Althusser est aussi plus ambiguë. (53)

Tout en attribuant aux intellectuels comme mission essentielle de prémunir la prolétariat des défaillances de la théorie marxiste, il tend à rejeter le sujet comme trop lié à l'idéologie bourgeoise.

On peut, à ce propos, évoquer l'interprétation du marxisme qui prévaut actuellement en Chine et s'inspire, semble-t-il, de la tradition populiste russe.

L'accent est porté sur la conscience prolétarienne des masses et il appartient aux intellectuels de se mettre sans cesse à l'écoute et à l'école des travailleurs.

A l'écart du marxisme orthodoxe, Herbert Marcuse critique la domination d'une classe dirigeante qui, tant à l'Est qu'à l'Ouest, crée une double aliénation économique et psychologique et aboutit à l'humanité standardisée de l'homme unidimensionnel".

Souscrivant à la tendance historiciste du marxisme qui voit dans une "classe-sujet" le messager de l'avenir, il dénonce une classe ouvrière devenue trop conservatrice pour jouer un rôle révolutionnaire. Il pense trouver les agents capables de lui rappeler sa mission dans les marginaux que secrète la société.

Ces hommes qui, à un titre ou à un autre, se trouvent à l'écart de son fonctionnement normal sont aussi bien des intellectuels, étudiants ou artistes que des déclassés ou des pervers sexuels. (54)

Tout en se ralliant à la position philosophique de Marcuse, Roger Garaudy réhabilite le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière.

Il associe les intellectuels aux ouvriers et aux employés prolétarisés dans un nouveau bloc historique dont la constitution lui semble indis-

pensable pour faire front à l'évolution des sociétés capitalistes. (x) L'évocation incidente de quelques appréciations sur le rôle des intellectuels ne saurait donner une idée de la littérature considérable consacrée à la question.

Qu'ils soient définis comme une élite ou comme une avant-garde, qu'il s'agisse ou non des mêmes individus, que l'appréciation de leur intervention soit identique ou pas, c'est sur eux que se sont le plus appesantis les théoriciens des élites et les théoriciens des classes.

C'est sur ce thème que se rapprochent le plus leurs vues, c'est aussi celui sur lequel le raccordement avec la réalité s'avère le plus délicat car il est aussi tentant qu'aventuré de supposer que les intellectuels détiennent une autorité telle qu'ils puissent se permettre de dicter au reste de la société la voie à suivre.

Associée aux individus ou groupes qui ont une place éminente ou jouent un rôle privilégié dans la vie d'une société, la notion d'élite reste difficilement dissociable du jugement que l'on porte sur cette société et du projet que l'on forme sur son avenir. Rapportée aux changements, cette appréciation est elle-même contingente. Elle s'inscrit dans un contexte plus large qui se réfère à certaines lignes et à certaines modalités d'évolution que s'efforcent, par exemple, de mettre en relief et d'interpréter les grands courants théoriques qui se penchent sur les problèmes des pays en voie de développement.

(x) "L'intégration de la science aux forces productives transforme les rapports de la base socio-économique à la superstructure ; elle solidarise les exclus de la consommation et les exclus de la décision, et constitue objectivement la base sociale de la nécessaire révolution". (55)

note : Bien qu'il invoque la notion de bloc historique de Gramsci, Garaudy en biaise le sens en se plaçant au seul niveau de la structure.

2 -- ELITES ET THEORIES DU CHANGEMENT RELATIVES
AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

L'importance accordée aujourd'hui à l'étude des changements est liée à leur accélération au cours de l'époque contemporaine.

Elle s'explique aussi par l'intérêt désormais porté aux problèmes de la croissance économique et aux phénomènes sociaux qui l'encadrent et la conditionnent.

Ces problèmes se posent avec le plus d'acuité dans les pays en voie de développement.

Le rôle attribué aux élites de ces pays est d'autant plus accentué que les éléments modernisateurs y sont en petit nombre et qu'il y est difficile d'isoler les phénomènes économiques des autres aspects de la vie sociale.

La détermination des porteurs de changements, pour essentielle qu'elle soit, est inséparable de l'appréciation des réalités du développement et du sous-développement.

L'analyse qui en est faite est sous-tendue par des considérations dont les implications politiques, idéologiques ou philosophiques ne peuvent être sous-estimées.

On peut discerner, de façon schématique, deux grandes approches des problèmes du changement dans les pays en voie de développement :

- La première voit dans le sous développement un négatif du développement et repose sur le postulat que, pour parvenir à combler leur handicap, les pays retardataires doivent calquer leur conduite sur celle des pays avancés.

- La seconde fait découler le sous développement du développement et s'identifie, dans ses conclusions les plus radicales, à l'approche marxiste qui fait de la liquidation de l'impérialisme la condition indispensable pour un changement social et un développement économique réels.

Toutes deux s'attachent sans doute davantage à décrire les processus par lesquels pourraient être atteints le changement social et le développement économique qu'à mettre l'accent sur les agents ou groupes qui doivent manifester un comportement adapté aux buts poursuivis.

Elles se fondent néanmoins sur le rôle déterminant que peuvent jouer certains de ces agents en raison de leur influence ou de leurs caractéristiques modernes, l'accord n'étant pas réalisé sur leur nature, leur qualité et leur rôle respectifs.

21 - L'approche classique

Il est commode de regrouper sous ce titre les théories qui, dans une optique conservatrice et libérale, privilégient l'ordre établi et la continuité et proposent le modèle occidental de développement. Le problème est alors d'orienter et canaliser les changements selon des voies et processus bien déterminés, en quelque sorte tracés à l'avance. Trois manières d'aborder le problème du **changement social et du développement économique** peuvent être envisagées comme le fait Manning Nash, ancien rédacteur de la revue américaine "Economic Development and Cultural Change" (EDCC), dans un article intitulé : "Introduction, Approaches to the Study of Economic Growth". (56)

- La première se réfère à une démarche évolutionniste abstraite et se refuse à toute considération de temps et de lieu.
- La seconde s'efforce, elle, de tenir compte des phénomènes de diffusion et d'acculturation.
- La troisième choisit de porter son attention sur l'étude des motivations et ressorts psychologiques individuels.

211. - La démarche évolutionniste

La démarche évolutionniste considère que les pays retardés et les pays avancés présentent des traits distinctifs typiques et que le développement consiste dans l'abandon des caractéristiques traditionnelles au profit des caractéristiques modernes.

Déjà Auguste Comte, dans son cours de philosophie positive, envisageait "la capacité de changement, la possibilité d'échapper à la répétition et, en conséquence, le progrès comme une propriété de la seule civilisation occidentale".

De même, Max Weber attribue "à la rationalisation et à l'efficacité, propres à la société moderne occidentale, le pouvoir de tirer les autres sociétés hors de l'état traditionnel".

Ces opinions reflètent deux données fondamentales de l'évolutionnisme :

- Le postulat d'une histoire linéaire de l'humanité fondée sur le principe de l'unité psychique de l'homme et de son orientation vers le progrès.
- L'utilisation de schémas abstraits d'analyse et l'appel à la méthode comparative, les sociétés sous développées étant supposées représentatives de stades par lesquels les sociétés avancées auraient déjà passé.

Conscients des insuffisances d'une analyse purement économique, de nombreux partisans de cette approche se sont efforcés d'y intégrer l'action de facteurs sociaux. Ils ont été conduits à accorder une importance particulière à certains agents dont les caractéristiques et fonctions varient selon le mode d'analyse privilégié.

Nous nous bornerons à évoquer les démarches qu'illustrent les écrits de B.F.Hoselitz, W.W.Rostow et l'ouvrage collectif de C.Kerr, J.T.Dunlop, P.H.Harbison et C.A.Myers (x).

2111. - Professeur de sciences sociales et directeur du Research Center in Economic Development and Cultural Change à l'université de Chicago, Bert F.Hoselitz a exposé ses vues dans divers ouvrages et plus précisément dans une étude publiée en 1960 sous le titre "Sociological Aspects of Economic Growth". (57)

Partant de la nécessité d'une théorie reliant le développement économique au changement **culturel** et social, il essaie d'établir une relation fonctionnelle entre variables économiques et sociales qui permette de décrire le passage d'une société sous développée à une société avancée.

Il s'inspire pour cela des variables de modèle que Talcott Parsons fait intervenir dans son "système social".

Il caractérise une économie avancée par une prédominance des normes universalistes dans la détermination des rôles économiques essentiels.

Ces rôles sont aussi fonctionnellement spécifiques et basés sur le principe de l'accomplissement ou de la réalisation (Achievement), les détenteurs du pouvoir et autres élites étant supposés oeuvrer dans l'intérêt général de la collectivité.

Dans une société peu développée, au contraire, le particularisme, la fonctionnalisation diffuse et le principe d'attribution automatique (Ascription) des tâches dominant comme régulateurs des relations sociales particulièrement sous l'angle économique.

L'orientation des agents placés aux postes clés reste elle-même tributaire de considérations personnelles.

(x) note : n'est envisagé ici que l'aspect subjectiviste de l'évolutionnisme mettant l'accent sur les changements au niveau individuel.

Parallèlement s'est développée une tendance matérialiste qui, dans sa version marxiste insiste sur l'emprise croissante sur la nature rendue possible par le développement progressif des forces productives.

Le problème crucial est donc d'assurer le passage du particularisme à l'universalisme, des intérêts particuliers à l'intérêt général, d'une distribution confuse des tâches à leur répartition plus fonctionnelle fondée sur la valeur personnelle et non plus sur des critères attributifs. Afin d'éviter un bouleversement radical de la société, ce remplacement devra être progressif et lent.

Il lui semble qu'il pourra être mis en oeuvre par les agents économiques en place qui constitueront l'amorce d'un développement des classes moyennes et permettront de réduire la coupure entre l'élite et les masses.

Le groupe dirigeant lui paraît également susceptible d'introduire certains changements dans le secteur productif mais il craint que parallèlement il ne s'efforce de contrecarrer l'émergence d'une classe moyenne qui le menace dans ses intérêts.

Le haut degré d'abstraction et de généralisation des assertions de B.F. Hoselitz leur enlève beaucoup de poids.

L'attribution d'une importance analogue à l'ensemble des rôles économiques et sociaux apparaît en contradiction avec la prééminence qu'il accorde simultanément aux élites soucieuses du maintien de leur position dominante.

L'émergence d'une classe moyenne, dans la mesure où elle reste possible, ne peut être considérée en tant que telle comme un indice de développement.

La dichotomie qu'il établit enfin entre pays sous développés et pays développés est aussi discutable que les caractéristiques qu'il leur prête. André Gunder Frank en a fait une critique virulente que l'on peut schématiser ainsi (58) :

- En ce qui concerne les pays développés, le drapeau de l'universalisme dissimule souvent des intérêts privés et un particularisme profond reste l'apanage des classes ouvrières comme des autres classes sociales. L'orientation vers la réalisation n'exclut pas l'assignation des rôles comme en témoignent les différences de rétribution pour un même travail. La dichotomie établie entre les rôles spécifiques ou diffus s'avère peu pertinente lorsque les plus déterminants d'entre eux sont concentrés dans les mains d'une même personne ou d'un très petit nombre d'individus.

- Les pays sous développés sont également fort universalistes même s'il ne s'agit, à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés, que d'un paravent à un particularisme sous-jacent.

Prétendre que les rôles sont presque exclusivement répartis selon des normes assignatives aboutit à nier l'émergence de bourgeoisies nationales

et à ne pas voir que la réalité du pouvoir appartient aux personnes qui occupent les postes les plus élevés dans l'organisation économique dans la mesure, notamment où ces postes impliquent des liens commerciaux et financiers avec les métropoles développées.

Les rôles tenus par les représentants des couches moyennes (militaires, fonctionnaires...) sont fonctionnellement spécifiques et, si beaucoup d'autres rôles restent diffus, cela est souvent dû à la nécessité pratique de compenser la précarité et l'instabilité d'emploi par l'exercice d'activités diversifiées.

2112 - Comme B.F.Hoselitz, Walt Whitman Rostow oppose sociétés développées et sociétés sous développées et voit dans le sous développement un stade originel dont ne seraient pas parvenues à s'échapper ces dernières.

Dans un ouvrage devenu célèbre "The Stages of Economic Growth", il détermine la marche à suivre sur le chemin du développement par la spécification de cinq étapes que toute société est appelée à franchir dans le même ordre : phases traditionnelle, transitoire, de décollage, d'acheminement vers la maturité et de consommation de masse. (59)

Se préoccupant du jeu des forces politiques et sociales, il énumère parmi les conditions préalables au démarrage un certain nombre de transformations psychologiques et sociales qui permettent de substituer à une mentalité traditionnelle, qualifiée de prénewtonienne, des attitudes rationnelles orientées vers l'accomplissement de fonctions spécifiques et indispensables à l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. Il insiste également sur l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle élite axée vers la modernisation à qui il appartient de canaliser les énergies et de mettre en place l'infrastructure qui conditionnera le démarrage.

La véracité du schéma de Rostow est douteuse car, outre son caractère abstrait et simplificateur, il est basé sur une conception unilinéaire de l'histoire.

Comme l'ont remarqué Paul Baran et E.Hobsbawn, si les pays sous développés se trouvent confrontés à des problèmes techniques souvent voisins, leur solution, loin d'être univoque, ne peut être que fonction de leurs modes d'organisation sociale spécifiques (60)

Envisagé en terme volontaristes, le rôle des élites apparaît arbitraire et sert à fonder la dynamique du passage d'une étape à une autre,

chacune d'elles étant interprétée d'un strict point de vue mécaniciste. Le fondement des élites n'est pas plus motivé que le processus de leur apparition n'est expliqué.

Les phénomènes de domination auxquels se heurtent les pays sous-développés sont abordés de façon *incidente* à propos des mouvements nationalistes dirigés contre les puissances coloniales. Mais, même dans ce cas, la notion de domination est vidée de son contenu, le colonialisme s'expliquant par le comblement d'un vide et par une lutte de prestige entre puissances européennes, sans implications économiques.

2223. - L'ouvrage de Rostow se veut une réfutation de la théorie marxiste dont il constituerait l'alternative. Cet effort n'est pas isolé et, dans l'analyse du développement, se manifeste un courant qui tente de déborder le schéma marxiste par le recours à la notion d'industrialisation, clé de toute évolution.

A l'opposition idéologique entre sociétés capitalistes et sociétés marxistes se substituerait une opposition plus concrète entre sociétés industrielles et sociétés non industrielles ou en voie d'industrialisation. Cette tendance peut être illustrée par les travaux effectués par "The Inter University Study of Labour Problems in Economic Development" dont témoigne l'ouvrage collectif "Industrialism and Industrial Man". (61)

Fondée sur les progrès de la science et ses applications technologiques, la société industrielle se caractérise, selon ces auteurs, de façon aussi abstraite qu'idyllique, comme une société intégrée, universaliste où doivent se résorber la lutte des classes et les conflits idéologiques. Le passage des sociétés préindustrielles aux sociétés industrielles, la rupture des obstacles et résistances traditionnelles comme l'impulsion nécessaire au processus d'industrialisation doivent être assurés par les élites.

Il en existerait cinq types : les élites dynastiques et les administrateurs coloniaux (au rôle transitoire) les classes moyennes, les leaders nationalistes et les intellectuels révolutionnaires.

Toutes ces élites, en dépit de stratégies nécessairement diverses, concourent à la même "logique de l'industrialisation".

Le caractère schématique de cette analyse, la valorisation utopique et idéaliste de la civilisation industrielle qu'elle exprime en réduisent considérablement la portée.

La sélection de cinq catégories d'élites est arbitraire et leur intervention s'inscrit plus dans la logique d'un schéma préétabli que par référence à leur rôle effectif.

Caractérisé par cette approche, par celle de Rostow ou d'Hoselitz, le courant évolutionniste est peu satisfaisant car il privilégie une conception unilinéaire de l'histoire par une double réduction abstraite des sociétés qu'il étudie et des agents qui les composent.

212 - La démarche diffusionniste

A l'inverse du courant précédent, l'approche diffusionniste n'essaie pas de raccorder le processus de développement à un schéma historique prédéterminé. Elle n'en considère pas moins le sous développement comme un état initial qu'il s'agit de dépasser.

Le développement apparaît l'aboutissement logique de la transmission par les pays avancés des facteurs qui sont précisément caractéristiques de leur situation favorisée : capital, techniques, institutions et valeurs culturelles.

Ce transfert est envisagé moins sous l'angle d'une reconstitution statique de l'histoire écoulée que sous un angle fonctionnel et dynamique par l'accent sur les processus d'acculturation et les résistances qu'elle peut susciter.

Comme l'a fait remarquer Jacques Freyssinet, certaines interprétations du sous développement, sous-jacentes à cette approche, sont le fruit d'une transposition de théories économiques à la fois marquantes et circonstanciées : circuit stationnaire de Schumpeter, équilibre de sous-emploi de Keynes, stagnationnisme de Hansen... (62)

Nombre d'auteurs, néanmoins, sans s'interroger sur l'origine exacte du sous développement, se cantonnent dans un libéralisme de "bon aloi" et se bornent à prôner les recettes qui leur apparaissent constitutives de la réussite des pays occidentaux.

Largement répandu, le courant diffusionniste s'appuie sur une conception dualiste qui oppose pays développés et pays sous développés et, à l'intérieur de ceux-ci, un secteur archaïque traditionnel et un secteur moderne fonctionnant sur le modèle des métropoles avancées.

De même que les capitaux et les techniques des pays développés se propagent par le jeu de leurs investissements, la transmission des valeurs qui les soutiennent doit s'effectuer dans le cadre des relations établies avec les pays sous développés.

Il s'agit alors de distinguer et favoriser les agents de ces pays qui, par leur dynamisme ou leur esprit d'entreprise, sauront promouvoir la

modernisation, vaincre les résistances et remédier aux facteurs de désintégration qui y font obstacle.

Toute une littérature d'inspiration anglo-saxonne, "fidèle" à l'héritage de J. Schumpeter, déplore l'absence d'entrepreneurs et d'agents porteurs d'innovation.

Des études effectuées dans les milieux d'affaires d'Amérique Latine aboutissent à des conclusions similaires et regrettent que la majorité des chefs d'entreprise interrogés se caractérisent moins par le goût du risque que par la recherche du profit immédiat et un penchant pour la spéculation, moins par le souci de l'intérêt général que par un repli sur des préoccupations égocentriques ("Egofocused Image of Change" d'A. Hirschman) et un particularisme familial.

Si un climat social hostile et des conditions économiques défavorables freinent l'apparition d'entrepreneurs capables d'innover, il convient d'adopter des mesures susceptibles de favoriser l'éclosion d'une telle mentalité innovatrice.

Référence est alors faite à l'intervention de l'Etat qui, par une politique appropriée, doit octroyer des facilités financières (fiscalité, crédit), matérielles (infrastructure économique) ou intellectuelles (formation, éducation).

La liaison entre les rôles respectifs des entrepreneurs et de la puissance étatique a été évoquée par David Apter dans une étude sur les politiques de modernisation au sein des sociétés en transition. (63) Dans ce qu'il appelle les systèmes de réconciliation axés sur la juxtaposition des rôles anciens et nouveaux, la modernisation se fait normalement par l'intermédiaire d'entrepreneurs privés dont la latitude d'action est définie par un cadre légal.

Dans les autocraties modernisatrices, le rôle des entrepreneurs est cantonné dans les limites beaucoup plus précises.

Au contraire, dans les systèmes de mobilisation qui optent en faveur des rôles modernes, au rôle proprement technique des entrepreneurs s'adjoint un rôle politique dont la mise en oeuvre s'opère à travers le parti unique ou l'administration.

Selon la conception développée par J. Schumpeter, les entrepreneurs sont des déviants sociaux qui ont su briser des résistances d'ordre subjectif ou objectif par un "pari sur

structure neuve" et sont venus à bout de la réserve des consommateurs, des firmes ou des groupements professionnels.

De même, divers auteurs tendent à attribuer aux éléments marginaux de la société un rôle crucial dans le développement.

Ils s'appuient généralement sur la considération que des groupes d'immigrants se sont avérés des pionniers dans l'acquisition d'un esprit d'entreprise et d'innovation au sein de leur société d'accueil tels les Arabes ou les Indiens en Afrique noire, les Malais à Madagascar.

Cette interprétation se rattache à la théorie de la déviance. Elle se fonde sur le fait que l'introduction des changements procède d'un rejet de la manière de faire habituelle et suppose que les individus restant partiellement à l'écart de la culture d'accueil, du fait de leur moindre intégration, sont moins soumis aux valeurs établies.

S.M. Lipset pense ainsi que les groupes d'immigrants, même lorsqu'ils sont eux aussi originaires de pays sous développés, sont plus enclins à résoudre de façon originale leurs problèmes d'ajustement et d'insertion dans la société qui les reçoit. (64)

Il craint simultanément que les innovations associées à ces groupes ne soient très vulnérables à une offensive politique menée par ceux qui s'attachent au maintien de valeurs établies.

Et il remarque que les recherches historiques contredisent la thèse selon laquelle les individus manifestent une capacité d'innovation dans les pays en voie de développement se recruterait principalement dans les rangs des déviants.

Elles tendraient, au contraire, à corroborer l'affirmation de Max Weber selon laquelle beaucoup de groupes minoritaires n'ont pas manifesté de telles propensions (les minorités catholiques en Angleterre, par exemple).

A l'occasion de la semaine d'études organisée par le bureau international de recherche sur les implications sociales du progrès technique,

M. Herskovits et P. Gourou ont reproché aux recherches basées sur ce concept de privilégier indument les phénomènes de désajustements et d'inadaptation au progrès technique au détriment des phénomènes d'adaptation.

Rapporteur général du colloque, G. Balandier évoque plus justement les réserves qu'appelle, par son imprécision, la notion de marginalité. (65)

A défaut de pouvoir faire reposer la modernisation sur les entrepreneurs, beaucoup ont voulu confier ce rôle à d'autres couches sociales dotées de compétences techniques et d'une orientation moderne.

Sont, tour à tour, privilégiés la fonction publique, l'armée, la jeunesse occidentalisée ou les détenteurs du pouvoir politique.

Il n'en reste pas moins que, confrontés avec les difficultés de son établissement, les tenants de l'approche diffusionniste sont conduits, bon gré, mal gré, à mettre l'accent sur les résistances à la modernisation. Ils appréhendent les dynamismes sociaux sous un angle négatif, ethnocentrique, à partir d'une méconnaissance fondamentale des causes et de la nature du sous-développement. Ils sélectionnent des agents dont le nombre, le rôle et l'influence doivent grandir mais la mobilité qu'ils prônent reste, selon les termes d'A.G. Frank, une mobilité individuelle qui ne transforme pas les structures sociales.

213 - La démarche psychologique

La démarche psychologique s'inscrit elle aussi dans la logique d'une ligne de pensée tributaire de Max Weber et de Joseph Schumpeter par l'accent mis sur l'entrepreneur et l'esprit d'entreprise. Elle se caractérise par la transposition et la localisation de ces données sur le plan psychologique. Everett E. Hagen, David Mac Clelland et John Kunkel en sont les représentants les plus marquants.

2.1.3.1. - Everett Hagen a publié en 1962 un ouvrage intitulé "On the Theory of Social Change : How Economic Development Begins" (66) où, à la différence des diffusionnistes, il souligne la carence des explications du sous-développement par le manque de capital, l'insuffisance du revenu ou de l'épargne.

Considérant le sous-développement comme un point de départ, il se demande comment ont pu s'en évader les pays actuellement avancés et y apporte une réponse psychologique mettant l'accent sur le rôle des innovations.

Il essaie de décrire le processus par lequel se forme la personnalité d'innovateurs dans les sociétés traditionnelles. A son avis, ce type de société favorise l'émergence de personnalités autoritaires. En rompant l'équilibre antérieur, l'intervention de facteurs étrangers joue un rôle perturbateur et entraîne chez elles une perte de considération et de prestige puis une phase de régression (Retreatism) qui s'étend sur plusieurs générations. Cette régression porte toutefois en elle le germe qui va permettre l'éclosion de personnalités innovatrices. Le fils ne s'identifie plus à son père et, grâce à sa mère, qui souffre moins de régression, échappe au cercle vicieux de l'autoritarisme paternel et acquiert une autonomie qui rend possible son accomplissement personnel.

Hagen envisage donc la dynamique du changement à travers des modifications de structures de la personnalité, elle-même façonnée dans l'enfance par la façon dont s'opère le processus de socialisation et, en particulier, celle dont se résout le complexe d'Oedipe.

L'influence de la psychanalyse le conduit à une vue pessimiste des possibilités de changement de la nature humaine, les facteurs réels ayant fort peu de prise sur l'individu une fois que sa personnalité d'adulte se trouve constituée.

L'apparition et la propagation de comportements économiques modernes reposent, de la sorte, sur un acte de foi.

Nécessitant beaucoup de temps, ils ne seront effectifs qu'au terme de plusieurs générations en raison de la lenteur avec laquelle changent valeurs et personnalités.

2132 - Sous le titre "A Psychological Approach to Economic Development" (67) David Mac Clelland s'est livré à une analyse du livre de Hagen.

Il n'est guère convaincu par le schéma successif : perte de prestige -régression- innovation et remarque, comme l'a souligné Max Weber, que les catholiques anglais, bien qu'ayant subi au XVIIème siècle, une perte de prestige, n'ont pas manifesté par la suite une grande réussite économique. Il reproche surtout à E. Hagen sa sous estimation des facteurs idéologiques et lui oppose l'optimisme marxiste sur les possibilités infinies d'éducation des individus à travers une réforme idéologique.

Malgré ces critiques, D. Mac Clelland défend une conception voisine du développement économique puisqu'il le fait résulter "ni de la structure sociale (Weber) ni de l'assignation et de la redistribution des rôles sociaux basés sur la réalisation (Hoselitz) mais essentiellement d'un degré élevé de motivation et de réalisation individuelle" (68). Il souhaite le renversement du courant de pensée qui accorde au milieu social le rôle primordial pour y substituer "les valeurs, les motifs et les forces psychologiques qui finalement déterminent la cadence du développement économique et social".

Fondant l'essentiel de son analyse sur la notion de réussite individuelle, il la fait dépendre de l'existence de deux traits de caractère :

- l'extradétermination qui peut être caractérisée par la perméabilité et l'adaptabilité des relations interindividuelles et s'apparente à la notion d'empathie dont Daniel Lerner a noté le progrès au cours du processus de modernisation.

- le besoin de réussite (Need for Achievement, N.Achievement ou N'Ach) lié à une série de facteurs tels que l'éducation, la classe sociale d'appartenance, le désir de mobilité sociale et le climat idéologique.

L'appréciation de ce besoin de réussite se fonde sur deux instruments de mesure : un test projectif du type TAT (Thematic Aperception Test) et l'établissement d'un code permettant l'analyse détaillée des contes populaires dans les pays sans écriture, de livres d'histoires pour enfants dans les pays alphabétisés.

A partir de ce matériel, D.Mac Clelland s'est attaché à mettre en relation le besoin de réussite et le degré de développement économique.

L'étude de cinquante sociétés archaïques pendant la période 1952-1958 le conduit à la conclusion que le besoin de réussite est plus élevé dans les pays qui ont fait preuve d'une activité économique plus intense". De cette étude et d'autres études historiques il déduit également que la hausse ou la baisse du "Need for Achievement" précèdent les périodes de progression ou de régression économiques.

Dans le sillage de ces travaux et dans une optique plus sociologique, une recherche a été récemment entreprise au Tchad, en pays Sara, sur l'utilisation des proverbes en tant que facteurs de développement.

Les considérant comme des "concentrés de valeurs", les auteurs de cette étude estiment pouvoir apprécier les valeurs essentielles d'une société à partir de deux indices appliqués à chaque proverbe : un "indice de fréquence donnant son importance dans l'univers des valeurs", et un "indice d'orientation indiquant sa dynamique interne" (69).

2133 - John Kunkel, dans un article intitulé "Values and Behavior in Economic Development", reproche à E.Hagen et D.Mac Clelland d'ignorer l'environnement social présent et de préjuger des possibilités de développement économique à partir d'une conception erronée de l'homme.

Il leur oppose une approche behavioriste, le développement économique ne résultant pas, selon lui, d'une modification des valeurs, attitudes ou personnalités des individus, mais d'un changement des modèles de comportement et de conduite. La personnalité ne détermine pas le comportement car elle est ce comportement lui-même et peut être définie comme un ensemble de modèles de conduite qu'un individu acquiert à la fois comme individu et membre de la société. (70)

Pour introduire le changement, il n'est pas nécessaire de se préoccuper d'altérer les valeurs, il suffit de modifier certains éléments du contexte social.

Il se rapproche sur ce point de B.F.Hoselitz qui affirme que "la question importante est moins de changer les valeurs fondamentales que de changer les organisations économiques et sociales afin de les rendre réceptives à l'innovation" (71).

Le problème est donc de modifier les aspects de l'environnement social qui sont indispensables à l'apprentissage d'un comportement nouveau. Et, "puisque habituellement ce ne sont que quelques aspects du milieu social qui peuvent être modifiés, les efforts présents en vue de remplir les conditions requises doivent débiter sur une petite échelle".

En altérant ainsi partiellement la structure sociale, des changements de comportement suivront et se répercuteront au niveau individuel. Le dynamisme individuel serait induit par une modification structurelle préalable à la différence de Hagen et Mac Clelland qui envisagent un dynamisme individuel autonome. John Kunkel estime, en définitive, que par l'accent mis sur le rôle de la structure sociale, le modèle behavioriste réconcilie l'approche individualiste et l'approche structuraliste du développement économique.

On peut appliquer à l'ensemble de ces démarches la critique de S.M.Lipset qui s'insurge contre le glissement de la sociologie américaine vers une vue microscopique de la société. (72)

On peut douter comme lui du bien fondé de l'abandon des études du changement social et de l'analyse des sociétés globales dans une perspective historique et comparative au profit de l'étude des relations interpersonnelles, de la structure des petits groupes et de l'analyse des processus de décision à partir d'impressions ou de déductions logiques.

Dans son ensemble, l'approche classique suggère un certain nombre de remarques sur la place qu'elle attribue aux agents sociaux dans le processus de développement.

Se situant à un haut niveau d'abstraction et de généralité, elle saisit mal la réalité des pays sous développés dans ce qui fait leur spécificité et la schématise de façon arbitraire en optant pour une conception dualiste. Dédaignant le recours à l'histoire, si ce n'est de façon anecdotique et partielle, elle ne tient compte ni des liens étroits qui unissent entre eux les pays avancés ou non ni des composantes historiques qui déterminent leur situation particulière présente.

Au lieu d'envisager le système social dans son ensemble, elle en isole arbitrairement certains aspects structurels.

Extraits de leur contexte réel, social et historique, les agents de modernisation sont réduits à l'état de marionnettes mues par les ressorts d'une psychologie humaine vague, expliquées par une rationalité occidentale et actionnées à postériori et de façon résiduelle pour animer un processus reposant moins sur des bases d'observation que sur une suite de déductions logiques et abstraites.

2.2. - L'approche radicale

L'approche classique et libérale s'oppose un courant radical d'inspiration marxiste qui, loin de voir dans les pays développés un modèle, en fait les principaux responsables du sous développement. Déjà présente dans "le discours sur le colonialisme" d'A.Césaire, dans la pensée de F.Fanon, ou dans l'analyse de Henri Denis sur le rôle des débouchés préalables (73), cette interprétation connaît une audience croissante depuis quelques années.

André Gunder Frank en est l'un des plus ardents propagateurs par un premier article intitulé "Sociologie du sous développement ou sous développement de la sociologie" et par un article ultérieur plus constructif "le développement du sous développement" dans lesquels il recourt à une analyse faisant appel à l'histoire et au globalisme structurel. (74)

C'est la méconnaissance de l'histoire des pays sous développés qui engendre son assimilation abusive avec celle des pays développés. "La recherche historique démontre que le sous développement contemporain est, en grande partie, le produit historique des relations passées et présentes, économiques et autres entre les pays satellites sous développés et les pays métropolitains actuellement développés".

Le sous développement a été engendré par le processus historique même qui a engendré le développement : l'avènement du capitalisme.

Analysant, dans divers pays d'Amérique latine, l'histoire des relations entre métropoles et satellites, il en déduit que le développement de ces derniers est inversement proportionnel à la vigueur des liens qui les attachent avec leurs métropoles et que les régions qui sont actuellement les plus sous développées sont celles qui, dans le passé, ont eu les relations les plus étroites avec ces mêmes métropoles.

Si donc aujourd'hui certains pays sont sous développés, cela est imputable au premier chef, au fait que d'autres se sont développés. (x)

En conséquence, il est nécessaire de substituer une approche globaliste à une approche dualiste, quand bien même cette dernière serait marxiste opposant un secteur capitaliste développé à un secteur traditionnel de type féodal.

(x) note : "Les pays actuellement développés sont passés par des stades de développement mais n'ont jamais connu le sous développement au sens actuel du terme. Le sous développement, loin d'être dû à un isolement, est le résultat de l'incorporation intégrale de ces populations au système capitaliste. La métropole a détruit et/ou totalement transformé les systèmes économiques et sociaux préexistants qui étaient viables, les a incorporés au système capitaliste".

Comme l'a souligné Pierre Jalée, "il n'existe aujourd'hui aucune société dualiste et toutes les tentatives visant à en établir l'existence ne constituent que des efforts visant à justifier et/ou à masquer l'impérialisme et le révisionnisme". (75) Sous cet éclairage, les structures partielles doivent être rattachées à l'ensemble du système social par une prise en considération simultanée des pays développés et sous développés à l'échelon national, régional et international.

- Cette démarche synthétique historique et globale met au premier plan le contexte de dépendance des pays sous développés. Par là même, elle fait apparaître sous un jour différent les agents de modernisation privilégiés par les schémas classiques et limite singulièrement leur aptitude et leur latitude d'action en faveur du développement. L'absence de diffusion des comportements économiques modernes, remarque Paul Baran, provient pour une grande part de leur rejet par une population qui les associe à une domination étrangère. (x)

Sur le plan social, cette domination se manifeste par les obstacles opposés à la mise en oeuvre du développement. Afin de préserver leurs propres intérêts, les puissances impérialistes sont logiquement conduites à soutenir les groupes sociaux privilégiés des formations précapitalistes et à les associer indirectement à leurs objectifs.

A travers leurs entreprises commerciales, elles ont également partie liée avec la petite bourgeoisie de commerçants cantonnés dans un rôle d'intermédiaires avec la population.

Enfin, dans la majorité de ces pays devenus indépendants, elles conservent sur les bourgeoisies nationales au pouvoir une emprise d'autant plus forte que leurs assises restent fragiles.

C'est cet état de choses que dénonçait déjà Erantz Fanon lorsqu'il voyait dans ces bourgeoisies "une courroie de transmission à un capitalisme acculé au camouflage et qui se pare du masque néocolonialiste" (77)

(x) note : en revanche : "L'exceptionnelle réceptivité des japonais aux connaissances occidentales fut largement due à l'heureuse circonstance que la civilisation occidentale ne fut pas introduite au Japon par la force du canon, que la pensée et la technologie occidentale ne furent pas directement associés au Japon avec le pillage, l'incendie et le meurtre comme ce fut le cas aux Indes, en Chine et dans d'autres pays maintenant sous développés". (76)

- Face à cela, il est donc indispensable pour éliminer le sous développement de changer la structure du système social lui-même et non plus simplement quelques variables, rôles ou structures secondaires.

Des transformations aussi radicales ne peuvent être que le fruit d'une action révolutionnaire dirigée à la fois contre les puissances impérialistes et contre les bourgeoisies locales qui en sont les satellites.

Se pose alors le problème de l'orientation première de cette lutte comme en témoigne la controverse qui vient d'opposer Arghiri Emmanuel et Charles Bettelheim.

De l'échange inégal, titre d'un de ses récents ouvrages (78), Arghiri Emmanuel fait le mécanisme élémentaire du développement inégal et l'origine des autres mécanismes d'exploitation.

Dénonçant l'embourgeoisement des masses laborieuses des nations privilégiées, il estime qu'à l'opposition entre classes est en train de se substituer un antagonisme entre nations riches et pauvres.

Il importe donc avant tout de lutter contre cet impérialisme exploiteur pour remédier à l'inégalité des échanges.

Critiquant la théorie des coûts comparatifs de Ricardo, il prône l'instauration de mécanismes de redistribution appropriés et d'une politique de revenus sur le plan international. Il ne se dissimule pas toutefois que leur portée dépendra des transformations politiques et sociales à l'échelon d'un pays donné.

Fidèle à une position marxiste orthodoxe, Charles Bettelheim critique ce qui lui apparaît comme une déviation petite bourgeoise. (79)

Il ne peut se satisfaire d'une formulation qui minimise l'importance de la lutte de classes et substitue à leur antagonisme celui fictif des nations riches et des nations pauvres.

Pour lui, le phénomène fondamental demeure l'exploitation du prolétariat dans les pays capitalistes, exploitation qui constitue le principal ressort de la domination impérialiste.

L'inconvénient de la position d'A. Emmanuel est, en effet, d'offrir un argument de poids aux bourgeoisies impérialistes comme aux bourgeoisies nationales des pays en voie de développement.

Située avant tout entre pays riches et pauvres, l'exploitation permet d'occulter la lutte des classes au plan national. La bourgeoisie se retrouve alors aux côtés des ouvriers et paysans avec les mêmes intérêts dans les pays nantis, face à une même sujétion dans les autres.

Quelque pertinente que puisse être la critique à laquelle se livre C. Bettelheim, repose également sur un postulat son opinion selon laquelle l'exploitation impérialiste ne pourra être éliminée que par l'action du prolétariat des pays industrialisés.

Sur ce terrain, la position d'André Gunder Frank semble plus souple : Si l'impérialisme est l'ennemi principal, dans les pays en voie de développement la bourgeoisie nationale qui lui est liée n'en demeure pas moins l'ennemi immédiat.

La lutte anti impérialiste s'inscrit donc dans le schéma de la lutte des classes et doit d'abord se déclencher à l'échelon national contre la classe dominante qui en forme la cible la plus évidente.

A quelque niveau que se situe cette lutte, elle devra être conduite par des militants qui, en contact étroit avec les masses, sauront en mobiliser et en canaliser les énergies pour briser le cercle étroit de leur dépendance. De façon générale, il est reconnu que ce rôle de catalyseur incombe aux intellectuels qui se trouvent seuls dans la situation d'assumer cette tâche. Pour cela, il est nécessaire qu'ils échappent aux séductions réformistes qui sont autant de tentatives de récupération des puissances dominantes. Il leur incombe aussi d'épauler la pratique révolutionnaire par un approfondissement de son indispensable complément théorique.

- L'opposition entre la démarche classique et la démarche radicale est d'autant plus flagrante qu'elles visent à se substituer l'une à l'autre. Ces deux approches n'épuisent pas cependant les manières d'aborder les problèmes de changements qui se posent aux pays en voie de développement.

Plutôt que de se situer sur un plan aussi général et à aussi forte coloration idéologique, de nombreux spécialistes des sciences sociales choisissent d'étudier les changements de façon plus pragmatique et restreinte.

Au lieu, par exemple, d'opposer "structures archaïques" et "tout-faits occidentaux" ou dominants et dominés, ils mettent l'accent sur la continuité et le jeu complexe des rapports qui se nouent entre tradition et modernité. Ainsi que l'a souligné récemment Georges Balandier, si l'histoire de la pensée sociale révèle le long affrontement des conservateurs et des radicaux, "c'est à un dépassement dialectique des deux modes de lecture de la société qu'il importe de parvenir, en particulier dans les sociétés en procès de développement où se saisissent le mieux la dialectique de la tradition et de la révolution..." (80)

Il s'agit moins alors de diagnostiquer quels peuvent ou doivent être les agents porteurs de changements jugés souhaitables que d'apprécier les changements contemporains jugés significatifs à la lumière de ceux qui les mettent en oeuvre.

Une telle démarche n'est, ne peut être neutre et varie en fonction de l'idéologie implicite ou explicite de leurs auteurs.

3 - ELITES AFRICAINES ET CHANGEMENTS ECONOMIQUES
ET SOCIAUX : UN BILAN DES TRAVAUX

Une abondante littérature s'est penchée et continue de se pencher sur les changements économiques et sociaux dont l'Afrique contemporaine est le théâtre en particulier depuis l'accès à l'indépendance de la plupart des pays qui la constituent. Ces analyses s'inspirent, de façon explicite ou implicite, des grandes théories relatives aux pays en voie de développement. Beaucoup, se rattachant à l'approche qualifiée précédemment de classique, mettent en exergue le rôle des élites alors que celles qui adoptent un point de vue marxiste se montrent plus réservées sur la nature et la qualité de leur intervention et n'hésitent pas, dans certains cas, à y substituer une analyse en termes de classes calquée sur le modèle européen. Avant d'en envisager, de manière schématique, quelques incidences, il apparaît indispensable de les précéder de considérations elles-mêmes sommaires sur les développements récents de l'histoire des pays d'Afrique francophone en relation avec leur ancienne métropole coloniale.

31. - Rappel historique

Avant la pénétration coloniale, les sociétés traditionnelles se présentaient en Afrique sous des formes très diversifiées et complexes sur le plan de leur organisation ou de leur fonctionnement. Le pouvoir et l'autorité étaient exercés dans le cadre d'Etats constitués et de chefferies hiérarchisées et permanentes ou, en leur absence, par des groupes de parenté, classes d'âge, chefs religieux ou individus prestigieux.

A cette diversité de structures sociales, il était habituel d'opposer des structures économiques élémentaires et peu développées, caractérisées par une symbiose étroite entre l'homme et la nature, une économie fermée de subsistance fondée sur l'appropriation collective des terres et se différenciant mal des autres composantes du système social.

Une telle généralisation n'a de valeur que tendancielle et ne tient pas compte de différenciations aussi bien spatiales que temporelles et, pour ne citer qu'un exemple, du développement de grands empires fondés sur une économie marchande.

La pénétration coloniale a entraîné un bouleversement de ces structures. Les pouvoirs des autorités traditionnelles, remarque Jacques Lombard, "ont été atteints d'une double façon : directement et immédiatement par la

perte de leur souveraineté et par l'abandon de tous les moyens leur permettant de l'exercer, moyens militaires, judiciaires, législatifs ; indirectement et progressivement par les changements que la colonisation a introduits dans l'ancienne organisation sociale et le système traditionnel de valeurs". (81)

Ce bouleversement a été similaire quelqu'ait été le système d'administration coloniale pratiqué : administration directe fondée sur une politique d'assimilation, administration indirecte reposant sur une politique de coexistence et d'association telle que le prônait Lord Lugard, ou encore formules intermédiaires. (x)

Dans les territoires contrôlés par la France, l'autorité des chefs traditionnels s'est modifiée en étroite relation avec la politique coloniale, elle-même fruit d'une série de réajustements empiriques imposés par les circonstances plus que d'une théorie de la colonisation.

L'influence de facteurs extérieurs au contexte africain semble avoir été décisive.

Dans un premier temps, les autorités traditionnelles, du moins celles qui, parfois pour de simples raisons d'opportunité, sont retenues comme telles par le pouvoir colonial, se voient cantonnées dans des situations dépendantes et dans des postes administratifs secondaires.

Malgré l'ambiguïté d'une double représentativité à la fois coutumière et coloniale, leur solidarité à l'égard de leur groupe d'appartenance persiste à s'exercer au détriment du pouvoir étranger.

Aussi l'administration coloniale s'efforce-t-elle de réduire leur influence et leur représentativité en même temps que, par un effort de scolarisation, elle met en place un petit personnel subalterne d'exécution.

La première guerre mondiale modifie cette politique. Elle exige un effort accru de la part des colonies -prélèvements fiscaux, levée de troupes, mise en valeur de nouvelles terres- qui ne peut se concrétiser que par un appui plus grand sur les chefs coutumiers, leur concours étant d'autant plus nécessaire que des troubles populaires doivent être réprimés.

Ce renforcement de leurs pouvoirs administratifs les éloigne de la population. Leur isolement se renforce avec la crise de 1929 qui conduit, à nouveau, la métropole à renforcer sa pression et, concomitamment, l'administration coloniale à se libéraliser par souci d'efficacité.

(x) note : L'"Indirect Rule", qui préconisait la modernisation des institutions par le truchement des chefs traditionnels jugés seuls capables de faire évoluer leurs sujets, avait, il est vrai, un caractère utopique qu'a souligné Lucy Mair.

Un système d'administration indirecte (gouverneur Van Vollenhoven) tend à se substituer au régime précédent par un nouveau renforcement des attributions des chefs traditionnels dont le pouvoir s'exerce désormais parallèlement à celui d'agents administratifs.

Leur formation fait l'objet d'une certaine sollicitude afin d'éviter que leur prestige ne soit sapé par l'émergence d'une jeune génération instruite.

Cet effort de constitution "d'une élite de chefs et de notables", selon l'expression du gouverneur Eboué, se traduit par des expériences peu concluantes comme l'école des fils de chefs de Saint Louis au Sénégal. Malgré cela, les chefs traditionnels continuent à voir leur autorité se dégrader et le concours exigé d'eux, à l'époque du deuxième conflit mondial, achèvera de la lézarder.

En même temps qu'il provoque la décadence progressive des autorités traditionnelles, le pouvoir colonial suscite l'apparition d'une nouvelle couche sociale.

Liée à la mise en place de rouages administratifs, au développement de l'urbanisation, à celui de l'instruction et à l'apparition d'une économie marchande, elle doit constituer une sorte de couche-appui. Elle déborde vite ce rôle de soutien.

Les années 1925-1930 marquent les premières manifestations d'opposition de certains de ses éléments, opposition qui se fait l'interprète du sentiment populaire et qui se manifeste aussi bien à l'égard de chefs traditionnels dans leur rôle d'agents du pouvoir qu'à l'égard du colonisateur lui-même. En 1928, le gouverneur du Dahomey fait allusion "au conflit qu'il faut résoudre et qui éclate tous les jours dans les relations entre chefs indigènes et jeunes gens évolués".

Les contestataires se recrutent chez les lettrés et aussi chez les anciens combattants et militaires rentrés dans leurs villages auréolés de prestige. D'abord conjoncturelles, souvent liées aux exactions fiscales de certains chefs traditionnels, leurs revendications gagneront en cohérence lorsqu'après le second conflit mondial ils se regrouperont sous la bannière des nouveaux partis politiques.

Jacques Lombard caractérise bien la situation qui prévaut au lendemain de la libération : "En 1944, la société colonisée n'est plus représentée, comme le croit le pouvoir métropolitain, par ses dirigeants traditionnels ni dirigée par une société coloniale à laquelle s'intègre progressivement la nouvelle élite africaine. C'est le contraire qui se produit : en face

du pouvoir colonial, auquel se sont adjoints les hommes traditionnels, apparaît un groupe colonisé qui va trouver ses représentants parmi cette élite ayant déjà acquis dans sa lutte contre la chefferie quelques titres lui permettant de revendiquer ce mandat". (82) Les réformes de structures adoptées après la guerre et une conjoncture économique favorable vont faciliter l'ascension de ces forces nouvelles. La Constitution de 1946, en instituant un système de représentation parlementaire pour les colonies, permet à leur action de se développer sur le plan politique.

A la différence des pays anglophones où le recrutement des politiciens s'est surtout opéré parmi les hommes d'affaires ou la bourgeoisie libérale, le jeu politique se révèle l'apanage de fonctionnaires et, particulièrement, d'enseignants (dont beaucoup formés, dans l'entre deux guerres, à l'école normale William Ponty).

Les syndicats sont étroitement associés au mouvement d'émancipation politique par suite de la pénurie de cadres et de militants qualifiés.

Après s'être développés dans une obédience étroite des mouvements métropolitains, syndicats et partis s'en détachent au fur et à mesure que prend forme la lutte pour l'indépendance et que s'affirme sa spécificité.

Comme a pu le déclarer, de façon abrupte, L.S.Senghor : "La prétendue solidarité du prolétariat européen et des peuples colonisés, c'est un thème romantique diffusé par l'Europe mais qui ne résiste pas à l'analyse. Dans les faits, la conquête européenne, la colonisation a profité non seulement à la bourgeoisie capitaliste mais encore aux classes moyennes et au prolétariat". (83)

Les "élites" modernes et traditionnelles, bien que souvent concurrentes, ne s'opposent pas de façon systématique. Leur rivalité est vive surtout de 1946 à 1951. Elle se fixe sur un plan politique lorsque les premières se constituent en partis de masse -Rassemblement démocratique africain affilié au parti communiste français et hostile à l'administration coloniale comme aux chefs féodaux- et que les secondes, avec l'appui de l'administration coloniale, développent contre elles des partis administratifs concurrents.

L'hostilité des éléments évolués se manifeste surtout à l'égard des chefs administratifs. L'attitude à l'égard des chefs coutumiers traditionnels reste plus nuancée, les uns souhaitant une fonctionnarisation de la chefferie ravalée au rang de fonctionnaires d'exécution (L.S.Senghor), les autres mettant l'accent sur le rôle de la coutume.

A partir de 1951, les leaders politiques, ayant rompu leurs attaches métropolitaines (rupture du RDA avec le PCF), vont composer avec les chefs traditionnels et mieux s'assurer leur appui électoral en zone rurale. L'opposition s'atténue aussi au fur et à mesure de la pénétration d'éléments instruits au niveau des cellules locales du parti et en même temps que se précisent les possibilités d'indépendance.

Lucy P. Mair a montré les sentiments mêlés portés aux chefs traditionnels qui, d'un côté, sont considérés comme des valets du colonialisme et des féodaux rétrogrades, de l'autre, symbolisent le passé, l'unité du peuple et l'opposition au colonialisme. (84)

Quoiqu'il en soit, ils représentent un "support démocratique affectif" et un passé mythifié qu'utiliseront les leaders politiques pour créer le mouvement d'unanimité nécessaire à l'obtention de l'indépendance.

Par la suite, ils seront plus ou moins rapidement écartés du pouvoir ou maintenus dans des rôles de second plan. Les impératifs de l'heure pourront, dans certains cas, entraîner une correction de cette attitude.

C'est ainsi qu'au Tchad, certains chefs traditionnels musulmans se sont vus récemment attribuer un regain officiel d'autorité à la suite d'un essai de consolidation d'un régime ébranlé.

En dépit de cela, le mouvement de reflux des anciens notables apparaît comme un phénomène irréversible.

32. - Situation actuelle

321. - L'indépendance une fois acquise,

le groupe socio-politique, qui avait mené la lutte pour l'obtenir, se retrouve au pouvoir.

Il lui faut sauvegarder l'unité créée pour consolider cette fragile autonomie et faire face à la tâche de construction nationale.

La transition se trouve facilitée par le fait que les leaders qui accèdent au pouvoir sont étroitement imprégnés de culture française, certains d'entre eux ayant même siégé au Parlement français.

Cette fraction dirigeante est composée, pour l'essentiel, de leaders nationalistes intégrés dans les formations syndicales ou politiques, de cadres administratifs et, le cas échéant, de personnes issues d'une petite bourgeoisie de commerçants ou de planteurs ruraux qu'unissent des liens familiaux, des intérêts convergents ou l'association dans une même lutte. Les postes rendus vacants par le départ du colonisateur ont suscité une aspiration par le haut et favorisé leur promotion en même temps que la

confiscation à leur profit des postes clés.

Cette brusque ascension entraîne dans son sillage des désordres et des abus qu'ont dénoncé de nombreux observateurs et qui, dans une certaine mesure, se trouvent liés au fait que la lutte pour l'indépendance n'a pu se conjuguer avec sa préparation.

Quels que soient les griefs que l'on puisse formuler contre cette minorité dirigeante, elle a du lutter rapidement pour préserver son unité face aux luttes de clans et aux résurgences particularistes.

Ces dernières, dans bien des cas, ont été favorisées par la déliquescence du pouvoir à l'échelon local à la suite de la promotion en milieu urbain de ses éléments les plus actifs. Elles ont pu également se trouver liées à une reprise de contrôle de certains notables traditionnels souvent imperméables à l'idée nationale et à ses exigences, surtout soucieux de recouvrer une autorité dont le souvenir leur est demeuré d'autant plus vivace qu'elle avait été profondément entamée.

Aujourd'hui, la persistance assez générale d'un malaise économique et social met en évidence le décalage entre les promesses délivrées, les espoirs entretenus au cours du processus de libération et les possibilités de les satisfaire une fois ce cap franchi.

Dans la lutte contre ces facteurs de désagrégation, dans la poursuite aussi de l'intégration que nécessitent le bon fonctionnement des institutions en place et la mise en oeuvre du développement, la cohésion s'avère particulièrement indispensable.

Elle ne pourra souvent se réaliser que par une concentration accentuée du pouvoir autour d'un "leader" incarnant et personnifiant la nation, gouvernant à l'aide d'un parti unique et d'une administration étroitement subordonnée.

Répondant à la tradition africaine de personnalisation de l'autorité par l'intermédiaire du chef, le phénomène de "bonapartisation des élites" s'inscrit dans la succession logique d'un pouvoir colonial puissant et centralisé. Il peut aussi s'expliquer comme une conséquence de la légitimation que leur a conféré l'ancienne puissance coloniale tant avant qu'après l'indépendance.

Caractérisant ce type de régime par le vocable de "national populisme", Jean Lacouture s'est attaché à montrer qu'à la discontinuité due au décalage entre les influences modernes et traditionnelles, à ce que Gino Germani a appelé la simultanéité du non contemporain, doit répondre un

principe coagulant. Le surgissement d'un leader charismatique permet d'annuler ce décalage et celui qui existe entre les objectifs fixés et les moyens de les atteindre. Cette situation n'est pas exempte de dangers et conduit à une dilution du pouvoir réel au profit de l'entourage immédiat du leader. (85)

Frantz Fanon formulait dix ans plus tôt le même point de vue : "le leader représente la personne morale à l'abri de laquelle la bourgeoisie maigre et démunie de la jeune nation décide de s'enrichir". (86)

Dans un style plus imagé et moins prophétique, Jean Lacouture confirme cette analyse. Et, bien que les cas qu'il étudie ne soient pas généralisables, il arrive qu'en dépit même de l'intégrité du leader et derrière le paravent qu'il constitue, se maintienne une couche dirigeante qui lui fait obstacle au profit de ses propres intérêts.

La concentration du pouvoir s'est accompagnée la plupart du temps d'une évolution vers le parti unique, le multipartisme étant rapidement jugé incompatible avec les impératifs conjugués de la construction nationale et du développement économique qui nécessitent tous deux efficacité et stabilité politique.

Instrument de gouvernement au service de l'unité nationale, permettant de mobiliser les masses, le parti unique se trouve, en même temps, légitimé par l'orientation socialiste qu'affichent la plupart des gouvernants et par la négation de l'existence de classes sociales.

L'identification du parti à la nation s'explique aussi par le fait, qu'au moment de l'indépendance, ce sont les dirigeants politiques qui sont devenus titulaires des principaux postes gouvernementaux et qu'ensuite l'africanisation des principaux rouages administratifs s'est réalisée sous leur contrôle.

Le vacuum créé par le départ des cadres locaux et la nécessité d'endiguer les courants centrifuges ont imposé simultanément le renforcement du parti à ce niveau par la constitution de cellules et un effort d'intégration des différentes associations villageoises.

La plupart des observateurs constatent néanmoins l'affaiblissement graduel du parti. Décapité de ses meilleurs éléments depuis l'indépendance, il se caractérise par une structure oligarchique étroitement dépendante de l'Etat et de son chef et corrélativement par une coupure des masses, largement indifférentes, pour qui l'adhésion est souvent un rite formel et obligatoire et dont la participation reste insignifiante.

Par la cooptation qui prédomine en son sein, au lieu d'être un instrument de mobilité sociale et un véhicule des aspirations au changement, le parti peut devenir le champ où se déroule le cursus honorum d'une minorité conformiste acquise au pouvoir établi.

A défaut de servir de point d'ancrage populaire, il tend alors à se dissoudre dans le peuple reproduisant en son sein ses factions et querelles. Cette désintégration du parti dans le peuple résulte de son inefficacité en tant qu'instrument du pouvoir. Elle est liée à son absence de représentativité et à son rôle marginal dans le cadre de régimes au pouvoir très personnalisé.

La concentration du pouvoir s'est également manifestée dans le domaine administratif.

L'un de ses buts les plus évidents était de pallier la pénurie générale de compétences en remédiant à la sous administration qui en résultait.

L'une de ses conséquences a été la politisation de l'administration, les dirigeants politiques, au moment de l'indépendance, ayant occupé les postes de responsabilité ne nécessitant pas de spécialisation poussée. L'emprise politique en matière administrative est restée prépondérante alors même que se réalisait progressivement le remplacement des européens aux postes techniques grâce à une politique d'africanisation des cadres et de réorganisation interne.

Objet de convoitises, conférant un statut élevé, l'accès à la fonction publique tend à échapper aux seuls critères de qualification professionnelle d'autant plus que se fait jour une tendance à sa fermeture moins imputable à celle de la couche dirigeante qu'au tarissement du recrutement par raréfaction des postes disponibles.

Au fur et à mesure qu'elle se concrétise cependant, l'africanisation des postes devient de plus en plus liée à la compétence technique.

Leurs nouveaux titulaires se révèlent plus soucieux d'efficacité qu'enclins aux jeux de la politique politicienne, plus conscients de leurs responsabilités que les fonctionnaires subalternes ou politiciens promus au lendemain de l'indépendance. Cette évolution encore timide vers une moindre dépendance des rouages administratifs du pouvoir politique trouve peut-être une illustration dans le fait que le renversement de certaines équipes dirigeantes par les récents putschs militaires ne s'est pas accompagné de celui des titulaires des principaux postes administratifs.

Il est vrai que la raison peut en être une désaffection généralisée à l'égard des dirigeants évincés.

322. - La politique suivie par les détenteurs du pouvoir; ses prolongements normaux comme ses excès ou ses insuffisances se sont conjugués pour favoriser l'émergence de forces nouvelles. Souvent exclues ou maintenues en marge des postes de responsabilité et de toute participation active à la vie publique, elles se détachent du régime en place et manifestent une apathie ou une rancœur dont la fermentation peut aboutir à sa contestation extérieure et violente par suite de la sclérose ou de l'inefficacité des canaux par lesquels leurs revendications devraient légitimement s'exprimer.

La fréquence des putschs militaires et l'intervention de l'armée dans la vie politique de nombreux Etats africains s'explique par ce contexte.

En dépit de leurs effectifs réduits, les militaires constituent la principale force organisée de ces pays. Ils en ont pris conscience à l'occasion des actions de police auxquelles les ont employés leurs gouvernements pour réprimer les insurrections étudiantes, ouvrières ou tribales.

D'extraction souvent populaire, formés à l'étranger dans les armées coloniales pour les plus anciens, dans les écoles militaires métropolitaines pour les plus jeunes- ils sont initiés aux techniques modernes et soucieux d'efficacité.

Mirlande Hippolyte identifie deux phases dans les interventions militaires en Afrique :

Une première période allant de 1960 à 1965 est celle des opérations d'arbitrage et de remise en ordre, sans volonté réelle ou exprimée de garder le pouvoir.

Une deuxième période, à partir de 1965, manifeste, par séduction ou nécessité, une tendance à la conservation du pouvoir, à sa légalisation par voie d'élections et à l'instauration de régimes militaires permanents. (87)

Cette politisation de l'armée semble s'expliquer par la prépondérance accrue en son sein de jeunes officiers moins soucieux que leurs aînés de la discipline acquise au contact des armées coloniales, moins prompts à une obéissance inconditionnelle au pouvoir civil et, en même temps, plus conscients des exigences du développement de leur pays.

Instruits par l'expérience, de nombreux régimes civils se sont efforcés de prévenir cette politisation par l'octroi aux militaires d'avantages matériels en même temps qu'ils mettaient en place des forces parallèles de maintien de l'ordre (les milices du parti).

Ces mesures risquent de n'être que des palliatifs en l'absence d'intégration de l'armée au parti. Leur efficacité est surtout liée à celle du pouvoir dans sa tâche de construction nationale et de développement économique et au soutien réel qui lui est fourni par les différentes couches de la population.

Les difficultés rencontrées en ces domaines sont grandes et la lutte contre la corruption sur laquelle se fonde généralement la prise de pouvoir par les militaires ne suffit évidemment pas à les résoudre.

Si l'armée tire sa force ou en justifie l'emploi par les carences de l'Etat ou du parti, cela est du aussi à la faiblesse des syndicats qui, en raison du faible degré d'industrialisation, ne représentent qu'une minorité surtout implantée dans le secteur tertiaire (commerce, fonction publique).

Les principaux dirigeants syndicalistes ont été intégrés au pouvoir politique lors de l'accession à l'indépendance ou en sont devenus les leaders à l'exemple de Sékou Touré, ancien dirigeant de l'UGTAN.

A cette situation s'ajoute la condition relativement privilégiée du prolétariat qui limite ses possibilités d'opposition au pouvoir établi.

Comme l'a écrit Andréas November : "Les gouvernements africains ne veulent pas entendre parler de revendications d'ordre économiques et d'augmentation des salaires car ils considèrent que les exigences du développement économique imposent l'austérité à toutes les couches de la population. Or, aux yeux des dirigeants politiques, les ouvriers ne constituent pas une classe exploitée comme dans les pays industrialisés. Au contraire, les travailleurs africains sont privilégiés par rapport à la masse de la population rurale". (88)

Dans le cadre de la concentration du pouvoir, l'évolution vers le parti unique s'est fréquemment accompagnée d'une intégration syndicale.

Cette intégration, au demeurant plus formelle que réelle, s'inscrit dans l'effort de construction nationale en même temps qu'elle résulte de la négation des classes sociales.

Il est vrai que, s'ils ont milité activement dans la lutte de la libération nationale, les syndicats se sont parfois cantonnés par la suite dans la défense des intérêts professionnels de leurs membres.

Mais le rejet de leurs revendications les a conduits, dans bien des cas, à une contestation active et au soutien des régimes militaires qui se sont emparés du pouvoir.

Responsables à Cotonou en 1963 de l'éviction du président Hubert Maga, les syndicats le sont aussi, dans une large mesure, de celle du général Soglo en 1967 (grève des dockers).

Mais, même dans les cas où leur intervention est déterminante, ils semblent condamnés à jouer un simple rôle de relai à défaut de pouvoir assumer eux-mêmes le pouvoir défaillant.

En raison des progrès importants et récents de la scolarisation et de l'implantation d'établissements universitaires ou para-universitaires émerge à son tour une couche d'étudiants bénéficiaires d'une rapide promotion culturelle.

A l'instar de leurs homologues poursuivant leurs études à l'étranger, ces étudiants adoptent volontiers une attitude critique à l'égard du pouvoir établi auquel ils reprochent son conservatisme et ses attaches néo-coloniales. Ils suivent, sur ce point, l'exemple de leurs aînés aujourd'hui installés dans les antichambres du pouvoir.

Jean Mabilleau résume ainsi cette évolution : "Les nouvelles générations d'étudiants ont maintenu la tradition, elles sont souvent imprégnées d'une culture marxiste qu'elles viennent parfois approfondir dans les universités des pays communistes : leurs opinions sont toujours extrémistes et, de l'ancien colonisateur elles ont transféré leurs accusations sur les nouveaux dirigeants africains, dont aucun ne trouve grâce auprès d'elles et qu'elles dénoncent pour leur régime de pouvoir personnel et leur néo-colonialisme". (89)

Le ferment latent d'opposition que constituent les mouvements d'étudiants, même s'il est considéré par les tenants du pouvoir comme un péché de jeunesse ou une manifestation d'enfants gâtés, est étroitement surveillé à défaut de pouvoir être jugulé.

Les prises de position des étudiants à l'étranger comme leur affiliation à des partis interdits dans leur pays d'origine débouchent régulièrement sur l'interdiction des associations qui les représentent.

Il en va de même sur le plan national. Les mouvements de contestation qui ont pris naissance dans les facultés de Côte d'Ivoire ou du Sénégal en 1968 ont, par exemple, entraîné l'obligation pour les jeunes de militer dans les rangs du parti, cette appartenance conditionnant l'octroi de bourses.

Les tentatives de conciliation ou de ralliement alternent cependant avec les manoeuvres d'intimidation et les récents remaniements ministériels intervenus au Sénégal ou en Côte d'Ivoire se sont efforcés d'intégrer de jeunes diplômés au gouvernement.

Le développement des universités africaines, en définitive, ne peut que conduire à débattre de plus en plus sur le territoire national des problèmes cruciaux.

Et il est possible que les étudiants soient amenés à jouer un rôle croissant dans les évolutions ou mutations de régime comme tendrait à le montrer l'exemple du Congo Brazzaville.

323. - Bien que fortement entamée par le colonisateur et limitée à un rôle de second plan dans le processus qui a conduit à l'indépendance, l'autorité des chefs coutumiers reste loin d'être négligeable.

Une note du secrétariat général du gouvernement français constatait en 1959 que la chefferie restait la principale institution d'autorité de l'Afrique rurale.

Au seuil de l'indépendance, de nombreux dirigeants, soucieux de rejeter le tribalisme, ont mis l'accent sur la lutte contre les chefferies. Elles ont été dissoutes dans des pays comme le Sénégal, le Mali, la Guinée. L'attitude d'autres gouvernements a dû être plus nuancée. Le président Tombalbaye qui, dans une lettre ouverte au "Monde" du 1er décembre 1965, dénonçait dans le tribalisme et l'action des castes rétrogrades le fléau de l'Afrique, devait en 1970 composer avec les autorités musulmanes traditionnelles du nord du Tchad et aboutir à la légitimation officielle d'une autorité qui n'avait cessé d'être effective.

De même, Robert Cornevin souligne qu'en janvier 1967 au Togo, la prise du pouvoir par l'armée s'est appuyée sur le soutien des chefs traditionnels qui, réunis en congrès, lui ont demandé de rester en place jusqu'à ce que l'unité et l'intégrité nationale se réalisent. (90)

Conçus, dans une large mesure, pour lutter contre les forces tribales centrifuges, les partis uniques, lorsqu'ils ont voulu s'implanter à l'échelon local, ont nécessité de la part de leurs dirigeants une attitude compréhensive à l'égard des chefs coutumiers.

Paradoxalement, ils ont permis un regain de leur autorité dans la mesure où ils reflètent eux-mêmes des rapports de clientèle et des luttes d'influence de caractère ethnique ou tribal.

Si l'intervention directe des chefs coutumiers dans la vie politique se limite généralement à l'occupation d'une fonction administrative subalterne, elle la déborde largement par le poids qui est le leur.

De façon détournée, ils peuvent, par l'utilisation de leur prestige auprès de la population, obtenir la désignation de représentants qui leur sont dévoués.

Peter C.W. Gutkind a analysé leur importance à l'échelle des grandes agglomérations urbaines qui sont elles-mêmes loin de constituer les vastes juxtapositions d'individus désorganisés ou détribalisés auxquelles on a parfois voulu les réduire.

En dépit du fait qu'ils s'avèrent souvent incapables d'appréhender les complexités de la vie urbaine et qu'ils continuent à envisager leurs fonctions sous un angle traditionnel ou néotraditionnel, ils se trouvent constamment sollicités.

"Le système d'autorité, le respect de la loi et de l'ordre, la résolution des conflits et diverses formes d'assistance reposent lourdement sur les épaules de l'autorité traditionnelle même modifiée". (91)

En définitive, ce n'est qu'au prix d'une dichotomie arbitraire qu'on peut réduire la structure politique moderne à une structure fonctionnelle et spécifique et celle traditionnelle à une structure diffuse et indifférenciée. La prise en compte de la multifonctionnalité de la structure politique permet de mieux saisir la complexité des rapports entre les chefs coutumiers et les nouveaux dirigeants et les raisons qui conduisent, le cas échéant, ces derniers à assumer des titres de chefferies ou à célébrer des cérémonies coutumières.

A cela s'ajoute l'importance des facteurs ethniques qu'incarnent les chefs traditionnels. Leur permanence s'explique par une multiplicité de facteurs. L'héritage de la colonisation et le combat pour l'indépendance ont, dans certains cas, abouti à la position privilégiée d'une ethnie. Le caractère artificiel de cette domination la rend alors malaisée et explique l'apparition de troubles qui la mettent en question.

Une frange de chefs traditionnels s'est également constituée en une bourgeoisie qui a adopté les modèles occidentaux, dans la mesure où ceux-ci lui étaient favorables et dans les secteurs dont elle avait l'accès. Certains chefs Achanti se sont transformés en "Cocoa Farmers" au Ghana.

Samir Amin constate le développement rapide d'une bourgeoisie de ce type en Côte d'Ivoire qui, limitée à quelques centaines de familles en 1950, s'était étendue en 1965 à environ vingt mille planteurs. (92)

Si la chefferie semble condamnée à terme, de façon irréversible, dans la mesure où elle représente un passé condamné par l'évolution contemporaine, elle peut elle-même s'adapter à la conjoncture moderne.

De toute manière, elle constitue pour les dirigeants actuels une force avec laquelle ils se trouvent dans l'obligation de composer d'autant plus que beaucoup d'entre eux s'appuient sur elle ou en font partie.

En définitive, la structure sociale africaine apparaît, à travers les séquelles de la colonisation et le maintien de la domination extérieure, comme une sorte de Kaléidoscope où s'entrecroisent la volonté de modernisation et le poids du passé.

La complexité de cette situation se répercute dans les analyses ou les interprétations qui peuvent en être faites sous l'angle des changements.

33. - L'approche élitiste

Les changements qui, depuis une décennie affectent le continent africain, les bouillonnements et fermentations sociales que suscitent ses premiers pas sur le chemin de l'indépendance ont suscité des analyses fort disparates, relativement homogènes dans l'évaluation d'une situation de fait, hétérogènes dès qu'il s'agit de reconnaître ou privilégier les facteurs et surtout les acteurs de changements.

L'approche de la réalité sociale africaine en termes d'élites est certainement la plus fréquente en raison de sa commodité d'emploi, en raison aussi, jusqu'à une date récente, d'une parenté de pensée de la grande majorité des théoriciens et techniciens du développement formés à l'école coloniale ou à l'école libérale anglo-saxonne.

Mais, indépendamment de leur coloration idéologique, la principale ambiguïté des considérations portées sur les élites africaines est l'ethnocentrisme qui les enrobe et les références occidentales qui pèsent sur leur définition.

33I. - Elites africaines et classes sociales

Le concept d'élite évoque en contrepoint celui de classe sociale. A ce titre, il est utile de considérer dans quelle mesure la problématique des classes sociales a pu être jugée applicable aux sociétés africaines.

Plusieurs tendances, qu'il est nécessaire de nuancer en fonction des sociétés considérées ou de leur mode d'approche, ont été exprimées.

Elles vont de leur rejet à leur reconnaissance et se cantonnent souvent dans une expectative prudente qui n'en discerne que des esquisses.

33II. - En prônant le socialisme et en le considérant comme une sorte de retour aux sources, la majorité des dirigeants africains ont, lors de l'accès de leur pays à l'indépendance, rejeté la validité d'une quelconque distinction de classes.

Une phrase prononcée par Julius Nyerere, reprise par Tom M'Boya, illustre bien cette position :

"Les profondes divisions de classes, qui ont jadis existé en Europe, n'ont pas leur place dans le socialisme africain et n'ont pas de parallèle dans la société africaine. Il n'y avait pas de problèmes de classes dans la société traditionnelle africaine et il n'y en a pas entre les africains d'aujourd'hui". (93)

Une telle conception n'est pas exempte d'arrière-pensées.

Sékou Touré l'a, lui-même, laissé entendre en déclarant en 1959, au congrès de l'UGTAN, qu'il rejetait la lutte des classes moins par conviction que pour préserver la solidarité africaine.

Le souci de gommer tout ce qui peut évoquer des divisions internes s'inscrit dans la logique d'un combat d'émancipation qui doit opérer à rebours d'une politique coloniale dont l'un des mots d'ordre était de diviser pour mieux régner. Il se prolonge après l'indépendance par la nécessité d'asseoir une autorité fraîchement acquise.

A ces considérations tactiques s'entremêlent, de façon inextricable, l'embellissement conscient ou non d'un passé évocateur d'une égalité mythique, le sentiment d'une unité réelle profonde et un désir d'unification sociale par une minimisation des causes de conflits.

En définitive, il n'y aurait pas de classes sociales en Afrique et cela d'autant plus que l'idée même d'une classe dominante propriétaire des moyens de production, en contradiction avec sa situation passée ou présente, ne résisterait pas à l'examen.

Différents analystes ont défendu et étayé cette thèse.

P.C.Lloyd soutient que la définition marxiste des classes ne peut s'appliquer à l'Afrique où l'un des moyens de production, la terre, appartient aux masses et l'autre, le capital, au gouvernement ou à des compagnies étrangères. Il n'y aurait ainsi ni bourgeoisie ni prolétariat. (94)

Une telle argumentation n'est pas très convaincante car elle réduit l'analyse marxiste à sa seule dimension économique. Elle est sommaire dans la mesure où elle exclut la possibilité d'une bourgeoisie gouvernementale sous obédience étrangère.

Se fondant sur des considérations différentes mais également contestables, K.E. de Graft Johnson estime que le terme de classe sociale, au sens marxien ou même wébérien, est fallacieux car la division de la main d'oeuvre n'est pas avancée et la structure sociale traditionnelle en rend difficilement l'usage comme base de différenciation. (95)

3312 - A l'opposé, tout un courant de pensée postule que le schéma marxiste des classes est applicable à l'Afrique. Un des principaux spécialistes soviétiques de ce continent, D.I.Potekhin, s'est employé à le mettre en évidence.

Dans un premier temps, il considère qu'existe une forme patriarcale de féodalisme et une exploitation des masses par une aristocratie tribale. En bonne logique, il en déduit que la bourgeoisie nationale, dans sa lutte pour l'indépendance, adopte une attitude à la fois progressive, anti-féodale et anti-impérialiste et qu'elle représente les fractions les plus larges de la population. (96)

Ce type d'analyse a été mis en question par Jean Suret Canale qui estime que l'on ne peut, sans abus de langage, parler de féodalité.

Il caractérise les sociétés africaines traditionnelles par des variantes du mode de production asiatique reposant sur "un appareil de production fondé sur la communauté rurale, propriétaire collective de la terre à l'exclusion de toute forme de propriété privée et sur l'exploitation de l'homme par l'homme sous des formes qui peuvent être extrêmement diverses". (97)

Par la suite, D.I.Potekhin modifie lui-même son point de vue tant à l'égard de la bourgeoisie au pouvoir qu'à celui de la paysannerie qu'il reconnaît ne pas constituer une classe différenciée du fait de l'appropriation collective de la terre.

Il estime cependant que la société africaine est une société de classes partagée entre une bourgeoisie et un prolétariat dont les conflits doivent croître au fur et à mesure du développement économique, dans la mesure où ces deux classes ne seront pas obligées de faire cause commune contre l'impérialisme étranger.

L'importance du prolétariat africain ne semble pas suffisante, aux yeux de Jean Ziegler, pour permettre une transposition de la théorie des classes de Marx. (98)

Il y substitue une problématique qui, inspirée de Georges Lukacs, distingue une pluralité de classes à vocation dirigeante, la domination effective de l'une d'entre elles se fondant, en dernier ressort, sur la conscience de classe.

Il s'écarte cependant de Lukacs par le recours aux rapports que les classes entretiennent avec le pouvoir de préférence aux rapports de production qu'il estime différer de façon peu significative de l'une à l'autre.

Cette tentative d'adaptation du schéma marxiste est ambiguë et aléatoire et semble avoir été abandonnée par son auteur lui-même.

Sur un plan pratique et non plus seulement théorique, certains dirigeants qui, au moment de l'indépendance, refusaient d'admettre l'existence de classes antagonistes, se sont ralliés ultérieurement à cette conception.

Sékou Touré déclare en 1966 que "la classe devient une réalité" et en 1968 que la lutte de classe est une réalité.

Un certain nombre de militants africains, animant généralement des mouvements d'opposition aux régimes établis, se fondent également sur l'analyse marxiste des classes.

C'est le cas d'Osende Afana au Cameroun, de Samba Seytane en Côte d'Ivoire, de Seydou Badian Kouyaté au Mali, d'Amilcar Cabral en Guinée Bissau (jusqu'à son récent assassinat) ou de Mahjout Diop au Sénégal.

3313 - Si d'autres auteurs reconnaissent l'existence de classes différenciées en Afrique, c'est généralement par une extension abusive, propre au courant fonctionnaliste, de la notion de classe.

La démarche de Kenneth W. Grundy en fournit un exemple. Dans un article publié par le "Journal of Modern African Studies" en 1964 (99), il explique le refus d'admettre la présence de classes sociales antagonistes par le souci des élites dirigeantes de renforcer leur régime et rattache cette attitude à ce que Talcott Parsons a appelé "The Cognitive Distortion of Ideologies", la fonction première de l'idéologie étant son rôle d'intégration du système social.

Mais il considère aussi que la négation des classes résulte de sa définition trop stricte et prône, en Afrique, la substitution d'un concept dynamique et flexible à celui statique et rigide élaboré en Europe. (x)

(x) note : "... Un rejet pur et simple de l'analyse de classes repose sur une utilisation restreinte du terme de classe. Toutes les sociétés quoiqu'on en dise, sont caractérisées par des divisions sociales nées des conditions sociales, politiques et économiques communes qui, en définitive, déterminent ou au moins influencent le point de vue politique de chaque individu".

Au terme d'un raisonnement **similaire**, Immanuel Wallerstein pourra identifier les nouveaux dirigeants à une classe moyenne supérieure, Vernon Aspaturian en faire des élites de classe moyenne, etc...

Dans son étude consacrée à Porto Novo, Claude Tardits estime que l'élite, qu'il identifie à la population scolarisée, est déjà constituée en une classe sociale distincte. Mais lui aussi définit les classes, de façon très large, comme "des catégories sociales distinctes, différenciées simultanément par les occupations, revenus, modes de consommation, l'usage de symboles particuliers affirmant le rang social des membres et le recours éventuel à des idéologies particulières et justificatives". (100)

Nombre d'africanistes se montrent plus réservés et, soit ne décèlent que des tendances vers une stratification en classes, soit la limitent à un secteur étroit de la population.

Georges Balandier, tout en remarquant que le problème de la transposition en Afrique du concept européen de classes sociales n'est pas résolu, semble admettre l'existence d'une classe dirigeante en milieu urbain. (101)

Paul Mercier parle seulement de couche dirigeante et note l'ambiguïté des groupes de contestation qui se dressent contre elle et continuent à la prendre comme modèle de référence. (102)

La simultanéité des facteurs favorables et défavorables à l'apparition ou au développement des classes sociales, la complexité de la situation qui en résulte ont été synthétisées par Claude Rivière :

"La multiplicité des formes des rapports sociaux, la diversité d'influence et de durée de l'emprunte coloniale, les revêtements successifs des trois périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, l'incoordination des tentatives de construction d'un Etat moderne, l'imbrication en même temps que l'évolution à des rythmes divers des phénomènes politiques, économiques et sociaux compliquent singulièrement les tentatives de validation des schémas habituels des classes". (103)

332. - Unité ou pluralité des élites

Dans la mesure où ils n'y perçoivent pas de classes antagonistes, les analystes des sociétés africaines ne se limitent généralement pas à une étude descriptive de la stratification sociale.

Sous le terme d'élites, ils mettent l'accent sur les agents ou groupes d'agents qui leur paraissent les plus significatifs.

332I. - Beaucoup, constatant qu'une minorité exerce en réalité le pouvoir, se rattachent à la conception de l'élite gouvernante de Pareto et Mosca ou à celle d'élite du pouvoir de C.W.Mills. Leurs analyses n'échappent pas aux critiques qui peuvent être formulées contre les théories dont ils tirent leur inspiration.

Ainsi Pierre Van den Berghe (104) reproche aux marxistes de considérer comme bourgeoisies nationales les classes dirigeantes d'Afrique Noire alors que leur pouvoir ne repose ni sur la détention des moyens de production ni sur une situation sociale ou politique originellement élevée.

Fondant leur autorité et leur mainmise sur les appareils administratifs et militaires sur un monopole du savoir, il en fait une aristocratie de l'intelligence, une méritocratie du type de celle de Michael Young.

Poursuivant son analyse par une démarcation de Pareto, il admet une fermeture progressive de l'élite dont l'entrée devient plus sélective et liée à des qualifications croissantes ; mais il admet, en même temps, que "la classe dirigeante retient sa vitalité en permettant à ses membres incompetents de s'enfoncer dans un oubli de bon aloi et en acceptant dans ses rangs un petit nombre de membres soigneusement instruits et intellectuellement supérieurs des "classes inférieures"... Elle est continuellement enrichie par la crème intellectuelle de la population tout entière". Victor T. Le Vine se rapproche plutôt de Mosca lorsqu'il définit l'élite gouvernante par sa position dans les organes exécutifs ou législatifs gouvernementaux et dans l'administration.

Il lui apparaît peu satisfaisant de définir l'appartenance à l'élite sur la base de facteurs tels que la richesse, le statut, le prestige, l'éducation ou l'accomplissement (David MacClelland) qui incluent trop ou trop peu de monde.

Beaucoup plus que des changements dans la structure sociale, il suggère que ce sont ceux qui se produisent dans la structure politique qui affectent le modèle de recrutement de l'élite.

Il considère néanmoins que celui-ci tend de moins en moins à s'opérer par le biais du parti unique monopolisé par la génération âgée qu'à la faveur de coups d'Etat qui permettent l'accès d'élites plus jeunes et techniquement plus compétentes. (105)

Après avoir rejeté la théorie des élites comme contraire aux faits africains, Jean Ziegler en fait un usage indirect empruntant à Pareto la notion de contre-élite qu'il applique au Congo-Léopoldville en lui donnant le même contenu qu'à la classe dirigeante, à cette différence près qu'elle lutte pour l'obtention d'un pouvoir qui lui échappe.

De la même façon, il établit une distinction entre une élite gouvernementale et une élite non gouvernementale qui lui sert de support et qu'il identifie à l'armée. (106)

Par contre, c'est une interprétation voisine de celle de C.W.Mills que semble proposer pour le Ghana K.E. de Graft Johnson. Il discerne une élite du pouvoir résultant de l'action de trois groupes d'élites fonctionnelles multipliées et interdépendantes :

- les chefs qui légitiment leur rôle dans la coutume et la tradition,
- l'intelligentsia qui représente la compétence professionnelle et les talents modernes,
- l'élite politique qui réclame sa raison d'être dans l'appui des masses. (107)

Ces auteurs mis à part, la monopolisation du pouvoir par une minorité est souvent considérée comme une donnée d'évidence dans le contexte africain actuel. Largement reconnue, elle fait l'objet des interprétations les plus diverses.

3322. - A l'inverse, dans le cadre d'une analyse fonctionnaliste, institutionnaliste ou structuraliste, privilégiant l'intégration plutôt que le conflit, l'accent est mis sur l'existence d'une pluralité d'élites aux pouvoirs et aux fonctions différenciées. Cette approche est généralement sous-tendue par la distinction entre élites traditionnelles et élites modernes.

Le contraste entre les premières attachées à une stratification et à des privilèges maintenus artificiellement par l'ancien colonisateur et les secondes ayant reçu une formation de style européen ou une orientation technique moderne est érigé en système.

L'accent essentiel porte sur les élites modernes, la différenciation opérée en leur sein se fondant sur les critères les plus variés :

Dans une analyse qui opère la combinaison de conceptions néo-machiavélienne et wébérienne, Luis Beltran diagnostique dans les sociétés africaines contemporaines un mouvement de restratification par rapport à la stratification caractéristique de la société traditionnelle et de la société coloniale.

Ce processus aboutirait à une bipolarisation :

- au niveau de la société globale, entre un secteur paramoderne et un secteur traditionnel.
- au niveau du secteur paramoderne, sur un triple plan : celui de la participation à la politique nationale entre dirigeants et dirigés, fonctionnaires et administrés ; celui de la participation à l'économie monétaire entre bourgeoisie et prolétariat ; celui de la participation à la culture moderne entre instruits et semi-lettrés. (108)

C'est sur le second de ces plans que se place Ilunga Kabongo en faisant reposer la différenciation sociale sur le degré d'insertion dans l'économie monétaire. Mais, au lieu d'opposer la bourgeoisie et le prolétariat comme Luis Beltrán, il distingue les groupes suivants :

- Les étrangers qui, outre leur position économique dominante, restent le principal cadre de référence.
- la bourgeoisie nationale composée de ceux qui peuvent être considérés comme ayant effectué une insertion irréversible dans l'économie de type monétaire. Elle se subdivise elle-même en plusieurs sous-groupes : bourgeoisie politico-administrative, militaire, commerçants, enseignants, élite intellectuelle et ouvriers urbains.
- les ruraux, membres des sociétés dites traditionnelles.
- Les "exclus dans le partage des rôles sociaux", selon une expression empruntée à J. Comélieu, incluant les chômeurs et jeunes désœuvrés. (109)

La pluralité des élites modernes a été envisagée par d'autres auteurs à partir de critères composites de caractère moral aussi bien que géographique ou historique :

S'inspirant du noyau pur et dur de l'armée rouge chinoise de la "longue Marche", Albert Meister fait reposer la définition d'élites de progrès sur les quatre combinaisons qu'offrent les qualificatifs pur et dur et, après avoir remarqué que les élites actuelles n'offrent aucun de ces caractères, y fait correspondre quatre types de réalités présentes, probables et possibles. (110)

Philip Mayer s'attache à un critère géographique fondé sur la constatation que l'élite occidentalisée, instruite et urbanisée n'est pas à même de servir d'élite à une large fraction de la population rurale. Il oppose à cette élite une élite rurale se partageant à son tour en une élite rurale moderne composée d'enseignants, agents administratifs ou ministres du culte et une élite tribale formée des chefs et de leur entourage. (111)

Sur la base d'une différenciation historique, F. N. Sougan Agblemagnon situe face à une élite de fait léguée par la situation coloniale une élite d'aspiration composée de personnes qui le sont devenues par vocation ou volonté. Il diagnostique l'émergence d'un troisième niveau historique, d'une troisième génération qu'il qualifie de "jeune garde". (112)

Tous ces critères de distinction varient en fonction du point de vue de l'observateur et, s'ils ne sont pas contradictoires entre eux, ils évacuent le contenu réel de la notion d'élite au profit de catégories commodes. Le fondement des élites n'est pas approfondi, le problème du pouvoir réduit à une simple fonction sociale.

333. - La mobilité des élites

Toute société, par son simple fonctionnement, postule une certaine mobilité sociale. Son appréhension est primordiale, elle est aussi malaisée que son appréciation.

L'absence d'investigations systématiques et d'études comparatives se conjugue avec la difficulté de dissocier les phénomènes de mobilité individuelle et collective et le problème que pose l'établissement d'une méthodologie d'enquête rigoureuse.

En même temps qu'elle bouleversait la stratification traditionnelle, la période coloniale jetait les bases d'une nouvelle différenciation sociale dont le processus s'est accéléré dans les périodes qui ont immédiatement précédé ou suivi l'indépendance.

Formée par le colonisateur et par la lutte pour échapper à sa tutelle a émergé une couche d'hommes incarnant l'unité nationale. Beaucoup y voient une élite dirigeante qui, après avoir accaparé les rênes du pouvoir, tend à se replier sur elle-même alors que se concrétise parallèlement un processus d'africanisation des cadres.

Une généralisation sociologique de la théorie de la circulation des élites de Pareto vise même à faire découler de cette sclérose et de cette rigidité croissantes le succès et la fréquence des putschs militaires sur la scène politique africaine.

Les changements qui en résultent semblent cependant se borner à une frange très étroite d'individus sinon à un simple déplacement de l'équipe au pouvoir.

333I. - Ont été recensés un certain nombre de facteurs qui sembleraient favoriser la mobilité des élites en même temps qu'ils en constitueraient des chenaux d'accès.

Le phénomène d'urbanisation, l'acquisition d'un savoir moderne et l'intervention de facteurs politiques sont les plus couramment évoqués.

Leur importance est indéniable :

- Sièges des principales instances du pouvoir comme des organes moteurs de l'économie moderne, la ville regroupe les centres essentiels de décision. Une disproportion, qui s'exerce au détriment du monde rural, s'y manifeste sans cesse davantage. Elle est le creuset qui alimente les rares possibilités de promotion alors même qu'elle engendre une inégalité marquée sur le plan de l'éducation comme sur celui de l'accès à des postes importants ou à des revenus élevés. Les obstacles qui freinent la mobilité sociale peuvent cependant être obscurcis par la continuité des liens

de parenté et par la réussite exemplaire de certains individus.

Diverses associations fondées sur des critères d'ordre ethnique, religieux, économiques ou ludique, y jouent aussi un rôle d'entraide ou de "donneurs de confiance". Elles peuvent favoriser l'insertion dans la vie moderne à l'aide de structures d'appui enracinées dans le passé.

- Dès l'époque coloniale, la qualité de lettré s'est révélée un élément essentiel de promotion sociale. Aujourd'hui la poursuite d'études supérieures est encore très généralement considérée comme une sorte de sésame si ce n'est plus vrai à un niveau inférieur.

- Enfin, comme l'a souligné Georges Balandier : "Dans les sociétés en voie de modernisation, la prépondérance du politique reste accentuée. Et cela, pour deux raisons apparentes, l'armature politico-administrative est mise en place à l'échelle nationale bien avant que l'économie moderne ait pu s'édifier, et elle constitue le principal instrument de liaison entre des couches et groupes sociaux multiples". (117)

Il reste cependant difficile de circonscrire les facteurs qui militent en faveur de la mobilité des élites d'autant plus que celle-ci ne s'exerce pas en sens unique. Elle se traduit aussi sous la forme d'une mobilité descendante qui, jusqu'à présent, a fait l'objet de très peu d'attention. Elle peut être lente et progressive comme cela semble être le cas pour nombre de chefs traditionnels. Elle peut être beaucoup plus rapide dans le cas de dirigeants évincés du pouvoir, compte tenu de la prépondérance du fait politique dans la vie sociale.

Au terme d'un ensemble d'études sur la mobilité sociale en milieu industriel, S.M. Lipset et R. Bendix ont diagnostiqué que, d'une manière générale, le processus d'industrialisation accentuait le mouvement de promotion sociale en offrant de plus larges possibilités d'emploi à un échelon élevé aux membres des couches inférieurs de la société. (118)

Mais le sociologue argentin Di Tella constate que la croissance industrielle peut aussi se traduire par une décroissance des emplois de niveau intermédiaire et engendrer une mobilité descendante de leurs anciens titulaires.

3332. - L'existence de barrières à la mobilité des élites est couramment évoquée. L'analyse qui en est faite s'appuie le plus souvent sur une grille d'interprétation empruntée au fonctionnalisme. Comportements, structures et valeurs sont scrutés de façon minutieuse et interprétés à la lumière du couple tradition-modernité. Le pouvoir explicatif d'une telle démarche est ambivalent et rarement décisif :

Au cloisonnement hérité des castes ou des particularismes ethniques peut être opposé celui qu'instaure le fétichisme du diplôme.

L'esprit de solidarité hérité de la tradition est considéré comme un frein à l'accumulation et à l'acquisition d'un esprit d'entreprise individuel. Il est simultanément jugé insuffisant pour créer la cohésion nationale indispensable.

La persistance de comportements traditionnels s'exercerait à la fois comme un accélérateur de l'isolement des dirigeants par une adhésion de type fidéiste et comme un frein à leur cloisonnement en limitant les effets des différenciations sociales.

L'intervention des facteurs favorables à une ouverture de la hiérarchie sociale reste elle-même incertaine :

- Un processus d'urbanisation non endigué et non canalisé aboutit à la constitution d'un vaste lumpenprolétariat désœuvré et inadapté dont le potentiel révolutionnaire paraît être le seul ferment de mobilité ascendante.
- Les facteurs politiques peuvent refléter le repliement égocentrique d'une minorité de privilégiés sur leurs privilèges.
- Un système d'éducation mal adapté conduit à une pénurie de gens formés dans le domaine technique et à une surabondance de diplômés dans des secteurs où les débouchés se heurtent déjà à des goulots d'étranglement. Monopolisé par les tenants du pouvoir, ses effets bénéfiques peuvent être contrariés comme peut être réduite la compétitivité sociale.

A cela s'ajoute le fait que certaines couches sociales, tout en s'opposant aux responsables en place, persistent à les prendre pour modèle.

P.C.Lloyd met en relief cette ambiguïté qu'il attribue aux couches moyennes : "La catégorie sociale dont on attendait qu'elle fournisse l'opposition la plus organisée à l'élite et la critique la plus forte de ses privilèges, est composée au contraire d'hommes qui aspirent à rentrer dans les rangs de l'élite et qui ont de grands espoirs de réussite éventuelle. Plus encore, quand ils échouent, ils sont portés à en trouver la cause dans les actes de sorcellerie de leur parenté ou dans l'usage plus efficace que leurs concurrents ont fait de la corruption et du patronage ; ils sont moins moins portés à critiquer la structure de la société". (119)

Il est certain que l'insuffisance du développement économique, la faiblesse de son infrastructure comme sa dépendance du pouvoir politique et des influences étrangères, rendent extrêmement fragiles les positions de ces couches de population et constituent des freins efficaces à leurs revendications.

L'absence d'une véritable industrialisation empêche également la constitution d'un prolétariat qui puisse précipiter le processus de différenciation ~~social~~.

Le libre jeu des interactions sociales est enfin perturbé par la dépendance de l'étranger qui intervient dans un sens favorable à ses intérêts et s'efforce de freiner toute évolution qui les menace.

334. - Elites et masses africaines

Le profil de la pyramide sociale en Afrique est plus abrupt que dans les sociétés industrielles modernes et la polarisation entre une minorité privilégiée et une majorité défavorisée particulièrement accentuée. La tentation d'en cerner les contours par le couple élite-masse y est sans doute plus forte et moins arbitraire qu'ailleurs. Le clivage qu'il suppose n'en donne pas moins lieu à des interprétations hétérogènes sur son origine, son amplitude ou la manière de le réduire.

- La profondeur du décalage entre les élites et le reste de la population a été le principal thème de réflexion de la table ronde organisée en 1969 par la commission de science politique de la Société Africaine de Culture sur le thème : Elite et peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Dans son discours d'ouverture, Alioune Diop dénonce la coupure entre l'élite qui a seule accédé à l'indépendance et le peuple qui reste "enfermé dans une civilisation ankylosée et difficilement assimilable à l'Occidentalité ...

Cet abandon du peuple par son élite a pour effet d'isoler le peuple, de le condamner à l'ignorance et à l'irresponsabilité. Il renforce les chances d'asservissement de la nation, d'aliénation du sol et de ses ressources". (113)

Plusieurs participants à cette session ont développé une argumentation qui corroborait ce point de vue.

Ils se sont efforcés de conjurer ce décalage par une mise en question de la qualité même de l'élite.

Parler d'élite africaine serait un euphémisme car elle est avant tout une élite occidentalisée, une élite de petits blancs à l'instar des européens sur le modèle desquels elle s'est formée, constate Joseph Bipoun Woum. Composée de commis et d'auxiliaires dociles du pouvoir colonial, elle n'est qu'une pseudo-élite aliénée et avorton, jugée trop peu occidentalisée en Occident et trop peu africaine en Afrique.

A ce constat pessimiste s'ajoute la dénonciation des leaders africains qui tendent à entretenir un illusoire sentiment d'unanimité avant et après l'indépendance et à s'ériger en guides éclairés des populations. Les intervenants notent, en général, le peu d'empressement des élites à entrer en contact avec les masses. Les uns dénoncent la mentalité élitiste et le sentiment de supériorité exagéré que manifestent les détenteurs du savoir en raison de leur situation monopolistique en ce domaine. Les autres déplorent l'aliénation que crée la rareté de leurs contacts avec les porteurs de traditions préexistantes et avec les couches les plus larges de la population.

- Si certains voient une trahison des élites dans l'usage qu'elles font de qualificatifs tels que ceux d'illettré ou de non évolué, beaucoup manifestent une opinion moins tranchée. Ils considèrent, par exemple, qu'une étroite connexion entre les élites et le peuple existe ou peut se réaliser à travers ceux qu'E.E.Hagen appelle les "Cultural Brokers" : instituteurs, cadres administratifs ou techniciens qui, à l'échelon régional ou local, forment la jonction entre la population et le pouvoir central.

Dans une étude sur l'évolution des élites sénégalaises, Paul Mercier va jusqu'à conclure que "l'élite intellectuelle nouvelle qui prend le relai de l'élite coloniale recherche consciemment le contact avec la masse demeurée en partie traditionaliste. Des liens, qui n'avaient jamais été rompus, tendent à se renforcer et l'acceptation généralisée des modèles que présente une élite intellectuelle manifeste la permanence de ces liens. (114)

Cette appréciation, formulée en 1956, est sans doute moins pertinente aujourd'hui. Il n'en est pas moins apparent qu'un réseau étroit de solidarités continue d'enserrer les différentes couches de la population. Il est plausible d'admettre, qu'en raison précisément de leur étroitesse, ces liens conservés individuellement par les titulaires de responsabilités avec leur famille ou leur communauté d'origine jouent un rôle appréciable dans la diffusion d'idées et comportements nouveaux.

L'emprise de la parenté peut être telle cependant qu'elle entrave le processus d'accumulation souhaitable par la persistance de réseaux de solidarité et de ce que d'aucuns qualifient de parasitisme familial.

La notion d'obligation de parenté peut s'exercer au détriment de celle de service public et se trouver encouragée par un niveau exagéré d'attente des populations qui subliment dans leurs représentants et dans les agents d'autorité l'omnipotence qui était autrefois l'apanage du pouvoir colonial,

Le prestige lié à la réussite peut aussi se traduire par un culte de la personnalité qui se manifeste dans toute son ampleur lorsqu'il s'agit de leaders nationaux dont le nom est synonyme d'indépendance.

Ces attentes souvent irréalistes, qui contrastent avec les réponses qui leur sont apportées, sont considérées par F.N'Sougan Agblemagnon comme "disproportionnées par rapport à ce qui a été la contribution des élites aux diverses phases de l'histoire". (115)

Les rapports entre les élites et les masses seraient, en effet, marqués par des tentatives rarement efficaces du pouvoir pour rallier à sa politique les suffrages populaires.

Recourant à une forte centralisation pour pallier les forces centrifuges, transformant l'appareil syndical en un auxiliaire gouvernemental, implantant ses émissaires ou ses représentants à différents niveaux, il essaie de mobiliser la population à ses côtés.

Certains y voient une manipulation fort peu démocratique à travers des slogans qui invoquent précisément la démocratie. S.M.Lipset dénonce, dans le maniement d'idéologies d'inspiration marxiste, une manœuvre des élites dirigeantes pour circonvenir le peuple afin de légitimer le mythe de l'identité des élites et des masses. Utilisé dans un but opposé aux arguments invoqués, le marxisme leur sert alors de paravent et de justificatif.

A ces manifestations de "colonialisme interne" s'ajoutent d'autres formes de manipulation du peuple : sa méconnaissance peut conduire à sa sacralisation, sa connaissance superficielle le transformer en objet.

Benoit Atangana a esquissé une typologie des relations qui peuvent se nouer entre l'élite et le peuple et se résument dans son exploitation.

Sous couvert de sa défense :

- Les "opportunistes" forment une élite fonctionnelle qui constitue le vecteur de transmission du néo-colonialisme.
- Les "gauchistes" prônent une révolution radicale que leur embourgeoisement ultérieur ne permettra pas de concrétiser.
- Les "nationalistes-réalistes" font de l'économisme et, en refusant de se placer sur un plan politique, insistent plus sur une exploitation externe qu'interne. (116)

La valeur de cette typologie est polémique ; elle révèle les limites auxquelles se heurtent les rapports entre élites et masses.

S'y greffent des obstacles proprement matériels :

Le problème de communication centripète des masses qui ne disposent que de moyens informels et inorganisés pour faire entendre leur voix auprès

des dirigeants se double d'un problème de communication centrifuge de la part de ces derniers.

Entre l'autorité centrale qui prend les décisions et l'autorité locale chargée de les exécuter, les relais sont défectueux. Leur jeu normal est entravé par l'effet paralysant d'une bureaucratie excessive, par la polarisation dans les villes des compétences, par les barrières ethniques qui faussent les relations qui peuvent s'établir.

Les masses elles-mêmes expriment de plus en plus des besoins nouveaux, une option pour une ligne d'évolution qui, à défaut de pouvoir se faire jour librement, peut s'exprimer par une résistance passive ou par une mise en question des autorités auxquelles elles se trouvent soumises.

Détaché de son soubassement populaire, le pouvoir doit alors consacrer une grande partie de ses efforts à justifier sa politique avant même de pouvoir la mettre en œuvre.

3.4. - Formes et perspectives d'évolution

Les difficultés auxquelles se heurtent les transformations sociales au sein des sociétés africaines, l'instabilité chronique de certains pays ne prédisposent guère aux appréciations optimistes quant à l'avenir. Les partisans d'une approche fonctionnelle et conservatrice des problèmes du développement n'y voient sans doute que des incidents de parcours si ce n'est le tribut dû à un long retard. La permanence ou l'aggravation de ces problèmes incite d'autres analystes à s'interroger sur leur évolution et sur les moyens d'y porter remède.

Albert Meister décèle sur le continent africain un danger de sud américanisation par une transformation des gouvernements actuels en dictatures locales. (x)

Le socialisme, qui constituerait la seule issue possible, exige, en effet, non seulement un gouvernement fort mais des militants convaincus au service du pays. Or les gouvernements actuels sont essentiellement des gouvernements riches -grâce au système d'aide et par rapport à la pauvreté ambiante- et l'usage de leur richesse n'est soumis à aucun contrôle de la population.

Immanuel Wallerstein envisage la possibilité de deux lignes d'évolution distinctes mettant toutes deux en danger la "classe moyenne" au pouvoir et susceptibles d'être développées par tous ceux qui se trouvent exclus du pouvoir, en particulier s'ils parviennent à se coaliser sous la conduite d'intellectuels eux-mêmes déçus dans leurs aspirations.

Une ligne néotraditionnaliste pourrait ainsi s'appuyer sur les associations de jeunes et de femmes ou sur les syndicats.

Une ligne ultramoderniste et révolutionnaire pourrait, au contraire, se développer par l'émergence de groupements dissidents ou par un noyautage du parti dominant ou unique. (121)

Moins soucieux de diagnostiquer à priori l'évolution future des régimes africains, d'autres auteurs s'attachent à discerner la classe la plus apte à remédier à la situation existante, estimant que, le second terme

(x) note : "Une fois que les élites africaines actuelles, formées au contact étroit de l'Europe et de son militantisme, auront été remplacées ou auront perdu leur influence prépondérante du fait de l'émergence d'éléments de formation locale, il est permis de supposer que leurs successeurs ressembleront aux Caudillos de l'Amérique Latine d'avant-guerre, régnant sur des cours et des clientèles réduites, occupés à défendre leur pouvoir et ne se souciant aucunement de développer leur pays". (120)

en ayant été esquivé, ne se pose plus l'alternative devant laquelle Seydou Badian Kouyaté plaçait la couche dirigeante, l'embourgeoisement ou la réalisation d'une société socialiste.

L'accent est alors mis sur la paysannerie ou le prolétariat guidés par une avant-garde d'intellectuels.

Frantz Fanon, on le sait, a attribué un rôle essentiel à la paysannerie seule considérée comme révolutionnaire. Il considérait cependant que son éducation et son encadrement devaient être réalisés par des militants intellectuels venus des villes.

René Dumont a une position analogue mais il souligne les difficultés que soulèvent la nécessité de "coller" aux masses paysannes et leur indispensable organisation.

"Pour arriver à une nuit du 4 août des nouveaux privilégiés, il faudrait une forte pression sur le pouvoir des paysans organisés. Or ceux-ci ne le sont pas. Et les gouvernements écartent de la brousse les étudiants retour de France, de crainte que certains d'entre eux ne se mettent à la tête des plus mécontents". (122)

A cela on pourrait objecter que beaucoup d'intellectuels manifestent une réticence certaine à être replongés dans un milieu rural dont ils se sont coupés.

On peut aussi rétorquer, comme l'a fait Yves Bénot, que "L'opposition quasi-barrésienne entre des intellectuels soi-disant déracinés et des masses paysannes authentiquement africaines est par trop sommaire". (123)

Transposant en Afrique le schéma d'évolution marxiste-léniniste, des analystes tels que Osende Afana, Mahjmout Diop, K.I. Potekhin mettent au premier plan le prolétariat.

Sékou Touré déclarait lui-même en 1967 : "La véritable classe de la révolution, celle qui est capable de tous les sacrifices, c'est la classe ouvrière". Mais, comme, en Guinée, les salariés représentent 5 % de la population et les masses paysannes l'écrasante majorité, force lui était de conclure à la nécessité d'inculquer une même formation idéologique aux uns et aux autres.

Dans le contexte actuel, il semble difficile de faire du prolétariat, qui reste marginal et relativement privilégié, le moteur de transformations sociales décisives.

Qu'il s'agisse du prolétariat ou de la paysannerie, une interprétation volontariste de leur rôle est assurément satisfaisante sur le plan de la justice sociale. Le problème qu'elle soulève est celui de l'aptitude des intellectuels à les guider.

Force est de constater que les appels souvent lucides d'individus isolés ne

ne suscitent qu'un écho vite étouffé, qu'ils soient circonvenus par le pouvoir en place ou relayés chez les étudiants nantis de leurs diplômes par des préoccupations moins altruistes et plus intéressées.

De façon plus extensive, un rôle décisif a été attribué aux couches moyennes exclues des postes de responsabilités par les dirigeants en place.

Claude Rivière opine ainsi vers "la reconnaissance, à l'heure actuelle, du dynamisme décisif de l'élite bourgeoise d'intellectuels, de militaires, éventuellement de commerçants frustrés des privilèges de l'accession au pouvoir lors de l'indépendance pour alimenter, à notre époque, les transformations sociales par une contestation exprimée à l'intérieur d'un pays". (124)

La conjoncture récente semble valider cette opinion. L'ampleur et la portée des changements introduits de la sorte demeurent incertaines. Ainsi les militaires qui se sont emparés du pouvoir, s'ils combattent les excès qui ont motivé leur intervention, ne sont pas eux-mêmes exempts de luttes intestines et de rivalités ethniques. Cette éventualité mise à part, les problèmes de gouvernement sont loin de se réduire à des problèmes de remise en ordre et la substitution aux civils de colonels ou de capitaines ne suffit pas à les résoudre.

Il semble, en définitive, que le problème de l'avenir se pose avant tout sur un terrain politique. Comme l'a écrit Paul Marie de la Gorce : "La lutte contre la pauvreté passe par une prise de conscience, elle exige une volonté d'action, elle suppose certains choix. Elle invoque certaines valeurs. Contre la pauvreté, il n'existe qu'une arme en dernier recours : la politique". (125)

Cela est d'autant plus vrai que le faible développement de l'économie africaine, son immersion dans l'ensemble de la réalité sociale, sa dépendance de l'étranger la font dépendre très étroitement de l'exercice du pouvoir. Celui-ci, depuis l'indépendance, est concentré entre les mains d'une couche politique qui s'apparente de plus en plus à une classe dirigeante. Calquée sur le modèle métropolitain, cette superstructure politico-administrative s'en différencie par l'absence de soutien d'une infrastructure autochtone.

Responsable de la mobilisation générale en faveur du développement, il lui est difficile de la mettre en oeuvre concrètement en raison de sa double dépendance d'intérêts économiques étrangers et de ses propres intérêts de classe.

Le renversement de cette sujétion, la mise en place d'une infrastructure nationale apparaissent comme un préalable aux changements économiques et sociaux profonds et durables que nécessite la lutte contre le sous-développement et qui risquent de rester lettre morte sans le ferment et l'appui d'une large adhésion populaire.

4 - CONCLUSION

L'objet de la rétrospective qui vient d'être esquissée était un survol de la notion d'élite et l'appréciation de sa validité dans l'interprétation dynamique des changements au sein des pays en voie de développement, notamment africains.

Une tentative de cet ordre ne peut être qu'aléatoire et incertaine dans sa formulation et dans ses résultats.

Elle implique une sélection arbitraire des contributions théoriques auxquelles elle fait appel et une schématisation de celles auxquelles elle se réfère.

Elle souligne les dangers d'une étude de la stratification sociale qui, limitée à une société risque de se cantonner dans une approche positiviste et empiriste et, menée sur une base comparative, tend à une généralisation arbitraire.

Elle suggère la difficulté d'affranchissement de leurs implications idéologiques d'analyses qui se polarisent autour d'une démarche critique militante ou d'une pseudo-objectivité qui cautionne l'ordre établi.

L'opposition qui reste nouée entre les notions d'élite et de classe illustre et résume assez bien ces obstacles.

L'interprétation de la réalité sociale africaine qui en dérive repose plus souvent sur des normes importées que sur la prise en compte véritable des processus de transformation qu'elle manifeste.

Ces normes tendent néanmoins à façonner l'évolution présente. Si l'on ne peut y identifier les antagonismes de classes des sociétés industrielles, une lecture en termes d'élites semble moins pertinente qu'une lecture en termes de classes en liaison avec la pénétration du mode de production capitaliste.

Dans la mesure où la recherche d'un instrument d'analyse exclue une interprétation unitaire qui schématise la réalité, il semble que les notions d'élite et de classe puissent être utilement associées dans une étude conjointe.

A condition de ne pas être vidées de tout pouvoir explicatif au profit de catégories commodes, elles permettent une appréhension des phénomènes sociaux en termes de domination et de conflit qui correspond mieux à la réalité qu'une analyse fonctionnelle à base d'équilibre et d'harmonie.

Leur irréductibilité apparente est moins liée aux concepts en jeu qu'à une représentation de la société qui privilégie l'homme dans sa dimension individuelle ou collective, fonde la structure sociale sur un substrat spirituel ou matériel et justifie ou non l'ordre établi.

Le recours exclusif à l'élite conduit à surestimer l'élément volontariste et individuel et à négliger, dans une analyse politique du pouvoir, les rapports entre groupes sociaux et leur soubassement structurel.

L'analyse marxiste des classes à l'inverse tend à s'appesantir sur une conception mécaniste des rapports entre infrastructure et superstructure. Elle n'offre guère d'articulations satisfaisantes permettant de passer des rouages économiques aux acteurs et au devenir historique.

Elle néglige, en particulier, la contribution spécifique du politique dans la reproduction de la structure des rapports de classes et réduit souvent le rôle de l'Etat à celui de simple gestionnaire des intérêts de la classe dominante. Une appréciation correcte de la réalité doit tenir compte de l'interdépendance de ces deux représentations. Les agents sociaux, s'ils peuvent être définis comme les supports de structures sous-jacentes, n'en sont pas seulement des porteurs mais des facteurs de transformation. (126)

Sans méconnaître la domination en dernière instance de l'économique, des théoriciens marxistes contemporains se sont efforcés de renverser "la muraille de Chine" qui occulte les relations entre infrastructure et superstructure.

Cette orientation permet d'apprécier l'importance spécifique de l'instance politico-idéologique et de mieux comprendre le rôle que paraissent jouer l'Etat et le système politique dans les changements africains. Des théoriciens tels que Gramsci, dans leur effort pour donner une traduction concrète au lien qui relie l'infrastructure d'une société à sa superstructure permettent de préciser cette position.

Gramsci distingue une structure sociale qui dépend directement du rapport des forces productives et une superstructure caractérisée par ses dimensions idéologique et politique.

Les intellectuels, dont l'intervention se situe au niveau superstructurel, constituent le lien organique entre ces deux instances.

Définis de façon très extensive, ils sont les "fonctionnaires de la superstructure" et aussi les "commis du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique". (127)

Ils incluent les hommes politiques, les fonctionnaires, les militaires et, de façon générale, l'ensemble des agents chargés de propager l'idéologie dominante au sein de la société.

Dans un petit ouvrage qu'il vient de consacrer aux professionnels de la politique, Daniel Gaxie souligne leur latitude d'action spécifique et estime que la prise en compte de l'autonomie relative du politique permet

de concilier et de dépasser les approches traditionnelles du pouvoir en termes d'élite et de classe. (x)

peut aussi se raccorder à cette optique l'étude par Ralph Miliband du système de pouvoir occidental. (129)

Se fixant un objectif conforme à l'orthodoxie marxiste, il essaie de dégager la signification politique et l'influence sur l'Etat des puissances économiques privées dans la société capitaliste.

Il approfondit considérablement toutefois son analyse de l'Etat dont les détenteurs lui semblent constituer une entité autonome ; il s'attache à démontrer que, si leurs relations avec la classe économiquement dominante sont étroites au point qu'ils forment une même classe dirigeante, elles ne peuvent, en aucun cas, être qualifiées d'instrumentales.

L'apport de ces auteurs est ici intentionnellement circonscrit dans des directions qui mettent en relief le rôle spécifique de l'Etat, l'autonomie relative du politique et la position-charnière qu'occupent les intellectuels (entendus au sens de Gramsci).

S'appliquant à la société occidentale, ces analyses ne peuvent être transposées qu'avec précaution.

Néanmoins, dans la majorité des pays africains, c'est autour de l'Etat et de son appareil géré par le personnel intellectuel spécifique que forme la bureaucratie que semblent se concentrer le pouvoir et la lutte qu'il engendre.

Dès lors l'analyse des changements africains contemporains peut être centrée sur le rôle de l'Etat et de son environnement considérés comme relativement autonomes dans un contexte général de dépendance.

Une telle analyse admet l'hypothèse d'une classe dominante étrangère qui pèse sur la structure sociale interne par son emprise infrastructurale et dont l'hégémonie tend à s'exercer par l'intermédiaire d'une classe dirigeante autochtone.

(x) "La position du problème du personnel politique en termes d'autonomie relative permet de prendre en considération à la fois les intérêts propres du personnel politique dans sa lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique et ses fonctions externes, ou si l'on préfère, les services qu'il peut rendre aux différentes classes notamment aux classes dominantes". (128)

Elle postule une latitude d'action et un dynamisme propres des agents de la superstructure politique et idéologique.

Situés au point d'articulation de la structure et de la superstructure, c'est à leur niveau que peuvent se régler les problèmes et se révéler les contradictions nées à la base. C'est à travers eux qu'il est possible d'apprécier, de façon indirecte mais dynamique, le poids de la structure sous-jacente. Ils constituent l'élite à condition de voir dans cette notion un objet socialement préconstruit qui renvoie à leur appartenance de classe.

Une telle démarche se raccorde au courant de pensée qui participe à la redécouverte de Gramsci en réponse à des interrogations et préoccupations contemporaines assez larges.

Sa validité reste à établir, en particulier dans un contexte non-européen. Son application à une société africaine spécifique semble possible non comme guide de lecture mais comme mode d'interrogation d'une réalité complexe.

NOTE DE SYNTHESE

A - La notion d'élite, tributaire du contexte historique qui lui a donné naissance et de celui auquel est lié son développement, se trouve associée au cheminement des grands courants de pensée. Un parallèle peut être établi entre son évolution et celle de l'idée démocratique contre laquelle elle s'est constituée au départ. La conception de la démocratie héritée de Rousseau est l'un des soubassements des systèmes idéologiques (socialisme, communisme, anarchisme...) fondés à la fin du siècle dernier sur l'espoir d'une société plus rationnelle plus juste et plus égalitaire. Les théoriciens de l'élite battent en brèche cet idéalisme et cet optimisme révolutionnaire. Ils lui opposent la domination inéluctable d'une minorité, circonscrivent la lutte pour le pouvoir à celle de factions concurrentes et concluent à la perpétuation de l'exploitation des masses.

Le passage d'un capitalisme concurrentiel à un capitalisme organisé où intervient de plus en plus l'Etat témoigne de l'impossibilité d'une démocratie directe et des méfaits d'une politique du "laisser-faire".

En même temps que le recours au progrès technique se substitue à celui de la raison, se dessine un rapprochement des positions de certains défenseurs de l'élite et de la démocratie avec pour caractéristique principale la substitution au consensus populaire de celui d'une minorité et le recours à l'Etat comme incarnation de l'intérêt général.

Ce point de vue est celui de la pensée libérale et conservatrice contemporaine. Les thèses de la pluralité et de la mobilité des élites s'y associent à une vision de la démocratie qui invoque l'égalitarisme croissant et le caractère méritocratique d'une société de masse où l'égalité présumée des chances pallie l'absence réelle d'égalité. (x)

Une autre tendance du courant élitiste conteste le caractère démocratique de la réalité présente et se rattache à une approche moniste héritée de Pareto.

(x) note : La démocratie est une exigence du système capitaliste permettant de légitimer la concurrence économique et l'ordre établi.

Les mêmes paravents sont déployés par certains régimes socialistes. Ils dissimulent une idéologie élitiste et un rejet de la démocratie indispensable pour justifier l'appropriation du surplus par une classe minoritaire. (130)

Elle se scinde en deux courants :

- L'un développe une conception traditionnelle de l'élite fondée sur des critères psychologiques et moraux.
- L'autre plus récent, insiste sur la concentration du pouvoir, sur le déclin de la démocratie parlementaire et diagnostique l'apparition d'une élite dirigeante représentée par une élite du pouvoir, une technocratie ou une technobureaucratie envahissantes.

Ces apports successifs diversifient la notion d'élite en même temps qu'ils l'opacifient.

Deux traits distinctifs persistent néanmoins :

- L'idée de la domination inévitable d'une minorité associée à une opposition tranchée entre élite et masse, l'accord n'étant pas obtenu sur les caractéristiques et la cohésion de cette minorité.
- Le primat donné au politique considéré comme autonome ; à tout le moins, le refus de le faire dépendre de l'économie et des forces matérielles de production.

L'évanouissement des certitudes et du dogmatisme du XIXème, l'absence d'un système de valeurs défini, le mouvement de mise en cause de la société et l'installation dans le changement ne peuvent manquer de retentir sur la notion d'élite.

Elle a perdu de sa portée comme support d'une interprétation unilatérale des faits sociaux.

Comme à chaque période troublée et mouvante, elle connaît aussi un regain d'intérêt. Son imprécision permettant de rationaliser l'irrationnel, elle est associée aux visions utopiques de ce que pourrait être la société de demain.

Elle y joue moins le rôle d'une idéologie justificatrice ou contemptrice d'un état de choses existant que de porteuse incertaine d'un avenir hypothétique.

B - Dans le cas des pays en voie de développement, les théories du changement auxquelles s'articule la notion d'élite se regroupent en deux tendances selon que le sous-développement est considéré comme un retard dans le processus de développement ou comme le

produit contradictoire de ce développement. (x)

- Le premier courant a longtemps prévalu, s'il ne prévaut encore, dans les schémas d'explication traditionnels.

Les sociétés industrialisées constituant le modèle à suivre, il s'agit de créer les conditions permettant la maîtrise du progrès technique et le fonctionnement de régimes de démocratie pluraliste.

Sous l'influence des théories évolutionnistes, diffusionnistes, fonctionnalistes ou même structuralistes, cette tendance s'appuie sur une opposition tranchée entre tradition et modernité et s'accompagne d'une vision élitiste de la réalité sociale comme facteur de progrès.

Les marxistes eux-mêmes ont longtemps basé leur analyse sur l'opposition entre un secteur capitaliste développé et un secteur archaïque de type féodal et porté leurs espérances sur le rôle progressiste d'une avant-garde modernisante.

- La réhabilitation d'une approche synthétique, historique et globale procède du "nouveau radicalisme" qui s'attache à montrer que développement et sous-développement sont liés au même processus d'expansion du capitalisme et qu'il n'y a pas de pratique du développement qui ne soit à la fois politique et économique.

Le succès et l'influence de ce courant se fondent sur de multiples facteurs. Au premier plan, figurent l'essoufflement du schéma libéral et son inaptitude à rendre compte des difficultés de transition des pays sous-développés, de leur dépendance accentuée et de la nouvelle forme de domination que présente l'extension des groupes financiers et industriels multinationaux. Par une analyse en termes de classes objectivement antagonistes, l'approche radicale permet une explication cohérente de ces phénomènes.

Situant la lutte des classes au plan mondial, elle est aux antipodes de la conception privilégiant le rôle d'une élite individuelle, facteur de changements gradués et indolores et garante de l'harmonie universelle. Il lui faut cependant sauvegarder l'intervention d'une minorité militante, porte-voix et fer de lance d'une masse avec laquelle sont noués des liens étroits et réciproques.

(x) Dans la pratique, le discours idéologique obscurcit souvent cette distinction. Gerard de Bernis souligne ce paradoxe : "... Le plus grand nombre des dirigeants des pays sous-développés, même s'ils ne veulent pas le reconnaître ouvertement, adoptent une pratique conforme à la représentation du "sous-développement retard" tandis que les dirigeants du capital ne cessent de mettre en pratique la représentation du "sous-développement -produit du développement capitaliste" pendant qu'ils célèbrent par le discours la représentation inverse. (131)

C - Le recours à la notion d'élite dans le contexte africain ne présente guère d'originalité et se rattache aux courants déjà évoqués. Une brève rétrospective de ces dernières années permet d'entrevoir une modification progressive dans les références théoriques auxquelles font appel les analystes des sociétés africaines. A l'aube des indépendances nationales, la grille d'interprétation repose sur un découpage dualiste de la réalité sociale avec pour toile de fond un modèle de société pluraliste et démocratique.

L'opposition entre tradition et modernité est la norme.

Sous le terme de tradition sont répertoriés les obstacles au progrès matériel et technique.

Le contenu de la modernité est sondé à travers des critères qui font appel aux taux d'urbanisation ou à celui de la scolarisation, au degré d'insertion dans l'économie monétaire ou à l'écart entre générations.

Ce découpage concerne les élites, les masses restant considérées, à quelques exceptions près, comme indifférenciées et tributaires du passé.

La mise en place de pouvoirs autochtones modifie cette optique par la nécessaire introduction des facteurs politiques.

A l'écart de l'orthodoxie démocratique, se développent des analyses en termes d'élite du pouvoir ou d'élite dirigeante.

En contrepoint, le diagnostic marxiste s'affine. Il prend conscience de la difficulté de transposer un modèle de classes européen en raison de l'imbrication de rapports sociaux spécifiques et de ceux résultant de l'empreinte coloniale.

Il considère aussi que la structure sociale des pays africains est tronquée et ne se comprend que comme élément d'une structure sociale plus vaste (en l'absence d'une bourgeoisie étrangère résidant en métropole).

D - En définitive, la notion d'élite est presque toujours utilisée et développée dans une optique conservatrice, hostile à celle de classe dirigeante.

Axée sur des phénomènes politiques valorisés ou circonscrits, elle occulte les phénomènes de dépendance qui s'expriment sur le terrain de l'économie et masque les structures de domination qui en résultent sur le plan social .

Au sein d'une distinction tranchée entre tradition et modernité, elle pose mal les problèmes du changement et, n'en étudiant que les acteurs, élude leur caractère structurel.

Un survol historique met en relief la correspondance troublante qui accompagne l'opposition entre élite et classe et celle entre capitalisme et socialisme.

Bien que se réclamant tous deux désormais de la démocratie, ces systèmes s'opposent par le rôle qu'ils attribuent à l'homme et la marchandise si ce n'est par la place qu'ils leur accordent.

Cet antagonisme laisse peser une suspicion légitime sur la possibilité d'utiliser la notion d'élite comme un terme neutre.

Il semble difficile cependant de l'écarter catégoriquement.

Son emploi, ne serait-ce qu'à titre d'idéologie justificatrice par la classe dirigeante, mérite réflexion.

Parallèlement à une distinction de classes, le couple élite-masse représente un découpage différent de la réalité, l'élite correspondant à un ensemble plus restreint que la classe elle-même englobée par la masse. Le recours à l'élite conduit à surestimer l'élément volontariste et individuel et à négliger les rapports et fondements des groupes sociaux dans une analyse politique du pouvoir. A l'inverse, le schéma marxiste n'offre pas d'articulation claire permettant de passer des rouages économiques aux acteurs et au devenir historique.

au service de l'idéologie plus que de l'analyse, les nations d'élite et de classe souscrivent à une vision dichotomique de la société et aboutissent à une homogénéisation excessive de la réalité. Le pouvoir étant le monopole d'un petit nombre d'individus, elles insistent toutes deux sur le rôle de minorités agissantes sans pour cela les identifier clairement.

L'avant-garde se différencie de l'élite par son origine et par la vocation qui lui est impartie ; elle ne peut légitimement guider l'ensemble du corps social que lorsqu'elle le reflète et l'exprime grâce à des interactions réciproques exclusives de domination. (x)

L'irréductibilité attachée aux termes d'élite et de classe semble finalement moins liée aux concepts en jeu qu'à une attitude à l'égard du Pouvoir et à une représentation de la société qui privilégie l'homme dans sa dimension individuelle ou collective et fonde la structure sociale sur un substrat spirituel ou matériel.

Une appréciation correcte de la réalité ne peut omettre l'interdépendance

(x) Dans la réalité, toute élite se prétend d'avant-garde et toute avant-garde tend, par elle-même, à se muer en élite.

de ces deux représentations surtout si l'on admet qu'aujourd'hui se posent des problèmes qui débordent celui des élites et des classes comme la maîtrise des techniques, la mondialisation des phénomènes sociaux et une aliénation qui ne se limite pas au travail productif pour s'inscrire dans la réalité quotidienne. Il devient aussi important de répondre à ces interrogations qui conditionnent l'avenir que de justifier ou condamner l'ordre établi.

Un retranchement crispé derrière les notions d'élite et de classe s'apparente, de ce point de vue, à un combat d'arrière-garde.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- (1) Bulletin international des Sciences sociales
1955, vol. VII p. 513-4
- (2) Vilfredo Pareto : Les systèmes socialistes
Genève, 1965 Droz
Vilfredo Pareto : traité de sociologie générale
Genève, 1965 Droz p. 1296-98
- (3) Gaetano Mosca : Elementi di Scienza Politica
traduction anglaise : The Ruling Class
New York, 1939 Mac Graw Hill p. 50
- (4) Pierre Hassner : à la recherche de la classe dirigeante
revue fr. de Science politique 1965, vol. XV n° I p. 40-66
- (5) James Burnham : l'ère des organisateurs
Paris, 1947 Calmann Lévy
- (6) C.Wright Mills : l'élite du pouvoir
Paris, 1969 Maspéro p.12
- (7) John Kenneth Galbraith
in "Le Nouvel Observateur", 8 février 1971
- (8) Max Weber : Essays in Sociology
New York, 1946 Oxford University Press p. 180-195
- (9) Ralf Dahrendorf : Class and Class Conflict in Industrial Society
Stanford, 1959 Stanford University Press
- (10) Gehrard Lenski : Power and Privilege : A theory of Social Stratification
New York, 1966 Mac Graw Hill
- (11) Alain Touraine : la société post-industrielle
Paris, 1969 Denoel coll. Médiations p. 15
- (12) Radomir D.Lukic : la théorie de l'élite chez Pareto et Marx
Cahiers Vilfredo Pareto, 1964 n°4 p. 95-108

- (13) W.Lloyd Warner : Democracy in Jonesville
New-York, 1949 Harper
- (14) Raymond Aron : Classe sociale, classe politique, classe dirigeante
archives européennes de socio. tome I 1960 n° 2 p. 260-282
- (15) Alain Touraine : la société post-industrielle op.cité p. 112
- (16) C.Wright Mills : l'élite du pouvoir op.cité,p. 284
- (17) Nicos Poulantzas : pouvoir politique et classes sociales
Paris, 1968 Maspero p. 360
- (18) C.Wright Mills : l'élite du pouvoir op. cité p. 20
- (19) Harold D.Lasswell : Politics : Who Gets what, when, how
New-York, 1936 Mac Graw Hill
- (20) Vilfredo Pareto : traité de sociologie générale op. cité
- (21) Ortega y Gasset : la révolte des masses
Paris, 1967 Gallimard Coll. Idées p. 108
- (22) Tom B.Bottomore : élites et société
Paris, 1967 Stock p. 160
- (23) Urs Jaeggi : Die Gesellschaftliche Elite
Stuttgart, 1960 Paul Haupt verlag p. 97-119
(cf. Pierre Hassner : à la recherche de la classe dirigeante op.cité)
- (24) Karl Mannheim : Man and Society in an Age of Reconstruction
London, 1946 Paul Kegan
- (25) Vilfredo Pareto : traité de sociologie générale op.cité p. 1297
Gaetano Mosca : The Ruling Class op.cité
- (26) Milovan Djilas : la nouvelle classe dirigeante
Paris, 1958 Plon p. 48

- (27) Thorstein Veblen : théorie de la classe de loisir
Paris, 1970 Gallimard
- (28) Raymond Aron : catégories dirigeantes ou classe dirigeante
revue fr. de science politique 1965, vol XV n° I p. 12
- (29) Suzanne Keller : Beyond the Ruling Class
New-York, 1963 Random House p. 90-98 et p. 260
- (30) Robert Dahl : Qui gouverne ?
Paris, 1971 Armand Colin
- (31) David Riesman : la foule solitaire
Paris, 1964 Arthaud
- (32) Vilfredo Pareto : les systèmes socialistes
Paris, 1902 Payot p. 7-11
- (33) J.H.Meisel : The Myth of the Ruling Class : G.Mosca and the Elite
Ann Arbor, 1958 University of Michigan Press
- (34) Gaetano Mosca : Elementi di Scienza Politica op.cité p. 211
- (35) Arnold Toynbee : A study of History
London, 1961 Oxford University Press vol. I-VI
- (36) Henri Pirenne : les périodes de l'histoire sociale du capitalisme
Bruxelles, 1914 bulletin de l'académie royale de Belgique
- (37) Joseph Schumpeter : capitalisme, socialisme et démocratie op.cité p. 185
- (38) S.M.Lipset and R.Bendix : Social Mobility in Industrial Society
Berkeley, 1960 University of California Press
- Mattéi Dogan : Political Ascent in a Class Society : French Deputies
1870-1958 in D.Marvick : Political Decision Makers
New York, 1961 Glencoe The Free Press
- Alain, Girard : la réussite sociale en France
Paris, 1961 PUF

- Pierre Bourdieu et J.C. Passeron : les héritiers
Paris, 1964 éditions de Minuit
- Bierre Bourdieu et J.C. Passeron : la reproduction
Paris, 1971 éditions de Minuit
- Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier : les nouveaux intellectuels
Paris, 1966 Cujas
- Jean Charlot : les élites politiques en France de la 3ème à la
5ème République.
archives européennes de socio. tome XIV n° I p. 78-92
- Jean Meynaud et Alain Lancelot : la participation des français à la
vie politique
Paris, 1965 PUF
- (39) G.W.F.Hegel : Philosophie du droit
in "morceaux choisis" Paris, 1969 Gallimard coll. Idées tome 2
p. 218-224
- (40) Ortega y Gasset : la révolte des masses op. cité
- (41) Joseph Schumpeter : capitalisme, socialisme et démocratie
Paris, 1969 petite coll. Payot p. 395
- (42) Jack L.Walker : A Critique of the Elitist Theory of Democracy
American Political Science Review, 1966 vol. IX n° 2
- (43) Raymond Aron : classe sociale, classe politique, classe dirigeante
op.cité
- (44) Gaetano Mosca : Sull teorica dei Governi e sul Governo Parlamentare
(cf. T.B.Bottomore : élites et société op. cité p. 83)
- (45) Crane Brinton : The Anatomy of Revolution
New York, 1952 Prentice Hall
- (46) C.W.Mills : l'imagination sociologique
Paris, 1967 Maspero

- (47) John Kenneth Galbraith : le nouvel état industriel
Paris, 1967 Gallimard p. 404

- (48) Alain Touraine : la société post-industrielle op.cité p. 90-94

- (49) Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier : classe ouvrière et révolution
Paris, 1971 le Seuil p. 136

- (50) François Perroux : le pain et la parole
Paris, 1969 éditions du Cerf p. 60

- (51) Raymond Aron : l'opium des intellectuels
Paris, 1968 Gallimard coll. Idées p. 400-405

- (52) Antonio Gramsci : Oeuvres choisies
Paris, 1959 éditions sociales

- (53) Louis Althusser : Lénine et la philosophie
Paris, 1969 Maspéro 61 p
(et réponse à John Lewis : Paris, 1973 Maspéro p. 33)

- (54) Herbert Marcuse : l'homme unidimensionnel
Paris, 1970 édition HMH coll. Points

- (55) Roger Garaudy : l'alternative
Paris, 1972 Robert Laffont p. 174

- (56) Manning Nash : Introduction, Approaches to the Study of Economic Growth
Jnal of Social Issues, 1963 vol. 29 n° 1 p.5

- (57) Bert F. Hoselitz : Sociological Aspects of Economic Growth
New York, 1960 Glencoe the Free Press p.23-52

- (58) André Gunder Frank : le développement du sous-développement
Paris, 1970 Maspéro p. 20

- (59) Walt Whitman Rostow : les étapes de la croissance économique
Paris, 1970 éditions HMH coll. Points p. 13-20

- (60) Paul Baran et E.Hobsbawm : un manifeste non communiste
Les temps modernes, 1962 p. 1914-1927

- (61) G.Kerr, J.T.Dunlop, F.H.Harbison, G.R.Myers : Industrialism and Industrial Man
Cambridge, 1960 Harvard University Press
- (62) Jacques Freyssinet : le concept de sous-développement
Paris, 1967 Mouton p. 146
- (63) David E.Apter : The Politics of Modernization
Chicago, 1965 the University of Chicago Press p. 132-262
- (64) Seymour Martin Lipset : Value, Education and Entrepreneurship
in Aldo Solari and S.M.Lipset : Elites in Latin America
New York, 1967
- (65) Transformations sociales et développement économique
UNESCO, 1962 Mouton
- (66) Everett E.Hagen : On the Theory of Social Change, how Economic Growth
Begins
1962, the Dorsey Press inc. Homewood Illinois
- (67) David Mac Clelland : A Psychological Approach to Economic Development
Economic Development and Cultural Change, 1964 vol. XII n° 3
- (68) David Mac Clelland : The Achieving Society
Princeton, 1961 Von Nostrand
- (69) Michel Bon et Roland Colin : les proverbes, facteurs de développement
Developpement et Civilisations, 1970 n° 41-42 p. 88
- (70) John Kunkel : Values and Behavior in Economic Development
Economic Development and Cultural Change, 1965 vol. XIII n° 3
- (71) Bert F.Hoselitz : Sociological Aspects of Economic Growth op.cité
- (72) Seymour M.Lipset : Revolution and Counterrevolution, Change and
Persistence in Social Structures
New York, 1968 Basic Books p. 5

(73) Henri Denis : l'évolution séculaire des termes de l'échange
cahiers de l'ISEA, décembre 1962 série P n° 7

Aimé Césaire : discours sur le colonialisme
Paris, 1955 présence africaine 64 p

(74) André Gunder Frank : le développement du sous-développement
cahiers Vilfredo Pareto, 1968 n° 16-17

: Sociologie du sous-développement ou sous-
développement de la sociologie
cahiers Vilfredo Pareto, 1968 n° 15

(75) Pierre Jalée : Tiers-monde, quel tiers-monde ?
Paris, 1969, Maspéro

(76) Paul Baran : The Political Economy of Growth
New York, 1957 Monthly Review Press

(77) Frantz Fanon : les damnés de la terre
Paris, 1971 Maspéro

(78) Arghiri Emmanuel : l'échange inégal
Paris, 1969 Maspéro 365 p

(79) Charles Bettelheim : présentation et remarques théoriques
in A. Emmanuel : l'échange inégal op.cité p. 297-341

(80) Georges Balandier : tradition et continuité
cahiers internationaux de sociologie, 1968 vol. XLIV p. 5

(81) Jacques Lombard : autorités traditionnelles et pouvoirs européens
en Afrique noire
Paris, 1967 Armand Colin p. 6

(82) Jacques Lombard op.cité p. 157

(83) Léopold S. Senghor : nation et voie africaine du socialisme
Paris, 1961 Présence africaine p. 94

- (84) Lucy P. Mair : African Chiefs To-day
Africa, 1958 vol. XXVIII (3) p. 195
- (85) Jean Lacouture : 4 hommes et leurs peuples, sur pouvoir et sous-
développement
Paris, 1970, le Seuil
- (86) Frantz Fanon : les damnés de la terre op. cité p. 109
- (87) Mirlande Hippolyte : coups d'état et régimes militaires d'Afrique
revue fr. d'études politiques africaines, 1968 n° 36 p. 35-53
- (88) Andréas November : l'évolution du mouvement syndical en Afrique
occidentale
Paris, 1965 Mouton p. 248
- (89) Jean Mabileau : le pouvoir politique en Afrique noire
in "L'Afrique noire contemporaine"
Paris, 1968 Armand Colin coll. U p. 335
- (90) Robert Cornevin : les militaires au Dahomey et au Togo
revue fr. d'études politiques africaines, 1968 n° 36 p. 65-84
- (91) Peter C.W. Gutkind : African Urban Chiefs : Agents of Stability or
Change in Africa Urban Life
Anthropologica, 1966 vol. VIII n° 2
- (92) Samir Amin : le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire
Paris, 1967 éditions de Minuit
- (93) cité par Albert Meister : l'Afrique peut-elle partir ?
Paris, 1966 le Seuil p. 322
- (94) Peter C. Lloyd : The Study of Elite
in P.C. Lloyd (ed) : The New Elites of Tropical Africa
London, 1966 Oxford University Press p. 2
- (95) K.E. De Graft Johnson : The Evolution of Elites in Ghana
in P.C. Lloyd : The New Elites of Tropical Africa op. cité p. 104

- (96) D.I.Potekhin : Land Relations in African Countries
Jnal of Modern African Studies, 1963 vol.I n° I
- (97) Jean Suret-Canale : les sociétés traditionnelles en Afrique occidentale
et le concept de mode de production asiatique
la Pensée, 1964 n° 117 p.21-42
- (98) Jean Ziegler : sociologie de la nouvelle Afrique
Paris, 1964 Gallimard coll. Idées p. 14-49
- (99) Kenneth W.Grundy : The Class Struggle in Africa : an Examination of
conflicting Theories
Jnal of Modern African Studies, 1964 vo. II (5) p. 379
- (100) Claude Tardits : parenté et classe sociale à Porto Novo
in P.C.Lloyd : The New Elites of Tropical Africa op.cité p. 184
- (101) Georges Balandier : anthropologie politique
Paris, 1967 PUF Coll. SUP p.108
- (102) Paul Mercier : classes et changements politiques en Afrique noire
cahiers internationaux de sociologie, 1965 vol. XXXVIII p. 143
- (103) Claude Rivière : de l'objectivité des classes sociales en Afrique
noire
cahiers internationaux de sociologie, 1969 vol. XLVII p. 131
- (104) Pierre Van Den Berghe : les langues européennes et les mandarins
noirs
Paris, 1968 Présence africaine n° 68 p. 3-5
- (105) Victor T.Le Vine : Political Elite Recruitment and Political Structure
in French Speaking Africa
cahiers d'études africaines, 1968 vol.VIII n° 31 p. 368-389
- (106) Jean Ziegler : sociologie de la nouvelle Afrique op.cité
- (107) K.E.De Graft Johnson : The Evolution of Elites in Ghana op.cité

- (108) Luis Beltran : dualisme et pluralisme en Afrique tropicale indépendante
cahiers internationaux de sociologie, 1969, vol. XLVII p. 99
- (109) Ilunga Kabongo : pluralisme et intégration, réflexions sur la dynamique politique en Afrique noire post-coloniale
cahiers économiques et sociaux, IRBS 1967 vol.5 n° I p. 121
- (110) Albert Meister : l'Afrique peut-elle partir ? op.cité p. 304
- (111) Philip Mayer : The Tribal Elite and the Transkeian Elections of 1963
in P.C.Lloyd : The New Elites of Tropical Africa op.cité p. 286
- (112) F.N'Sougan Agblemagnon : le rôle des élites dans la construction nationale en Afrique noire
Paris, 1967 colloque CHEAM (3-4 mars)
- (113) Table ronde : élite et peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui
Paris, 1970 Présence africaine n° 73 p. 39-108
- (114) Paul Mercier : l'évolution des élites sénégalaises
Bulletin international des sciences sociales, 1956 vol. VIII n° 3
p. 460
- (115) F.N'Sougan Agblemagnon : le rôle des élites op.cité
- (116) Benoit Atangana : propos tenus à la table ronde
"élite et peuple dans l'Afrique d'aujourd'hui"
op.cité
- (117) Georges Balandier : anthropologie politique op.cité p. 202
- (118) S.M.Lipset et R.Bendix : Social Mobility in Industrial Society op.cité
- (119) P.C.Lloyd : Class consciousness among the Yoruba
in P.C.Lloyd : The New Elites of Tropical Africa op.cité p. 328
- (120) Albert Meister : l'Afrique peut-elle partir ? op.cité p. 441
- (121) Immanuel Wallerstein : Elites in French Speaking West Africa : the
Social Basis of Ideas
Jnal of Modern African Studies, 1965 vol.3 (I)

- (122) Rene Dumont : l'Afrique noire est mal partie
Paris, 1962 le Seuil p. 212
- (123) Yves Benot : idéologies des indépendances africaines
Paris, 1969 Maspéro p. 21
- (124) Claude Rivière : de l'objectivité des classes sociales en Afrique
noire op.cité p.129
- (125) Paul Marie de la Gorce : la France pauvre
Paris, 1965 Grasset
- (126) Andre Nicolaï : comportement économique et structures sociales
Paris, 1960 PUF 322 pages
- (127) Hugues Portelli : Gramsci et le bloc historique
Paris, 1972 PUF coll. Sup. p. 103
- (128) Daniel Gaxie : les professionnels de la politique
Paris, 1973 PUF dossiers thémis p.39
- (129) Ralph Miliband : l'état dans la société capitaliste
analyse du système de pouvoir occidental
Paris, 1973 Maspéro 312 pages
- (130) Samir Amin : le développement inégal
Paris, 1973 éditions de Minuit p. 325-332
- (131) Gérard de Bernis : le sous-développement, analyses ou représentations
revue tiers-monde, tome XV n° 57 janv-mars 1974 p.134